



INTERNATIONAL RESEARCH ASSOCIATES

EUROBAROMETRE 51.1

LES EUROPÉENS ET L'ENVIRONNEMENT

RAPPORT

RÉDIGÉ PAR

INRA (EUROPE)
EUROPEAN COORDINATION OFFICE sa

POUR

La Direction Générale XI
« **Environnement, Sécurité nucléaire et Protection
civile** »

GÉRÉ ET ORGANISÉ PAR

La DGX
« **Information, Communication, Culture, Audiovisuel** »
(Unité « **Analyse de l'opinion publique** »)

29 juillet 1999

Ce sondage d'opinion, géré et organisé par la DGX, « Information, Communication, Culture, Audiovisuel » (Unité « Analyse de l'opinion publique »), a été réalisé à la demande de la DGXI, Direction Générale « Environnement, Sécurité nucléaire et Protection civile » de la Commission européenne.

Il a été effectué dans l'ensemble des pays de l'Union européenne, entre le 12 avril et le 18 mai 1999, sous la coordination générale de INRA (EUROPE) - European Coordination Office, situé à Bruxelles.

Le questionnaire, le nom des instituts associés à la recherche et les spécifications techniques figurent en annexe.

Le présent rapport n'engage en aucune façon la responsabilité de la Commission européenne.

La langue originale de ce rapport est le français.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

CHAPITRE PREMIER LE DÉVELOPPEMENT DURABLE, UN CONCEPT AUQUEL LES EUROPÉENS ADHÈRENT !

1. UN OBJECTIF PRIMORDIAL : TROUVER UN ÉQUILIBRE ENTRE UNE POLITIQUE DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET LES EFFETS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX 1
2. SEULE MANIÈRE D'ENRAYER LA DÉTÉRIORATION DE L'ENVIRONNEMENT : UNE MODIFICATION SUBSTANTIELLE DE NOTRE MODE DE VIE ET DE DÉVELOPPEMENT 3
3. LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT : UNE URGENCE À TRAITER ICI ET MAINTENANT 5
4. « UNE POLITIQUE DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ENGENDRE UNE AUGMENTATION DE L'EMPLOI », AFFIRMENT LES EUROPÉENS 8

CHAPITRE II LES SUJETS D'INQUIÉTUDE

1. LA DÉGRADATION DE L'ENVIRONNEMENT INQUIÈTE PRÈS D'UN EUROPÉEN SUR DEUX 10
2. LES CRAINTES LIÉES AUX PROBLÈMES ENVIRONNEMENTAUX GLOBAUX 12
3. L'INQUIÉTUDE DES EUROPÉENS À L'ÉGARD DE L'ENVIRONNEMENT S'EST AMPLIFIÉE AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES 19
4. LES EUROPÉENS DISENT N'AVOIR QUE PEU DE RAISONS DE SE PLAINDRE DE LA QUALITÉ DE LEUR CADRE DE VIE 22
5. LES PROBLÈMES ENVIRONNEMENTAUX « NATIONAUX » INQUIÈTENT FORTEMENT LES EUROPÉENS 30

CHAPITRE III LA SANTÉ DES EUROPÉENS : UN AVENIR COMPROMIS 41

CHAPITRE IV UN EUROPÉEN SUR TROIS NE SE SENT PAS MOINS BIEN PROTÉGÉ DANS LES AUTRES PAYS DE L'UNION EUROPÉENNE QUE LE SIEN FACE AUX CATASTROPHES NATURELLES OU TECHNOLOGIQUES 43

CHAPITRE V LES EUROPÉENS ET L'INFORMATION

1. LES EUROPÉENS NE SE SENTENT JAMAIS TRÈS BIEN INFORMÉS SUR DES THÈMES RELATIFS À L'ENVIRONNEMENT 45
2. UN EUROPÉEN SUR DEUX SAIT CE QU'IL DOIT FAIRE POUR CONTRIBUER À PROTÉGER L'ENVIRONNEMENT 47
3. LES CANAUX DE COMMUNICATION 49
4. UN EUROPÉEN SUR DEUX FAIT CONFIANCE AUX ORGANISATIONS DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT 51
5. SIX EUROPÉENS SUR DIX NE FONT AUCUN EFFORT POUR S'INFORMER SUR L'ENVIRONNEMENT 54

CHAPITRE VI L'ACTION DES POUVOIRS PUBLICS

1. LEUR EFFICACITÉ 56
2. LES EUROPÉENS APPELLENT À UNE INTERVENTION ACCRUE DES POUVOIRS PUBLICS 59

CHAPITRE VII LES EUROPÉENS ET LEUR CONTRIBUTION FINANCIÈRE À LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

1. LES EUROPÉENS SONT PRÊTS À SACRIFIER UNE PART DE LEUR BUDGET POUR L'ENVIRONNEMENT 61
2. LES EUROPÉENS SE DISENT ÉCONOMES 65

CHAPITRE VIII LES SOLUTIONS AUX PROBLÈMES ENVIRONNEMENTAUX

1. LES SOLUTIONS AUX PROBLÈMES ENVIRONNEMENTAUX LIÉS À LA POLLUTION 67
2. LES SOLUTIONS AUX PROBLÈMES ENVIRONNEMENTAUX LIÉS À LA CIRCULATION DANS LES VILLES 69

ANNEXES

ADJOINTES AU PRÉSENT DOCUMENT

**QUESTIONNAIRE BILINGUE
SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES
NOM ET ADRESSES DES INSTITUTS AYANT PARTICIPÉ À LA RECHERCHE**

PRÉSENTÉES DANS UN VOLUME SÉPARÉ

**CHIFFRES NATIONAUX ET EU15
CHIFFRES VARIABLES SOCIODÉMOGRAPHIQUES
CHIFFRES SELON LE DEGRÉ D'URBANISATION**

INTRODUCTION

Le sondage d'opinion analysé dans le présent rapport a été effectué dans les quinze Etats membres, entre le 12 avril et le 18 mai 1999, dans le cadre de l'Eurobaromètre¹ 51.1, à la demande de la Direction Générale XI « Environnement, Sécurité nucléaire et Protection civile » de la Commission européenne. Ce sondage est géré et organisé par la DGX, « Information, Communication, Culture, Audiovisuel » (Unité « Analyse de l'opinion publique ») de la Commission européenne.

Le présent rapport aborde la perception qu'ont les Européens de diverses problématiques liées à l'environnement. Il se subdivise en plusieurs chapitres couvrant :

- L'adhésion des Européens au concept de développement durable
- Les questions relatives à l'environnement qui inquiètent les Européens
- Les éléments, produits et matériaux qui pourraient constituer une menace pour la santé des Européens
- Leur sentiment de protection dans d'autres pays de l'Union européenne
- Le niveau d'information des Européens portant sur les questions d'environnement
- L'efficacité des différents niveaux de pouvoirs publics en matière de protection de l'environnement
- Leur volonté de contribuer financièrement à la protection de l'environnement
- Les solutions qu'ils préfèrent pour résoudre les problèmes environnementaux

Ce sondage s'inscrit dans le prolongement de cinq études Eurobaromètre de même nature :

- La première date de l'automne 1982² (Eurobaromètre 18). Elle a été menée dans les dix pays qui composaient alors la Communauté européenne et portait sur un échantillon total d'environ 9.600 individus. Le champ de cette étude était très circonscrit ; il s'agissait d'une étude exploratoire.
- La deuxième, du printemps 1986³ (Eurobaromètre 25). Conduite dans les Douze, elle portait sur un échantillon d'environ 11.600 personnes et reprenait les questions posées dans l'étude précédente, tout en couvrant d'autres zones d'intérêt.
- La troisième a été effectuée au printemps 1988⁴ (Eurobaromètre 29) dans les Douze. Elle portait sur un échantillon total d'environ 11.600 personnes et posait les mêmes questions qu'en 1986, ainsi que quelques nouvelles questions destinées à mesurer le retentissement et l'impact de « l'Année européenne de l'environnement ».
- La quatrième a été conduite, toujours dans les Douze, au printemps 1992⁵ (Eurobaromètre 37.0). Cette enquête, d'environ 12.800 personnes, reprenait les mêmes grands thèmes que la précédente. Néanmoins, de nombreuses précisions, modifications et mises à jour se sont avérées nécessaires. De même, des questions d'actualité ont été ajoutées. Cette étude incluait l'Allemagne de l'Est.

¹ Les sondages Eurobaromètre, ou plus exactement les « sondages Eurobaromètre standards », sont réalisés depuis 1973 (EB N° 0), pour le compte de la Direction générale X « Information, Communication, Culture, Audiovisuel » de la Commission européenne. Ils incluent la Grèce depuis l'automne 1980, le Portugal et l'Espagne depuis l'automne 1985, l'Allemagne de l'Est, depuis l'automne 1990 et l'Autriche, la Finlande et la Suède depuis le printemps 1995.

² Les Européens et leur environnement, Commission des Communautés européennes, novembre 1983.

³ Les Européens et leur environnement en 1986, Commission des Communautés européennes, mars 1987.

⁴ Les Européens et leur environnement en 1988, Commission des Communautés européennes, octobre 1988.

⁵ Les Européens et l'environnement en 1992, Commission des Communautés européennes, août 1992.

- La cinquième a été effectuée au printemps 1995⁶ (Eurobaromètre 43.1bis) dans les Quinze. Environ 15.800 personnes ont été interviewées tant sur les grands thèmes analysés dans l'étude précédente que sur d'autres, d'actualité, tels que les écotaxes.

Le présent sondage d'opinion est constitué de quinze nouvelles questions et de sept questions TREND MODIFIÉ. Cette situation un peu particulière par rapport aux études précédentes rend les comparaisons terme à terme impossibles. Néanmoins, il est important de relever le fait que toutes les modifications apportées aux anciennes questions, l'ont été dans un souci de simplification et d'élimination des formulations tendancieuses. En outre, il est toujours possible de relever des tendances, à condition de poser clairement le cadre de l'analyse. Et finalement, ces questions, plus simples et plus neutres, constituent une plate forme de choix pour la réalisation d'études ultérieures.

Dans chaque pays, ces questions ont été soumises à un échantillon représentatif de la population nationale âgée de quinze ans et plus. Au total, 16.144 personnes ont été interrogées, soit, en moyenne, quelque 1.000 personnes par pays sauf en Allemagne (2.000 : 1.000 dans les nouveaux Länder et 1.000 dans les anciens Länder), au Royaume-Uni (1.300 : 1.000 en Grande-Bretagne et 300 en Irlande du Nord) et au Luxembourg (600). Précisons que les chiffres relatifs à l'Union européenne dans son ensemble présentés dans ce rapport sont une moyenne pondérée des chiffres nationaux. Pour chaque pays, la pondération utilisée est la part de la population nationale âgée de 15 ans et plus au sein de la population communautaire âgée de 15 ans et plus (cf. spécifications techniques en annexe).

Les spécifications techniques reprises en annexe détaillent l'ensemble des questions relatives à la méthodologie (dates de terrain, sélection de l'échantillon, population couverte, pondération, limites de confiance, etc.). Précisons certains termes utilisés dans ces spécifications techniques : la pondération marginale est celle qui se fonde sur une variable, telle que l'âge ou le sexe, tandis la pondération croisée se fonde sur le croisement de deux variables, telles que, par exemple, l'âge et le sexe. Les régions NUTS sont « un classement des régions de l'Union européenne suivant une structure hiérarchique à trois niveaux ». L'Eurobaromètre est pondéré sur base des régions NUTS II.

Il convient aussi de noter que le total des pourcentages présentés dans les graphiques illustrant le rapport et dans les tableaux formant les annexes peut dépasser 100% lorsque le répondant a la possibilité de donner plusieurs réponses à une même question. Ce total peut également ne pas atteindre exactement 100%, mais un nombre très proche (par exemple, 99% ou 101%), du fait des arrondis.

Les abréviations utilisées pour désigner les Etats membres sont les suivantes :

B	Belgique
DK	Danemark
WD	Anciens Länder
D	Allemagne
OD	Nouveaux Länder
GR	Grèce
E	Espagne
F	France
IRL	Irlande
I	Italie
L	Luxembourg
NL	Pays-Bas
A	Autriche
P	Portugal
FIN	Finlande
S	Suède
UK	Royaume-Uni

⁶ Les Européens et l'environnement en 1995, Commission européenne, novembre 1995.

Une remarque s'impose en ce qui concerne la séparation entre les anciens et les nouveaux Länder de l'Allemagne qui se justifiait lorsque l'Allemagne de l'Est a été introduite dans la liste des Etats couverts par l'Eurobaromètre, à l'automne 1990. Cette distinction a été conservée malgré la réunification car elle met fréquemment en évidence des différences d'opinion tranchées entre ces deux territoires.

L'abréviation employée pour désigner l'Union européenne dans son ensemble est « UE15 ». Quant à l'abréviation « NSP », elle signifie « Ne Sait Pas ».

Le lecteur se verra confronté dans les sections consacrées aux variables sociodémographiques à des variables construites, telles que le niveau d'instruction et l'échelle de revenus. Devant l'hétérogénéité des systèmes éducatifs, il a été décidé de fixer des seuils subjectifs d'instruction. Le premier est le niveau « faible », qui regroupe les personnes ayant quitté le circuit d'éducation à 15 ans ou avant, le deuxième est le niveau « moyen », qui englobe les individus ayant quitté ce circuit entre 16 et 19 ans et le troisième est le niveau « fort », qui réunit ceux l'ayant quitté après 19 ans.

La même difficulté a dû être surmontée en ce qui concerne l'échelle des revenus. La solution adoptée consiste à la scinder en quartiles et à agréger les résultats de chaque pays en une échelle européenne à quatre niveaux, « ++ », « + », « - », et « -- ».

LES EUROPÉENS ET L'ENVIRONNEMENT
RAPPORT

CHAPITRE PREMIER : LE DÉVELOPPEMENT DURABLE, UN CONCEPT AUQUEL LES EUROPÉENS ADHÈRENT !

1. UN OBJECTIF PRIMORDIAL : TROUVER UN ÉQUILIBRE ENTRE UNE POLITIQUE DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET LES EFFETS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX

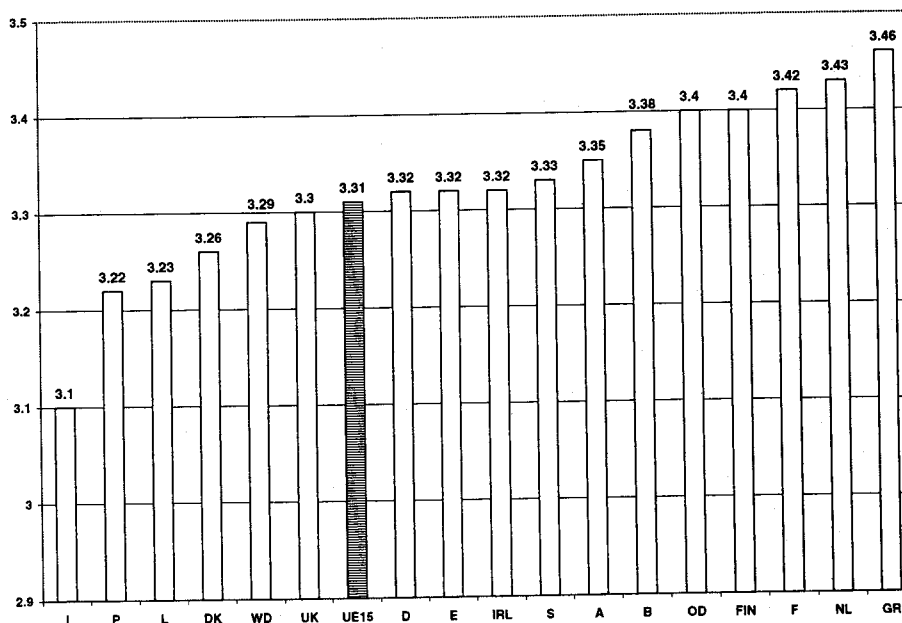
1.1 ANALYSE À L'ÉCHELLE DE L'EUROPE

Huit Européens sur dix partagent l'avis selon lequel une politique de protection de l'environnement doit aussi prendre en compte les effets économiques et sociaux¹. Plus précisément, 38 % déclarent qu'ils sont tout à fait d'accord avec cette opinion, et 43 %, plutôt d'accord. Ils démontrent ainsi leur bonne compréhension et leur acceptation du concept de développement durable selon lequel, rappelons-le, le développement économique associé aux activités de l'homme ne doit se faire qu'en parallèle avec la sauvegarde de l'environnement et la préservation des ressources naturelles.

A l'opposé, ils ne sont que 6 % à se déclarer « plutôt pas d'accord » et 3 % à se prononcer « pas du tout d'accord ».

La moyenne européenne est élevée, 3,31, reflétant ainsi l'importance de cette nécessité, et les moyennes nationales en sont peu éloignées, traduisant combien cette opinion est assumée dans l'ensemble de l'Union européenne.

« Êtes-vous tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec l'opinion suivante ?
Une politique de protection de l'environnement doit aussi prendre en compte les effets sociaux et économiques »
(Q.21, moyennes EU15 et par pays)



1.2 ANALYSE PAR PAYS

La plus faible moyenne est notée en Italie, 3,10, la plus forte en Grèce, 3,46. C'est aussi dans ce dernier Etat membre que la plus forte proportion de citoyens se dit « tout à fait » d'accord avec la nécessité de trouver un équilibre entre les impératifs sociaux, économiques et écologiques.

¹ Cette opinion est également largement répandue à l'échelle de la planète : ainsi la nécessité de parvenir à un équilibre entre le développement économique et la protection de l'environnement était à l'avant-plan de la journée mondiale de l'environnement organisée le 5 juin dernier sous l'égide des Nations Unies.

1.3 ANALYSE PAR VARIABLES SOCIODÉMOGRAPHIQUES²

Alors que rien ne distingue les deux classes d'âge inférieures (15-24 ans et 25-39 ans), l'opinion présentée recueille un accord de plus en plus grand au fur et à mesure que l'on progresse en âge.

L'accord le plus grand est observé parmi les indépendants et les pensionnés, ainsi que dans la tranche supérieure de revenus. L'accord le plus faible est enregistré parmi les Européens ayant interrompu leurs études entre seize et dix-neuf ans.

1.4 ANALYSE PAR DEGRÉ D'URBANISATION

Le degré d'urbanisation ne joue aucun rôle dans l'expression de cette opinion.

1.5 ÉVOLUTION DES ATTITUDES

Comme la question traitée ici est nouvelle, elle ne peut, par définition, faire l'objet d'une analyse évolutive.

² Nous invitons le lecteur à se rapporter aux tableaux de chiffres présentés en annexe.

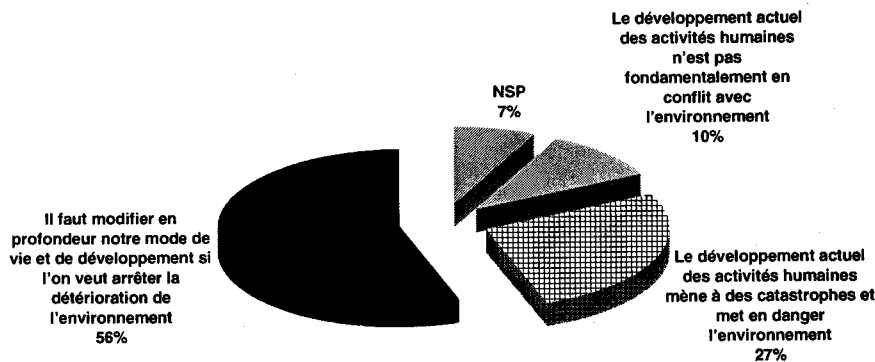
2. SEULE MANIÈRE D'ENRAYER LA DÉTÉRIORATION DE L'ENVIRONNEMENT : UNE MODIFICATION SUBSTANTIELLE NOTRE MODE DE VIE ET DE DÉVELOPPEMENT

2.1 ANALYSE À L'ÉCHELLE DE L'EUROPE

Une majorité de la population européenne, 55% (soit près de 170 millions de personnes !), estime que la détérioration de l'environnement ne pourra être enrayerée que par une modification substantielle de notre mode de vie et de développement. Tandis que plus d'un quart de l'opinion publique européenne, 27 %, bien qu'ayant saisi le danger que représente pour la planète et ses habitants le développement actuel (soit non inscrit dans la recherche d'un développement durable) des activités humaines ne voit pas pour autant dans une modification de notre mode de vie et de développement économique le moyen d'y parer.

Un Européen sur dix (près de 31 millions de personnes !) considère d'un œil sceptique les cris alarmistes et persiste à croire que le développement économique actuel peut se poursuivre sans porter préjudice à l'environnement. Enfin, 7 % de la population préfèrent ne pas se prononcer sur cette question.

« Je vais vous lire trois opinions à propos de l'environnement.
Laquelle de ces opinions est la plus proche de la vôtre ? » (Q.19, chiffres EU15)



2.2 ANALYSE PAR PAYS

Les quatre réponses évoquées ci-dessus occupent le même classement dans tous les pays membres de l'Union européenne, même si les proportions diffèrent.

Ainsi, la **nécessité d'un remodelage de nos habitudes personnelles, économiques, industrielles, etc.**, recueille plus de soixante pour cent des suffrages au Danemark (67 %), en Suède (65 %), aux Pays-Bas (63 %), en Grèce (61 %) et en Italie (61 %), mais moins de cinquante pour cent en Allemagne (47 %), en Irlande (46 %) et en Autriche (46 %).

La **vision catastrophique** est partagée par plus de trente pour cent des Portugais (36 %), des Grecs (34 %), des Autrichiens (33 %), des Espagnols et des Luxembourgeois (31 % chacun), et moins de vingt pour cent des Néerlandais (17 %), des Finlandais et des Danois (16 % chacun).

La vision non conflictuelle est le fait de 17 % d'Allemands et de 15 % de Néerlandais, mais de seulement 1 % de Grecs et 3 % de Portugais.

La réponse « NSP », quant à elle, atteint son sommet en Irlande, 21 %.

2.3 ANALYSE PAR VARIABLES SOCIODÉMOGRAPHIQUES

La force avec laquelle l'opinion majoritaire, « *Il faut modifier en profondeur notre mode de vie et de développement si l'on veut arrêter la détérioration de l'environnement* », s'exprime est fonction de la taille des revenus du ménage et du niveau d'instruction. Ce sont principalement les cadres et les employés qui partagent cette conviction. Les proportions de votes croissent régulièrement entre quinze et cinquante-quatre ans pour chuter ensuite au niveau le plus bas.

Le sentiment selon lequel le développement actuel des activités humaines mènerait à des catastrophes est plus affirmé parmi les plus jeunes, ainsi que dans la tranche de revenus moyens inférieurs.

L'idée selon laquelle le développement de ces activités ne serait pas fondamentalement en conflit avec l'environnement est significativement plus présente parmi les hommes, les employés et les travailleurs manuels.

2.4 ANALYSE PAR DEGRÉ D'URBANISATION

L'opinion selon laquelle il est nécessaire de modifier en profondeur notre mode de vie et de développement pour enrayer la détérioration de l'environnement recueille un assentiment plus grand dans les zones moins urbanisées que dans les métropoles et les grandes villes.

A l'inverse, l'idée selon laquelle le développement des activités humaines tel qu'il est engagé actuellement ne peut conduire qu'à des catastrophes s'exprime avec plus de vigueur dans ces dernières.

2.5 ÉVOLUTION DES ATTITUDES

La question a subi des modifications tant dans le texte (mineures) que dans la formulation et le nombre d'items présentés. Il y en avait quatre dans l'ancienne version, trois dans la plus récente. La question de l'étude de 1995 était exprimée ainsi :

« Je vais vous lire quatre opinions à propos de l'environnement. Laquelle d'entre elles est la plus proche de la vôtre ?

Les niveaux actuels de l'activité humaine mènent à des catastrophes, mettent en danger toutes les formes de vie sur terre.

Les niveaux actuels de l'activité humaine doivent être modifiés de façon très importante si l'on veut arrêter la détérioration générale de l'environnement.

Les niveaux actuels de l'activité humaine ne sont fondamentalement pas en conflit avec l'environnement.

Il n'y a aucun problème d'environnement. »

Le premier item a récolté 25 % en 1995, son homologue, 27 % en 1999. Le deuxième rassemblait 64 % de l'opinion publique, la version de 1999 en réunit 56 %. La troisième option recevait 7 % des votes, son dérivé de 1999, en recueille 10 %. Rappelons que la quatrième possibilité de réponse a été abandonnée.

On constate donc un certain effritement de l'opinion selon laquelle seule une modification fondamentale de notre mode de vie et de développement permettrait de stopper la dégradation de l'environnement.

3. LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT : UNE URGENCE À TRAITER ICI ET MAINTENANT

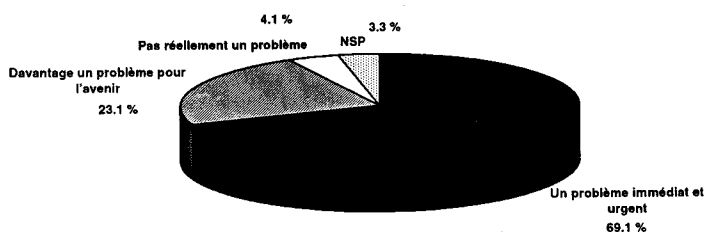
3.1 ANALYSE À L'ÉCHELLE DE L'EUROPE

L'opinion publique européenne sonne vigoureusement le glas de l'irresponsabilité : **l'urgence du problème posé par la protection de l'environnement et de la lutte contre la pollution rallie à elle sept personnes sur dix en Europe, soit plus de 210 millions d'habitants.**

Néanmoins, près d'un quart de nos concitoyens, tout en reconnaissant la menace qui pèse sur l'environnement, estime qu'il s'agit là d'un problème dont la gestion sera transmise à nos descendants.

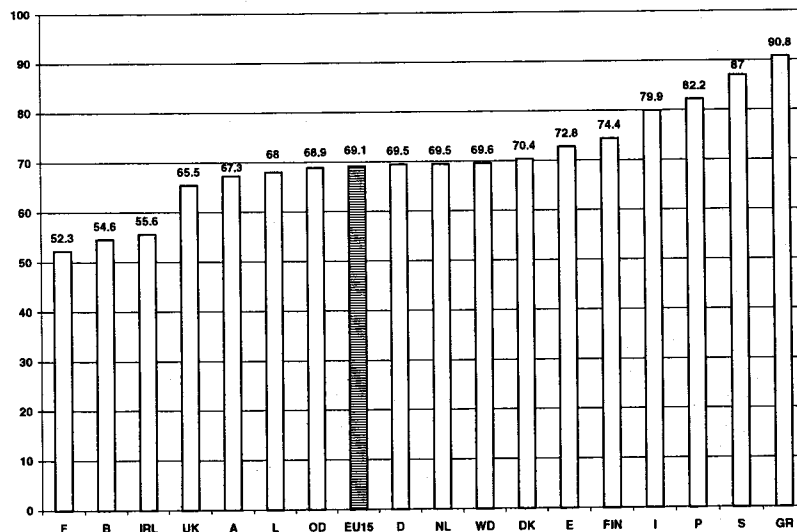
Quatre pour cent de l'opinion publique (près de 12,5 millions d'individus) ne saisit pas quelle est la nécessité de protéger l'environnement et de mettre un frein à la pollution de la planète, cette frange de la population européenne nie donc l'existence d'un véritable problème écologique.

« Certaines personnes se préoccupent de la protection de l'environnement et de la lutte contre la pollution. A votre avis, est-ce ... ? » (Q.3, chiffres EU15)



3.2 ANALYSE PAR PAYS

L'analyse des opinions nationales portant sur la modalité de réponse la plus fréquente (c'est-à-dire « un problème immédiat et urgent ») révèle qu'un écart de 39 points sépare l'Etat membre au pourcentage le plus élevé, la Grèce, de celui placé à la borne inférieure, la France.



Neuf Etats membres (dont les quatre Etats du sud de l'Europe et les trois Etats scandinaves) se positionnent au-dessus de la moyenne (69,1%) : l'Allemagne (représentée uniquement par les anciens Länder), les Pays-Bas, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, l'Italie, le Portugal, la Suède et la Grèce.

3.3 ANALYSE PAR VARIABLES SOCIODÉMOGRAPHIQUES

L'imminence et l'urgence de la nécessité de protéger l'environnement et de lutter contre la pollution apparaît significativement plus parmi les Européens âgés de vingt-cinq à cinquante-quatre ans (72 % dans chaque classe, moyenne EU15, 69 %), les cadres (79 %) et les plus instruits de nos concitoyens (77 %). Ce sentiment croît avec le niveau d'instruction et avec les revenus.

Parmi ceux qui estiment que les problèmes environnementaux seront plus du ressort des générations futures, la France arrive en tête (40 %), suivie par la Belgique (35 %), tandis que la Grèce et la Suède se placent en bas de l'échelle (avec respectivement 8 % et 9 %).

Les proportions de personnes partageant cet avis sont plus importantes parmi les plus jeunes et les plus âgés des Européens, parmi les moins instruits, dans le groupe des sans emploi et des pensionnés, et parmi ceux qui disposent des revenus les plus bas.

Au sein de ceux qui nient l'existence d'un problème écologique, les Pays-Bas, la Belgique et l'Irlande affichent des résultats deux fois supérieurs à la moyenne.

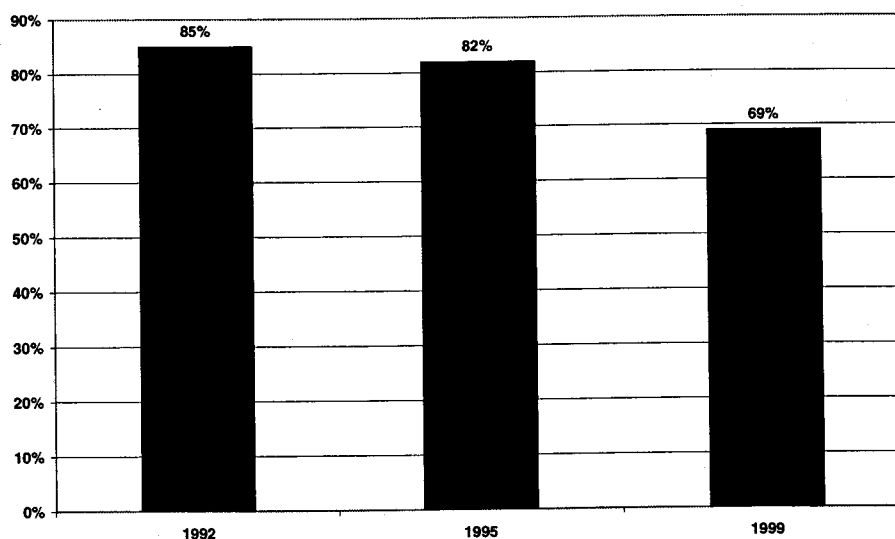
Quant aux variables sociodémographiques et au degré d'urbanisation, ils ne sont pas éloquentes dans ce cas-ci.

3.4 ÉVOLUTION DES ATTITUDES

Cette question avait été posée dans des termes proches mais non pas identiques, dans l'étude de 1995³. Cette similarité autorise des rapprochements prudents, mais pas de véritable comparaison.

En 1995, 82 % de la population estimait que la protection de l'environnement et la lutte contre la pollution constituaient un problème immédiat et urgent (69 % en 1999), 14 % qu'il s'agissait là plus d'un problème pour l'avenir (23 %) et 2 % qu'ils ne représentaient pas réellement un problème (4%).

Il est possible, certes, de noter des différences de proportion allant dans le sens **d'une diminution de l'urgence** accordée à ce problème entre les résultats de 1995 et ceux récoltés en 1999, mais il est impossible de dire si elles sont plutôt dues aux différences de libellé ou à un certain détachement de l'opinion publique.



³ En 1995, elle se lisait : « Beaucoup de personnes se préoccupent de la protection de l'environnement et de la lutte contre la pollution. A votre avis, est... un problème immédiat et urgent, davantage un problème pour l'avenir, par réellement un problème ? »

Comme l'illustre le graphique de la page précédente, la tendance relevée entre les études de 1995 et de 1999 avait déjà été observée dans la comparaison des résultats des enquêtes de 1995 et de 1992.

On peut également relever le fait que ce sont toujours la Grèce et la Suède qui se placent en tête des pays qui voient dans la protection de l'environnement un problème immédiat et urgent, même si, là aussi, les pourcentages sont moins marquants qu'il y a quatre ans.

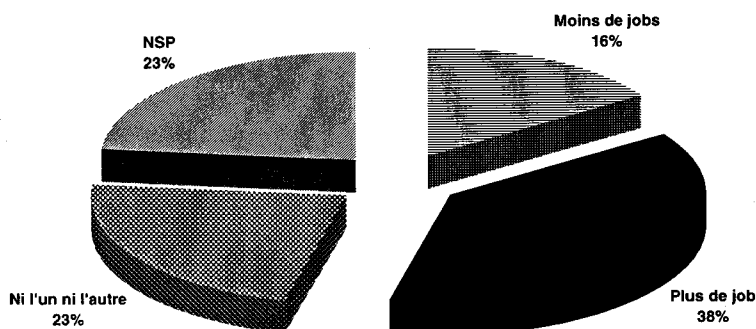
4. « UNE POLITIQUE DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ENGENDRE UNE AUGMENTATION DE L'EMPLOI » AFFIRMENT LES EUROPÉENS

4.1 ANALYSE À L'ÉCHELLE DE L'EUROPE

38 % des citoyens, avec une pointe de 59 % en Finlande, estiment qu'une protection de l'environnement crée un terrain propice à la création d'emploi. Cette opinion atteint le pourcentage plancher au Royaume-Uni, 29 %, mais elle n'en conserve pas moins pour autant la première place dans ce pays.

23 % des citoyens ne voient pas le lien qu'il pourrait y avoir entre la protection de l'environnement et l'emploi et la même proportion ne se prononce pas à ce sujet.

« A votre avis, une politique de protection de l'environnement entraîne-t-elle plutôt... ? » (Q.20, chiffres EU15)



4.2 ANALYSE PAR PAYS

La première réponse à l'échelle européenne est aussi celle que l'on retrouve à l'échelle des pays, sans aucune exception. Par contre, au Danemark, en Allemagne et aux Pays-Bas, la deuxième opinion en terme de proportions de votes est celle selon laquelle une politique de protection de l'environnement aurait un impact négatif sur l'emploi, tandis que l'absence de lien prédomine dans les autres Etats membres.

Remarquons que cette question est jugée difficile par de fortes proportions d'individus, spécialement au Royaume-Uni et en Espagne, mais aussi en Irlande, au Portugal et en Finlande (respectivement 32 %, 32 %, 29 %, 26 % et 25 % de réponses « NSP »).

4.3 ANALYSE PAR VARIABLES SOCIO-DÉMOGRAPHIQUES

Parmi ceux qui estiment qu'une politique de protection de l'environnement engendre une augmentation de l'emploi on trouve proportionnellement plus d'hommes et de cadres, et moins de personnes de cinquante-cinq ans ou plus. Cette conviction augmente parallèlement au niveau d'instruction et de revenus.

Parmi ceux qui pensent le contraire, on relève plus d'hommes, de travailleurs manuels et de personnes sans emploi, et moins de personnes de 55+ ans, et d'Européens ayant un niveau d'instruction supérieur. Les deux tranches intermédiaires de revenus expriment cet avis de façon plus marquée que les deux autres catégories.

Parmi ceux qui pensent qu'une politique de protection de l'environnement n'a aucun effet sur l'emploi, on note plus de citoyens de vingt-cinq à trente-neuf ans, de personnes ayant un niveau d'instruction moyen, d'indépendants et d'employés. Les individus disposant d'un revenu moyen inférieur partagent moins cette opinion que les autres.

4.4 ANALYSE PAR DEGRÉ D'URBANISATION

Les différences sont faibles entre les trois catégories d'urbanisation. Tout au plus peut-on relever un écart :

- de trois points entre les zones rurales (14 %) et les métropoles (17 %) dans la croyance selon laquelle une politique de protection de l'environnement conduirait à une diminution de l'emploi ;
- de quatre points entre les zones rurales (36 %) et les petites ou moyennes agglomérations (40 %) dans celle selon laquelle cette politique entraînerait une augmentation de l'emploi ;
- et de trois points, à nouveau, entre les zones rurales (25 %) et les deux autres (22 %), dans celle selon laquelle cette politique serait sans effet sur le niveau d'emploi.

4.5 ÉVOLUTION DES ATTITUDES

Il s'agit, encore une fois, d'une nouvelle question, qui ne peut, par définition, faire l'objet d'une analyse évolutive.

CHAPITRE II LES SUJETS D'INQUIÉTUDE

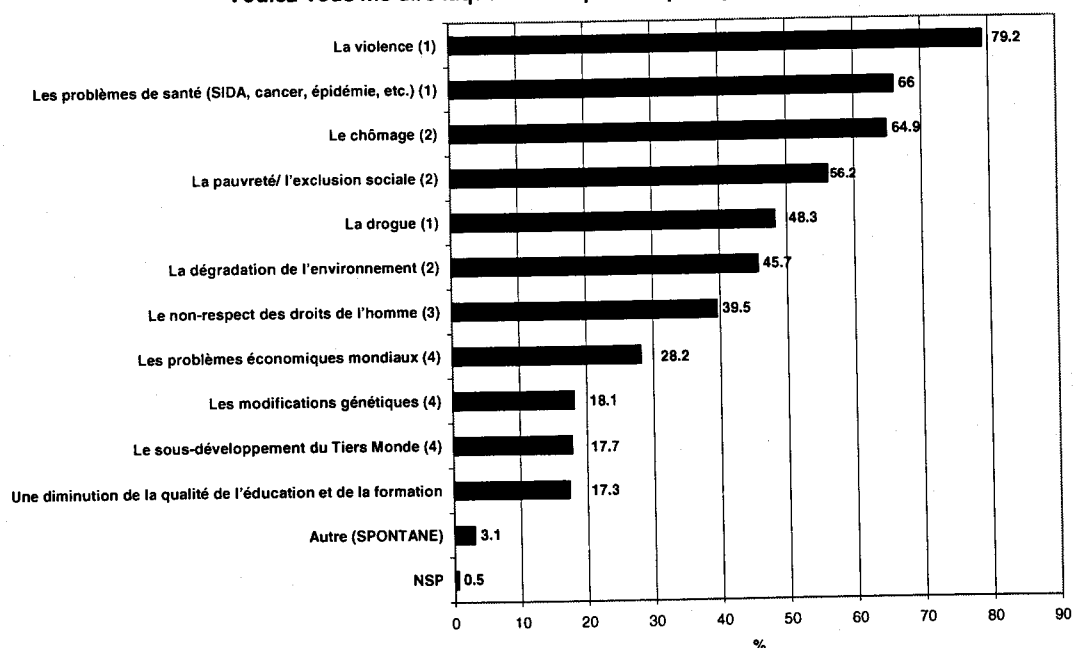
1. LA DÉGRADATION DE L'ENVIRONNEMENT INQUIÈTE PRÈS D'UN EUROPÉEN SUR DEUX

1.1 ANALYSE À L'ÉCHELLE DE L'EUROPE

Invités à désigner dans une liste de onze sujets potentiels de craintes, celui qui les inquiète le plus, les Européens rangent implicitement leurs préoccupations en quatre classes que nous avons définies comme étant :

- Celles pouvant porter atteinte au bien être de la personne (y compris de son entourage)⁴ : violence (atteinte à l'intégrité physique), problèmes de santé (atteinte au bon fonctionnement corporel et mental), drogue (menace physique éventuelle, danger pour la santé, mais aussi centre de préoccupation de nombreux parents ayant des enfants en âge scolaire) ;
- Celles pouvant porter atteinte à la qualité du cadre de vie de la personne⁵ : chômage (perte de revenus susceptible de porter préjudice au mode et à la qualité de vie de l'individu), pauvreté/exclusion sociale (atteinte à l'intégrité sociale de l'individu) et dégradation de l'environnement (danger pour l'ensemble de la biosphère) ;
- Celles de l'ordre de l'éthique, de la morale⁶ : le non-respect des droits de l'homme ;
- Celles appartenant à une sphère plus éloignée des préoccupations quotidiennes⁷ : problèmes économiques mondiaux (on peut postuler que cette question se classe ici car chaque agent économique, bien que contribuant à former une masse d'acteurs, ne se perçoit pas comme ayant un impact direct sur l'économie globale), les modifications génétiques (on peut supposer qu'issues de la science, elles en conservent le mystère pour le commun des mortels), le sous-développement du Tiers Monde (l'éloignement géographique contribue sans doute à ce positionnement).

« Voici une liste de choses que certaines personnes disent craindre.
Voulez-vous me dire laquelle vous préoccupe le plus ? » (Q.2, chiffres EU15)



⁴ Identifiés par (1) dans le graphique ci-dessus.

⁵ Identifiés par (2) dans le même graphique.

⁶ Identifiés par (3) dans ce graphique.

⁷ Identifiés par (4) dans ce graphique.

La perte de qualité du système éducatif et de formation arrive tout en bas de la liste et ne s'intègre pas dans les classes ci-dessus, bien qu'elle concerne un aspect de la qualité du cadre de vie de la personne, tout en ne s'y limitant pas, puisqu'elle touche essentiellement aux générations futures. On pourrait tenter d'expliquer ce résultat par le fait que ce sujet possible de préoccupation, complexe de par le nombre de facettes qu'il présente, est occulté par d'autres thèmes plus prégnants.

1.2 ANALYSE PAR PAYS

La violence arrive en première position dans tous les Etats membres sauf au Danemark et en Espagne, où elle occupe la deuxième place, et en Grèce, où elle occupe la quatrième. Dans ce dernier pays, ainsi qu'en Espagne, la première préoccupation est le chômage.

Tandis que **les dommages causés à l'environnement** n'entrent pas dans le top cinq des préoccupations des Espagnols, des Français, des Irlandais, des Italiens, des Luxembourgeois et des Portugais, ils prennent **la première place** auprès des Danois.

Ils arrivent en troisième place en Grèce et en Suède, en quatrième, aux Pays-Bas et en Finlande, et en cinquième, en Belgique, en Allemagne, en Autriche et au Royaume-Uni.

1.3 ANALYSE PAR VARIABLE SOCIO-DÉMOGRAPHIQUES

Nous ne nous attarderons que sur la description des variables sociodémographiques attachées aux trois premières préoccupations : la violence, les problèmes de santé et le chômage.

Les femmes craignent plus la violence que les hommes, tandis que ces derniers appréhendent plus la pauvreté et l'exclusion sociale, mais surtout le chômage.

La violence est une préoccupation ressentie avec plus d'ampleur parmi les plus âgés des Européens, tandis que la pauvreté se détache quelque peu parmi les personnes âgées de vingt-cinq à trente-neuf ans. Le chômage présente deux pics de préoccupations, le plus important dans la première tranche d'âge (15-24 ans), le deuxième dans celle allant de quarante à cinquante-quatre ans.

La crainte de la pauvreté et de l'exclusion sociale est une crainte transversale, également répartie entre les différents niveaux d'instruction, tandis que les plus instruits sont ceux qui craignent proportionnellement le moins tant la violence que le chômage.

Les personnes au foyer redoutent plus que les autres la violence, tandis que la pauvreté enregistre les pourcentages les plus élevés parmi les personnes sans emploi et les indépendants, et le chômage au sein des sans emploi et des travailleurs manuels.

La tranche de revenus la plus élevée est moins sensible que les autres aux menaces posées par la violence, la pauvreté et le chômage.

La préoccupation à l'égard de la pauvreté et de l'exclusion sociale croît de manière inversement proportionnelle au revenu et celle relative au chômage présente un pic dans la tranche de revenus moyenne inférieure.

1.4 ÉVOLUTION DES ATTITUDES

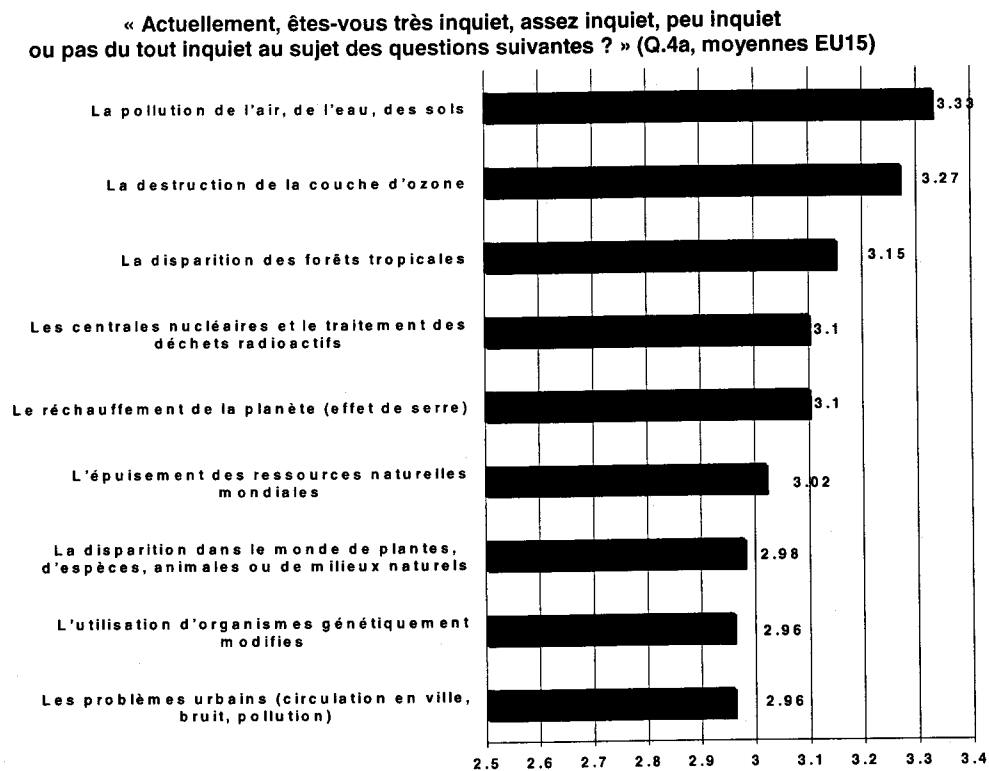
Il s'agit, une fois de plus, d'une nouvelle question, non accompagnée d'une analyse évolutive.

2. LES CRAINTES LIÉES AUX PROBLÈMES ENVIRONNEMENTAUX GLOBAUX

2.1 ANALYSE À L'ÉCHELLE DE L'EUROPE

Le degré d'inquiétude par rapport à un ensemble de neuf menaces potentielles à l'échelle mondiale était mesuré au départ d'une échelle à quatre positions : « Très inquiet », « Assez inquiet », « Pas très inquiet » et « Pas du tout inquiet », portant chacune un poids, allant de quatre à un. Cette pondération, en assurant le calcul de moyennes, permet de visualiser rapidement la position globale des différents pays entre eux et par rapport au point central, qui est de 2,5, dans ce cas précis.

Une première remarque s'impose : toutes les menaces potentielles engendrent un degré d'inquiétude supérieur au point central ! Les Européens se disent donc à tout le moins **assez inquiet** par rapport à ces dangers possibles.



Trois grands groupes semblent se former :

- La pollution de l'air, de l'eau, des sols et la destruction de la couche d'ozone, proches en termes de résultats, arrivent en tête des inquiétudes (qui tendent vers le libellé « Très inquiet ») ;
- La disparition des forêts tropicales⁸, la gestion des centrales nucléaires et le traitement des déchets radioactifs, ainsi que le réchauffement de la planète⁹ forment un deuxième cluster (plus proche d'« Assez inquiet » que de « Très inquiet ») ;
- Le troisième cluster, qui peut être qualifié d'« Assez inquiet », est constitué de l'épuisement des ressources naturelles mondiales, de l'appauvrissement de la biodiversité¹⁰, de l'utilisation d'OGMs dans la chaîne alimentaire et des problèmes urbains.

⁸ Le Hadley Centre for Climate Prediction prévoit que les forêts tropicales, endommagées par les changements climatiques, sont susceptibles d'émettre elles-mêmes, de fortes quantités de dioxyde de carbone, contribuant ainsi à aggraver la situation (source : Hadley Centre for Climate Prediction and Research, 1999).

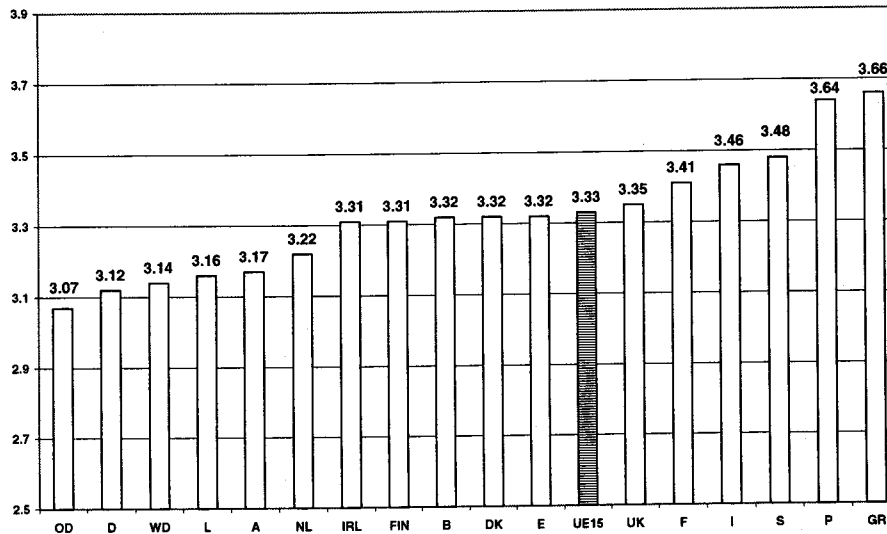
⁹ The Worldwatch Institute estime que les concentrations de CO₂ dans l'atmosphère sont les plus élevées depuis 160.000 ans (source : The Worldwatch Institute, Washington D.C., Annual State of the World report, 1999).

¹⁰ A titre d'exemple, The Worldwatch Institute estime que 14 % des 242.000 espèces de plantes recensées sur notre planète sont menacées d'extinction (source : idem).

2.2 ANALYSE PAR PAYS

2.2.1 La pollution de l'air, de l'eau, des sols

Tous les Etats membres dépassent la barre des « 3 » de moyenne. Cela signifie donc qu'à tout le moins, ils se disent « Assez » ou « Très inquiets » de la situation relative à cette question à l'échelle globale.

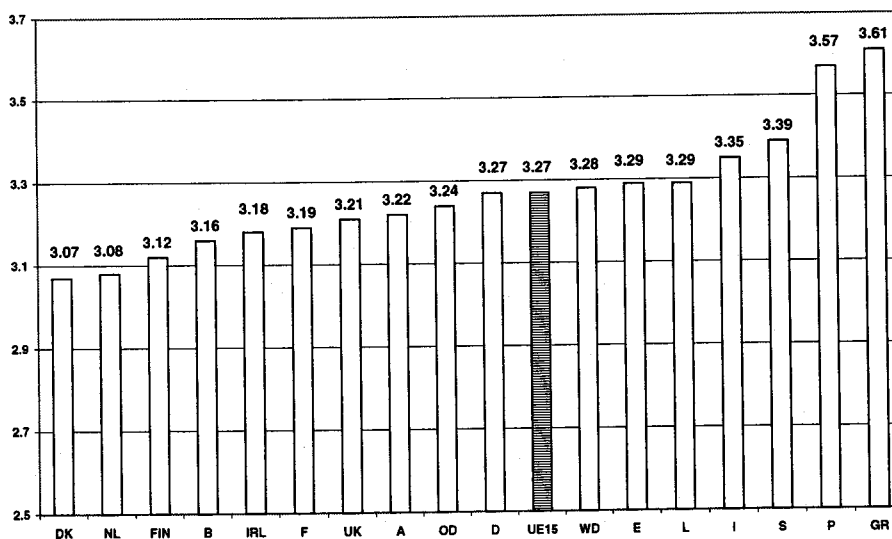


Six pays franchissent la moyenne européenne : l'Italie, le Portugal et la Grèce, ainsi que le Royaume-Uni, la France et la Suède. Il convient de relever le fait que l'Espagne, le Danemark et la Belgique se trouvent littéralement sur la moyenne européenne et se rapprochent donc ainsi du niveau d'inquiétude exprimé dans les trois autres Etats du sud de l'Europe.

Le trio situé à la borne inférieure est constitué de l'Allemagne, du Luxembourg et de l'Autriche, celui situé à la borne supérieure par la Grèce, le Portugal et la Suède.

2.2.2 La destruction de la couche d'ozone

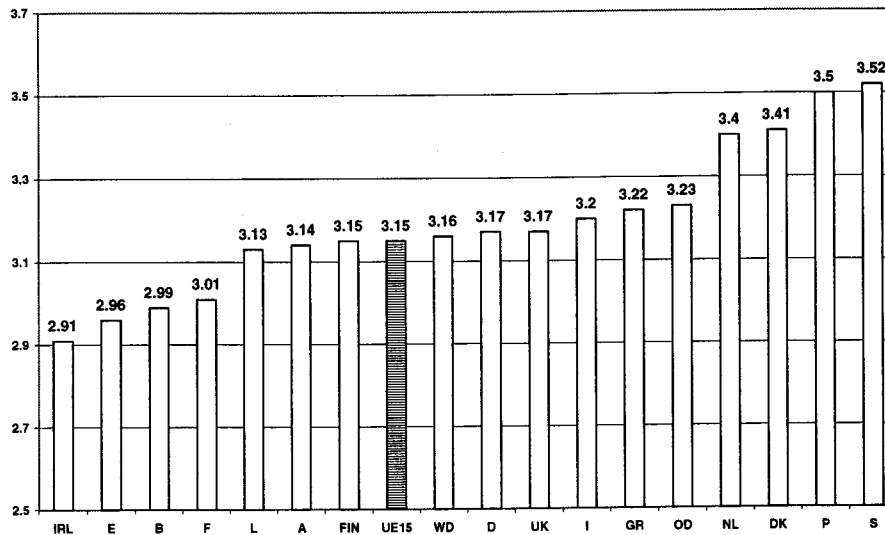
A nouveau, tous les Etats membres franchissent le seuil des « 3 » de moyenne. Le problème de la destruction de la couche d'ozone les préoccupe donc tous substantiellement.



Six pays dépassent la moyenne européenne : l'Italie, l'Espagne, le Portugal et la Grèce, ainsi que la Suède et le Luxembourg. Notons que l'Allemagne se trouve sur la moyenne européenne. Le trio de tête regroupe les trois mêmes, le trio de queue est constitué du Danemark, des Pays-Bas et de la Finlande.

2.2.3 La disparition des forêts tropicales

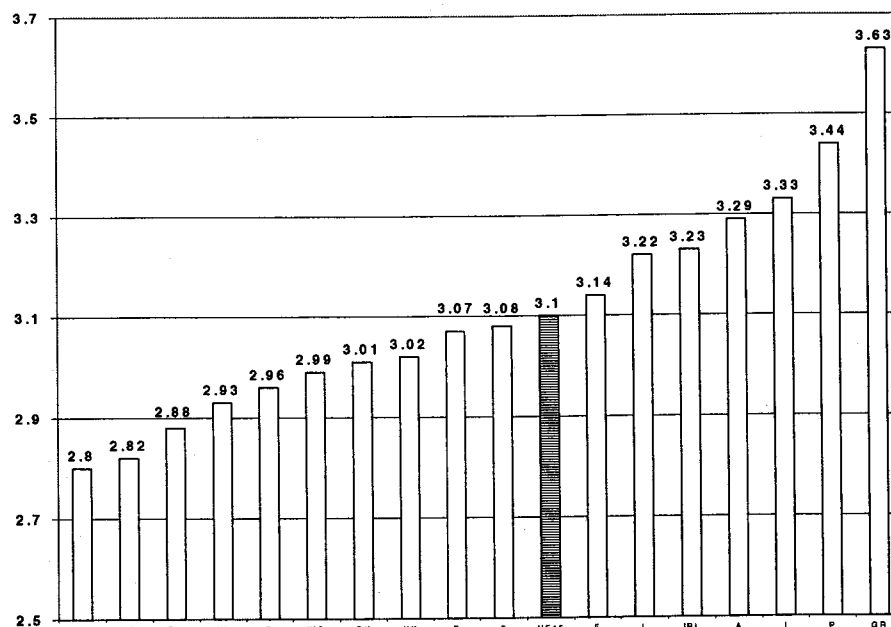
Tous les Etats membres se situent entre 2.91 et 3.52 de moyenne. On peut donc en conclure que cette perspective les rend « Assez » ou « Très inquiets ».



Neuf pays atteignent ou franchissent la moyenne européenne. Dans l'ordre décroissant d'inquiétude, on trouve : la Suède, le Portugal, le Danemark, les Pays-Bas, la Grèce, l'Italie, le Royaume-Uni, l'Allemagne (où les nouveaux Länder apparaissent comme plus inquiets que les anciens à cet égard) et la Finlande.

2.2.4 La gestion des centrales nucléaires et le traitement des déchets radioactifs

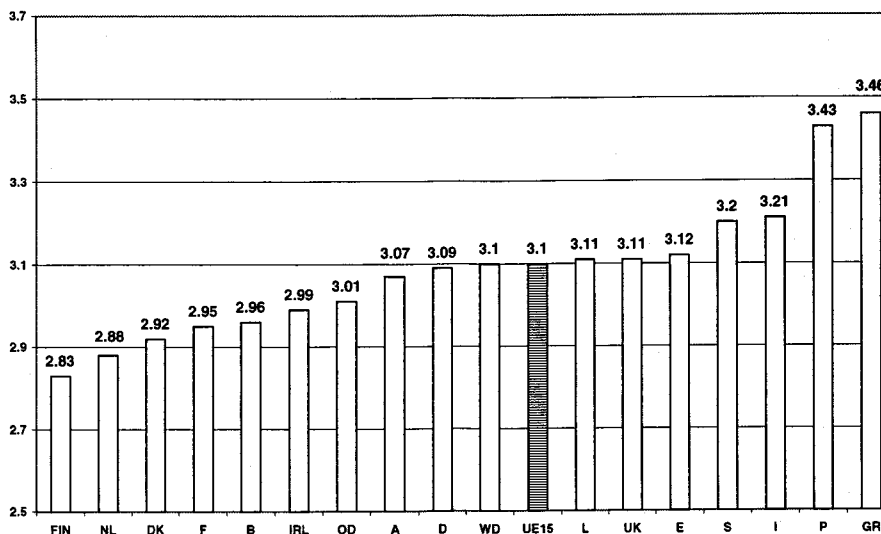
L'écart entre la borne inférieure et la borne supérieure est plus vaste qu'à la question précédente et signe une divergence plus importante dans les opinions relevées entre pays. Néanmoins, tous les Etats membres dépassent le point central (2,5). A nouveau, on peut affirmer qu'ils se sentent « Assez » ou « Très inquiets » au sujet de la question qui nous occupe.



Sept pays franchissent la moyenne européenne : les quatre pays du sud de l'Europe, rejoints par le Luxembourg, l'Irlande et l'Autriche. La Grèce se place en tête des 15, creusant un écart remarquable avec le pays qui la suit directement, le Portugal. Tandis que la Suède, suivie de près par les nouveaux Länder et la Finlande, se positionne à l'autre extrémité de l'échelle.

2.2.5 Le réchauffement de la planète

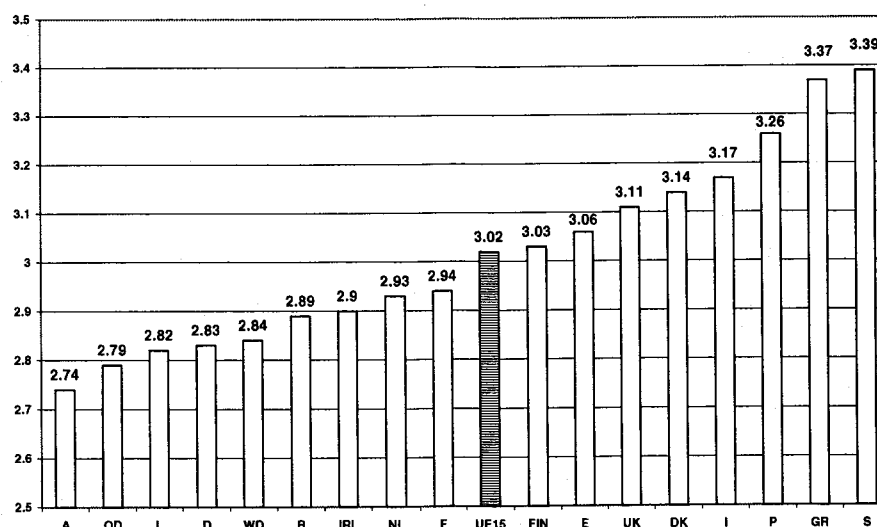
Tous les Etats membres dépassent le point central (2,5). Le degré d'inquiétude est donc tout autant significatif à propos de l'effet de serre qu'au sujet des questions précédentes.



Sept pays franchissent la moyenne européenne : tout le sud de l'Europe, ainsi que le Luxembourg, la Suède et le Royaume-Uni. Remarquons que les anciens Länder se retrouvent à cheval sur la moyenne européenne, se distinguant ainsi de l'autre moitié du pays. Le trio situé à la borne inférieure est constitué de la Finlande, des Pays-Bas et du Danemark, tandis qu'un duo se détache en haut de l'échelle, constitué par la Grèce et le Portugal.

2.2.6 L'épuisement des ressources naturelles mondiales

Tous les Etats membres franchissent le seuil des 2,5, marquant ainsi le sérieux avec lequel ils considèrent la question de l'épuisement des ressources naturelles¹¹ et l'inquiétude qu'il engendre.



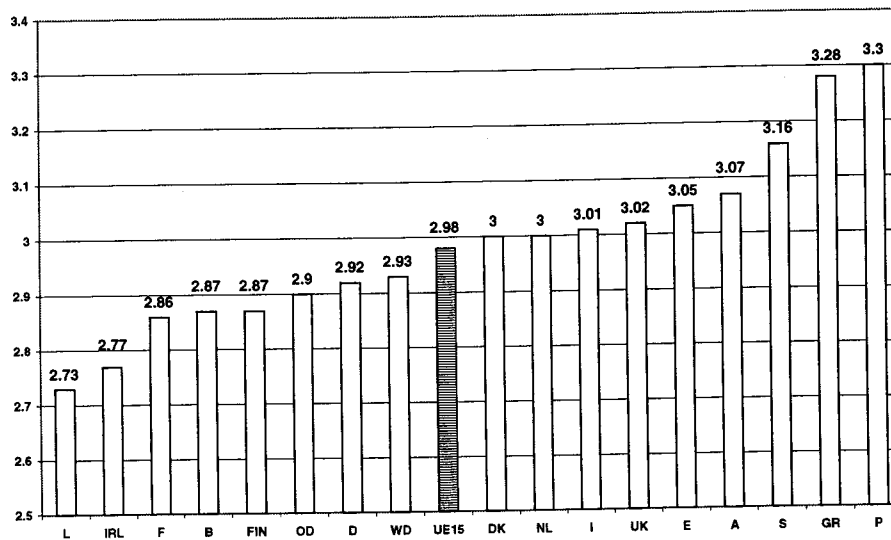
Huit pays se situent au-delà de la moyenne européenne : tout le sud de l'Europe, tout le nord également, ainsi que le Royaume-Uni. Un duo se détache à l'extrémité supérieure de l'échelle : la Suède et la Grèce, tandis que l'Autriche, le Luxembourg et l'Allemagne se distinguent à l'autre extrême.

¹¹ Le World Wide Fund for Nature, WWF, estime qu'un tiers du monde naturel a été détruit entre 1970 et 1995 (source : WWW Annual Report 1998).

2.2.7 L'appauvrissement de la biodiversité

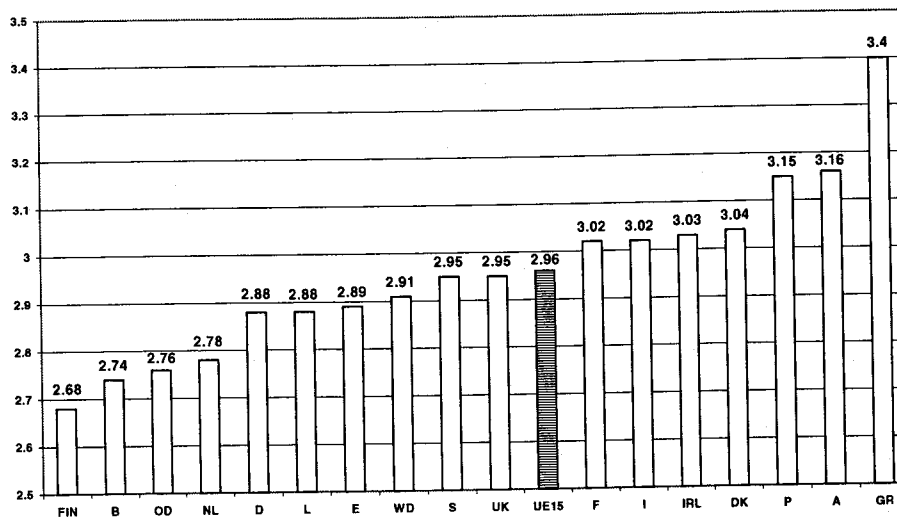
La disparition dans le monde de plantes, d'espèces animales ou d'habitats inquiète considérablement, mais dans des proportions variables les quinze Etats membres. Neuf d'entre eux se placent au-dessus de la moyenne européenne : les quatre pays du sud de l'Europe, deux Etats scandinaves (le Danemark et la Suède), ainsi que les Pays-Bas, l'Autriche et le Royaume-Uni.

A l'extrémité inférieure, on observe le Luxembourg et l'Irlande, suivis à un palier supérieur par la France, la Belgique et la Finlande, tandis qu'à l'autre borne, on distingue le Portugal et la Grèce.



2.2.8 L'utilisation d'OGMs dans la chaîne alimentaire

Les écarts sont encore plus flagrants entre Etats quand on se focalise sur la question, jugée inquiétante en Europe, de l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés dans la chaîne alimentaire.

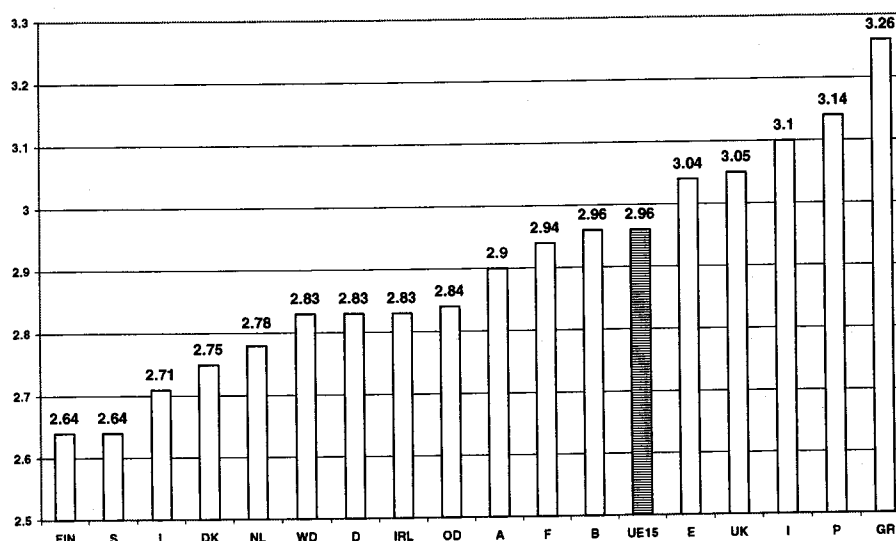


Les sept Etats qui franchissent le cap de la moyenne sont l'Italie, le Portugal et la Grèce, le Danemark, l'Irlande, la France et l'Autriche. Relevons que le Royaume-Uni et la Suède se situent au niveau de cette frontière. Devançant les quatorze autres Etats, la Grèce exprime le plus haut degré d'inquiétude par rapport à cette question. Elle est suivie, un palier en dessous par l'Autriche et le Portugal. A l'inverse, le degré d'inquiétude le plus faible est enregistré en Finlande.

2.2.9 Les problèmes urbains (circulation, bruit, pollution)

Cinq Etats membres franchissent le seuil de la moyenne européenne (qui correspond au degré « Assez inquiet ») : les quatre pays du sud de l'Europe ainsi que le Royaume-Uni. La Belgique, à cet égard, se situe à cheval sur la moyenne.

La Grèce se retrouve, une fois de plus, à la borne supérieure, relativement unique de par le degré d'inquiétude manifesté. La Finlande et la Suède vont de paire à l'autre extrémité.



2.2.10 Conclusions de l'analyse par pays

La Grèce se trouve, pour six des neuf menaces potentielles couvertes dans la présente étude, en tête des quinze pays de l'Union européenne. Elle est éclipsée par la Suède et le Portugal en ce qui concerne la disparition des forêts tropicales, la Suède, à nouveau, pour ce qui est de l'épuisement des ressources naturelles mondiales et du Portugal en ce qui concerne l'appauvrissement de la biodiversité.

Le Portugal occupe, quant à lui, six fois la deuxième place.

A l'autre extrémité, on remarque que les situations sont plus variées. La Finlande arrive en queue de peloton pour ce qui est du réchauffement de la planète, de l'utilisation d'OGMs dans la chaîne alimentaire et des problèmes urbains. L'Allemagne occupe cette place en ce qui concerne la pollution de l'air, de l'eau et des sols, le Danemark pour ce qui est de la destruction de la couche d'ozone, l'Irlande pour la disparition des forêts tropicales, la Suède pour les gestion des centrales nucléaires et le traitements des déchets radioactifs, l'Autriche pour l'épuisement des ressources naturelles mondiales et le Luxembourg pour l'appauvrissement de la biodiversité.

Ces résultats ne doivent, cependant pas occulter le fait que les niveaux d'inquiétudes sont importants, quel que soit la menace potentielle envisagée.

2.3 LES VARIABLES SOCIO-DÉMOGRAPHIQUES¹²

En règle générale, un plus haut degré d'inquiétude s'observe parmi les femmes, les tranches d'âge intermédiaires (25-54 ans), les plus instruits, les cadres et les plus aisés des Européens (c'est-à-dire dans la tranche « ++ »).

¹² Nous invitons le lecteur soucieux de comparer les chiffres individuels à se rapporter aux tableaux portant sur les variables sociodémographiques, repris en annexe.

Les exceptions :

- la disparition des forêts tropicales suscite un même degré d'inquiétude parmi les hommes et les femmes ;
- un degré comparable d'inquiétude regroupe les trois tranches de revenus les plus hautes à propos du réchauffement de la planète et de la pollution de l'air, de l'eau et des sols ;
- la destruction de la couche d'ozone engendre un plus haut degré d'inquiétude parmi les personnes ayant interrompu leur cycle d'études entre seize et dix-neuf ans (ce degré est fort comparable à celui que l'on retrouve dans le groupe des plus instruits) et dans la tranche de revenus moyenne supérieure ;
- les problèmes urbains sont plus ressentis par les plus âgés des Européens, au sein de ceux ayant interrompu leurs études le plus tôt, parmi les personnes au foyer et les pensionnés ;
- Les centrales nucléaires et le traitement des déchets radioactifs engendrent un degré d'inquiétude plus élevé parmi les moins instruits, dans toutes les tranches d'âge, sauf parmi les plus jeunes, dans le groupe des personnes au foyer et dans toutes les tranches de revenus, sauf dans la plus élevée ;
- L'utilisation d'OGMs est la plus redoutée parmi les personnes de quarante ans et plus, dans les deux tranches moyenne et inférieure d'instruction, parmi les personnes au foyer et les pensionnés et dans les catégories intermédiaires de revenus.

2.4 ANALYSE PAR DEGRÉ D'URBANISATION

Le niveau d'inquiétude est comparable pour la plupart des sujets potentiels de préoccupation quel que soit le degré d'urbanisation. Les exceptions : il est inférieur dans les zones rurales à propos de la disparition des forêts tropicales et... des problèmes urbains (tels que la circulation, le bruit et la pollution). Il est inférieur dans les zones fortement urbanisées à propos des centrales nucléaires et du traitement des déchets radioactifs.

2.5 ÉVOLUTION DES ATTITUDES

La formulation de cette question a quelque peu évolué entre 1995 et 1999. Ainsi, le terme « problèmes » a été remplacé par « questions », « actuellement » a été ajouté en début de phrase afin de mettre l'accent sur le caractère contemporain des préoccupations et, alors que l'ancienne question comportait six items, la nouvelle question en comporte neuf. Quatre nouveaux items sont apparus : « la pollution de l'air, de l'eau, des sols », « les problèmes urbains (circulation en ville, bruit, pollution) », « les centrales nucléaires et le traitement des déchets radioactifs » et « l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés, comme le maïs génétiquement modifié dans d'autres produits alimentaires ». Un item a été retiré de la batterie de 1995 : « le risque que la pollution des pays industrialisés se propage vers des pays moins industrialisés ».

Rappelons que la formulation proche de ces questions permet la mise en parallèle des résultats, mais pas de comparaison stricto sensu. Ainsi, nous ne comparerons pas les pourcentages mais bien l'ordre des préoccupations.

- En 1995, la destruction de la couche d'ozone arrivait en tête des craintes, en 1999, elle est détrônée par un nouvel item, la pollution de l'air, de l'eau, des sols.
- La disparition des forêts tropicales se plaçait en deuxième position, elle arrive en troisième dans l'étude la plus récente, suivie d'un nouvel item « la gestion des centrales nucléaires et le traitement des déchets radioactifs ».
- Le réchauffement de la planète occupait la quatrième place, il descend d'un échelon.
- L'appauvrissement de la biodiversité chute de la troisième à la septième place.
- L'épuisement des ressources naturelles mondiales perd une place.

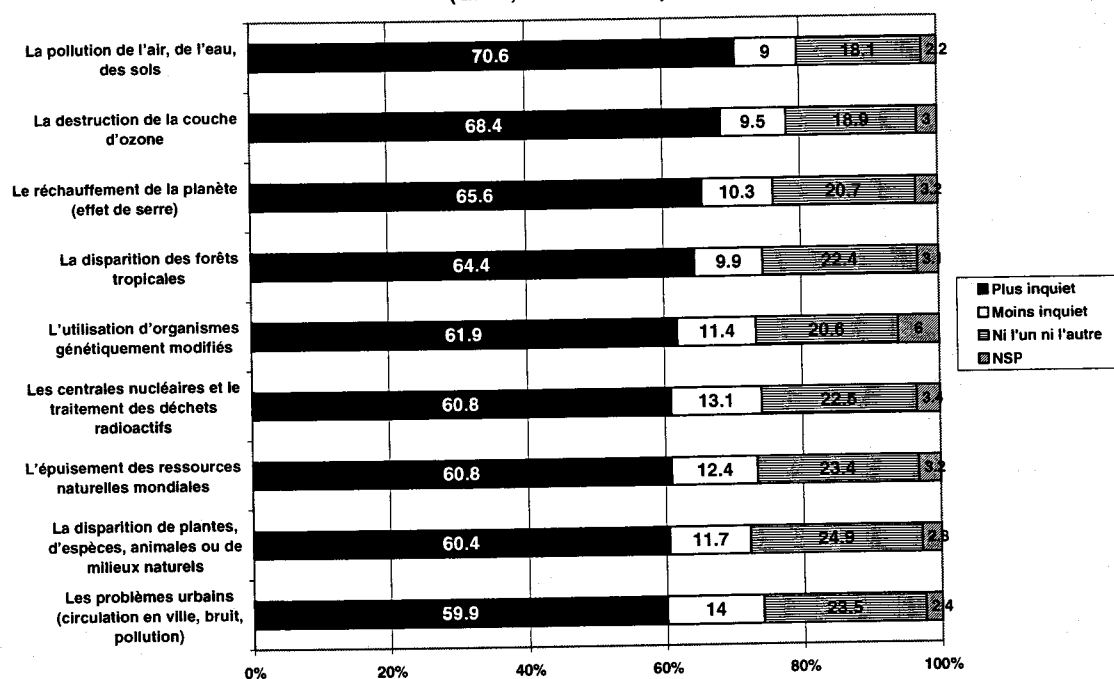
3. L'INQUIÉTUDE DES EUROPÉENS À L'ÉGARD DE L'ENVIRONNEMENT S'EST AMPLIFIÉE AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES

3.1 ANALYSE À L'ÉCHELLE DE L'EUROPE

L'opinion publique européenne se dit **plus inquiète** qu'il y a cinq ans à propos de chacun des neuf problèmes discutés dans la section précédente. C'est, en tous cas, cet avis qui prime à l'échelle des Quinze et peut être observé dans le graphique ci-dessous (les pourcentages de personnes qui se disent plus inquiètes qu'il y a cinq ans vont de 59.9 % à 70.6 % !).

Entre un cinquième et un quart de la population de l'Union déclare ressentir, en 1999, le même degré d'inquiétude à propos de ces questions qu'il y a cinq ans. Tandis qu'environ un individu sur dix affirme que son degré d'inquiétude a diminué sur cette même période.

« Et pour chacune de ces questions, diriez-vous que vous êtes plus inquiet ou moins inquiet qu'il y a 5 ans ? »
(Q.4.b, chiffres EU15)



Si l'on isole les différents problèmes en fonction de l'importance de la catégorie de réponse « Plus inquiet », le classement obtenu est le suivant :

- La pollution de l'air, de l'eau, des sols et la destruction de la couche d'ozone occupent l'avant-plan. Ces problèmes sont non seulement ceux qui engendrent l'inquiétude la plus importante, comme nous l'avons vu à la section précédente, ce sont aussi ceux qui enregistrent la proportion la plus conséquente de citoyens qui se disent plus inquiets à leur propos qu'il y a cinq ans ;
- Viennent ensuite le réchauffement de la planète, la disparition des forêts tropicales¹³, l'utilisation d'OGMs dans la chaîne alimentaire, la gestion des centrales nucléaires et le traitement des déchets radioactifs, l'épuisement des ressources naturelles mondiales, de l'appauvrissement de la biodiversité, et les problèmes urbains. La question de l'utilisation des OGMs, alors qu'elle n'arrive qu'en avant-dernière position du classement des sujets de préoccupation des Européens, se place au milieu de la liste des thèmes qui préoccupent ces derniers aujourd'hui plus qu'il y a une demi-dizaine d'années.
- Cette liste est clairement menée par les atteintes aux éléments, aux composantes fondamentales assurant l'équilibre de l'écosystème, ou à ses conséquences (peut-on encore dire « présumées » ?).

¹³ Qui abritent 90 % des espèces animales, rappelons-le (source : World Conservation Monitoring Centre, 1999).

L'utilisation des OGMs est loin de laisser indifférent, seuls 11 % de la population européenne se dit moins inquiète à son propos qu'il y a cinq ans.

La sécurité des sources d'énergie artificielle et du traitement de leurs sous-produits constitue un sujet d'inquiétude grandissant pour plus de six Européens sur dix, de même que l'épuisement des ressources naturelles mondiales¹⁴.

La menace posée par les activités humaines sur l'existence d'espèces animales, végétales¹⁵ ou d'habitats¹⁶, n'échappe pas non plus à nos concitoyens puisqu'ils sont six Européens sur dix à la craindre plus que par le passé.

Doit-on imputer à la couverture médiatique tant des catastrophes ou phénomènes naturels, nombreux au cours de ces quelques dernières années (El Niño et La Niña, l'Ouragan Mitch, les inondations en Chine, mais aussi dans diverses parties de l'Europe, les pluies et cyclones au Bangladesh, les glissements de terrain en Italie, les accidents dans les stations de ski en Suisse, en France et en Italie), que des débordements de la société de consommation (scandale de l'encéphalite spongieuse bovine, qui en a entraîné d'autres, naissance de Dolly et Polly en 1997, qui pose la question des contrôles à mettre en place pour éviter les éventuels dérapages, l'utilisation du soja ou du maïs transgénique dans l'alimentation, qui pose tant la question de l'influence de l'industrie agro-alimentaire à haut rendement sur l'appauvrissement de la biodiversité, que celle de la nécessité d'une garantie de leur innocuité, sans citer le pillage (ou gaspillage) des ressources naturelles), la généralisation d'un sentiment de crainte accrue à l'ensemble des problèmes considérés dans l'opinion publique européenne ?

3.2 ANALYSE PAR PAYS

Quel que soit le problème considéré, c'est en Grèce, tout d'abord, puis au Portugal que l'on observe les proportions les plus élevées de personnes qui se disent plus inquiètes qu'il y a cinq ans. Ces deux Etats membres sont rejoints, occasionnellement, par d'autres : par la Suède, au sujet de la disparition des forêts tropicales et par l'Italie, au sujet de la pollution de l'air, de l'eau, des sols, à propos de la destruction de la couche d'ozone ou encore à propos des problèmes urbains.

Une exception, cependant, ce n'est pas le Portugal qui se retrouve dans le trio de tête en ce qui concerne l'utilisation d'OGMs dans la chaîne alimentaire, mais bien la France et l'Irlande.

3.3 ANALYSE PAR VARIABLES SOCIO-DÉMOGRAPHIQUES

Pour chaque problème couvert, proportionnellement plus de femmes que d'hommes se disent plus inquiètes qu'il y a cinq ans.

Des pics sont relevés fréquemment parmi les personnes âgées de quarante à cinquante-quatre ans et de quinze à vingt-quatre ans. La seule exception : les problèmes urbains pour lesquels les Européens de cinquante-cinq ans ou plus se montrent proportionnellement plus inquiets qu'il y a cinq ans que les autres tranches d'âge.

Les plus instruits déclarent plus que les autres ressentir une préoccupation accrue par rapport aux problèmes considérés. Des exceptions, à nouveau :

- le réchauffement de la planète et la destruction de la couche d'ozone regroupe des proportions semblables d'Européens n'ayant pas étudié au-delà de dix-neuf ans et d'Européens ayant interrompu leurs études au plus tôt à vingt ans ;

¹⁴ Le WWF estime qu'un tiers des ressources naturelles mondiales ont été épuisées depuis les années 70.

¹⁵ A titre d'exemple, on sait aujourd'hui que les populations d'espèces animales et végétales vivant en eau douce se sont réduites de moitié depuis 1970 (source : WWF, 1999).

¹⁶ C'est-à-dire l'aire dans laquelle vit une population, une espèce animale ou végétale particulière, (Définition extraite du Petit Larousse, 1992).

- les problèmes urbains pour lesquels des proportions identiques se relèvent parmi les plus et le moins instruits de nos concitoyens ;
- les centrales nucléaires et le traitement des déchets radioactifs pour lesquels la proportion la plus faible se note parmi les plus instruits.

Peu d'homogénéité, au contraire, parmi les résultats enregistrés au départ de la variable profession. Les proportions les plus conséquentes se notent en ce qui concerne :

La disparition dans le monde de plantes, d'espèces animales ou végétales ou de milieux naturels parmi les personnes sans emploi, les indépendants et les travailleurs manuels

L'épuisement des ressources naturelles mondiales parmi les employés et les travailleurs manuels

La disparition des forêts tropicales et le réchauffement de la planète parmi les cadres et les employés

La pollution de l'air, de l'eau et des sols parmi les indépendants, les employés et les personnes au foyer

La destruction de la couche d'ozone et l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés parmi les employés

Les problèmes urbains parmi les personnes au foyer et les indépendants

Les centrales nucléaires et le traitement des déchets radioactifs parmi les personnes au foyer et les employés

Quel que soit le problème envisagé, les proportions les plus faibles d'Européens qui se disent plus inquiets qu'il y a cinq ans s'observent toujours dans la catégorie de revenus la plus basse. Une seule exception, la catégorie la plus élevée de revenus exprime le même faible degré d'inquiétude à propos des centrales nucléaires et du traitement des déchets radioactifs.

3.4 ANALYSE PAR DEGRÉ D'URBANISATION

Peu de différences apparaissent dans les opinions exprimées ici en fonction du degré d'urbanisation. Tout au plus peut-on observer à propos de l'épuisement des ressources naturelles mondiales que la proportion de réponses « plus inquiet » s'élève à chaque fois d'un point lorsque l'on va de la catégorie la plus urbanisée vers la moins urbanisée.

De même, elle diminue régulièrement dans le même sens de deux points en ce qui concerne les problèmes urbains.

La proportion de personnes qui se disent plus inquiètes qu'il y a cinq ans est plus importante dans les métropoles et les grandes villes pour ce qui est du réchauffement de la planète et de la destruction de la couche d'ozone.

3.5 ÉVOLUTION DES ATTITUDES

Il s'agit, encore une fois, d'une nouvelle question, qui ne peut faire l'objet d'une analyse évolutive.

4. LES EUROPÉENS DISENT N'AVOIR QUE PEU DE RAISONS DE SE PLAINDRE DE LA QUALITÉ DE LEUR CADRE DE VIE

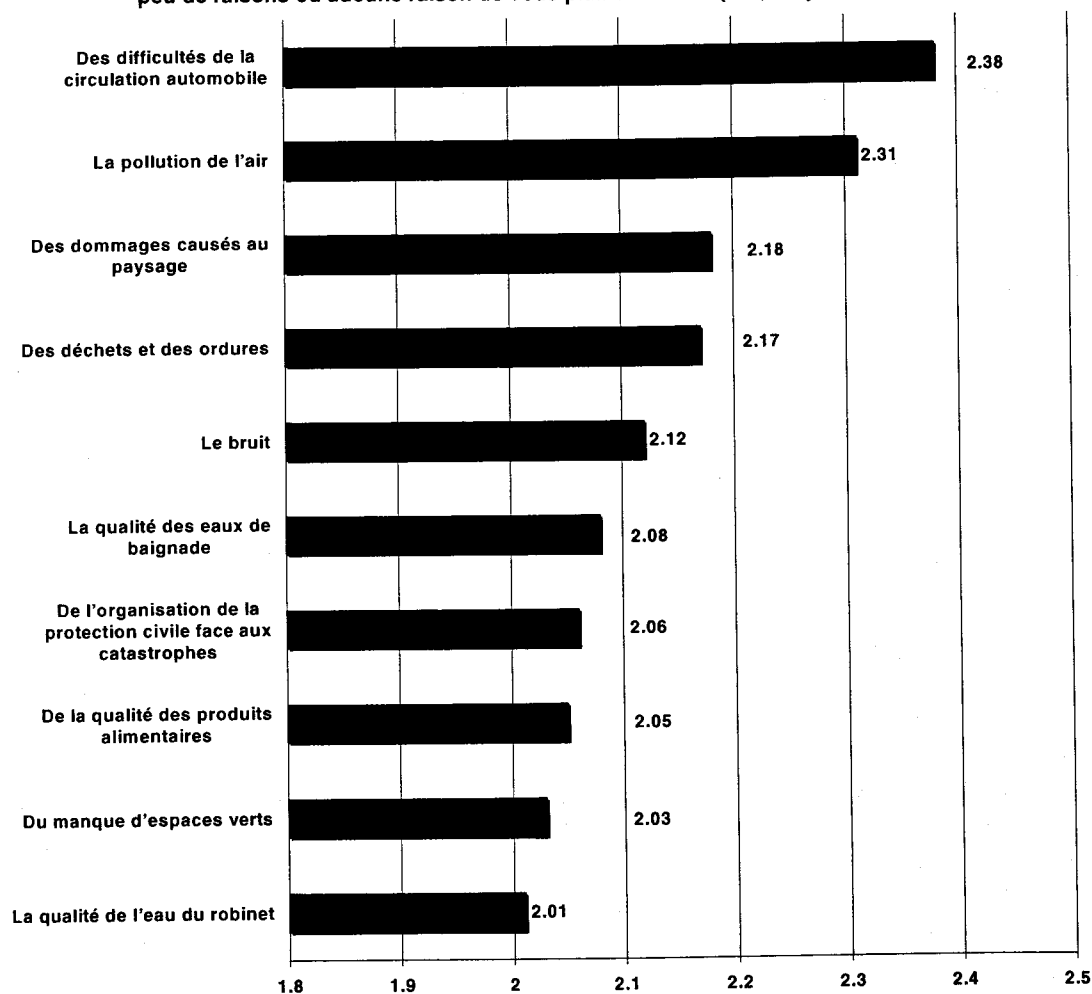
4.1 ANALYSE À L'ÉCHELLE DE L'EUROPE

Le degré d'amplitude des plaintes portant sur différentes facettes de leur cadre de vie a été mesuré au départ d'une échelle à quatre positions et pour un ensemble de dix raisons potentielles. A chaque degré de l'échelle (« Beaucoup de raisons », « Assez de raisons », « Peu de raisons » et « Aucune raison ») est associé un poids, allant de quatre à un¹⁷.

Notons immédiatement que pour l'ensemble des sources potentielles de plaintes, la moyenne des raisons est toujours inférieure au point central ! Ainsi, on peut estimer qu'elle se rapproche du libellé « Assez peu », sauf pour ce qui est des difficultés de la circulation automobile et de la pollution de l'air (proches de 2,5).

Ces dernières arrivent donc en tête des raisons de se plaindre, suivies, un échelon plus bas et en décroissance régulière, par les dommages causés au paysage, par les déchets et les ordures, par le bruit, la qualité des eaux de baignade, l'organisation de la protection civile face aux catastrophes, la qualité des produits alimentaires, le manque d'espaces verts et la qualité de l'eau du robinet.

« Là où vous habitez, avez-vous beaucoup de raisons, assez de raisons, peu de raisons ou aucune raison de vous plaindre ... ? » (Q.5, moyennes EU15)



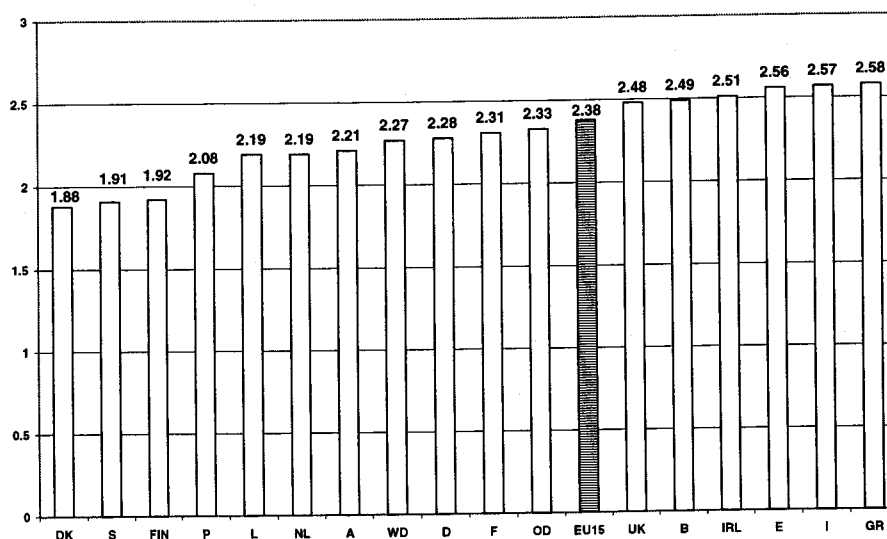
¹⁷ Cette technique, comme nous l'avons déjà vu, permet de saisir instantanément la position différentielle des pays (le point central est, à nouveau, de 2,5).

4.2 ANALYSE PAR PAYS

4.2.1 Les difficultés de la circulation automobile

Des six Etats qui franchissent la barrière de la moyenne, à savoir le Royaume-Uni et la Belgique, l'Irlande, l'Espagne, l'Italie et la Grèce, les quatre derniers dépassent le seuil du point central.

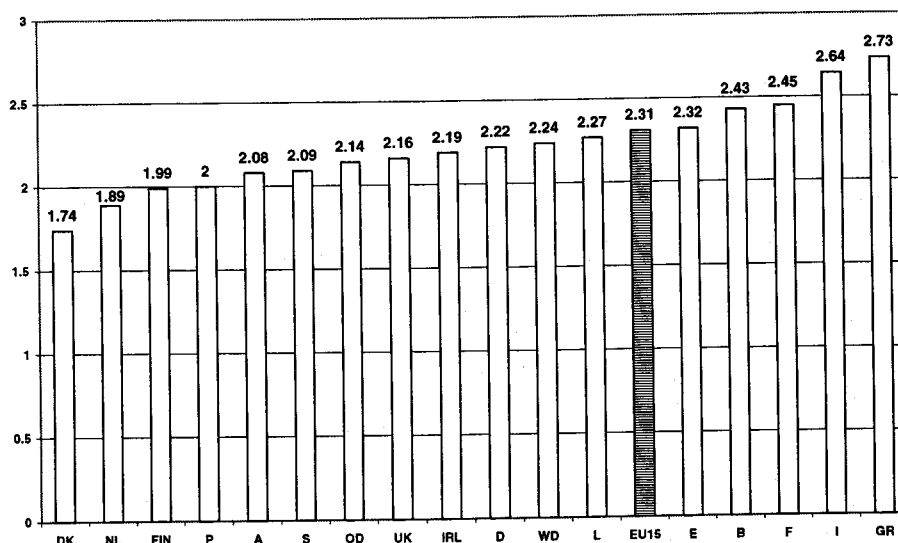
Les pays scandinaves forment un groupe de nations affichant le moins de raisons de se plaindre à propos des difficultés de la circulation automobile dans leur environnement habituel.



4.2.2 La pollution de l'air

Tandis que l'Italie et la Grèce franchissent le seuil du point central, l'Espagne, la Belgique et la France dépassent la moyenne. Ces cinq pays expriment donc plus que les autres des plaintes à propos de la pollution de l'air.

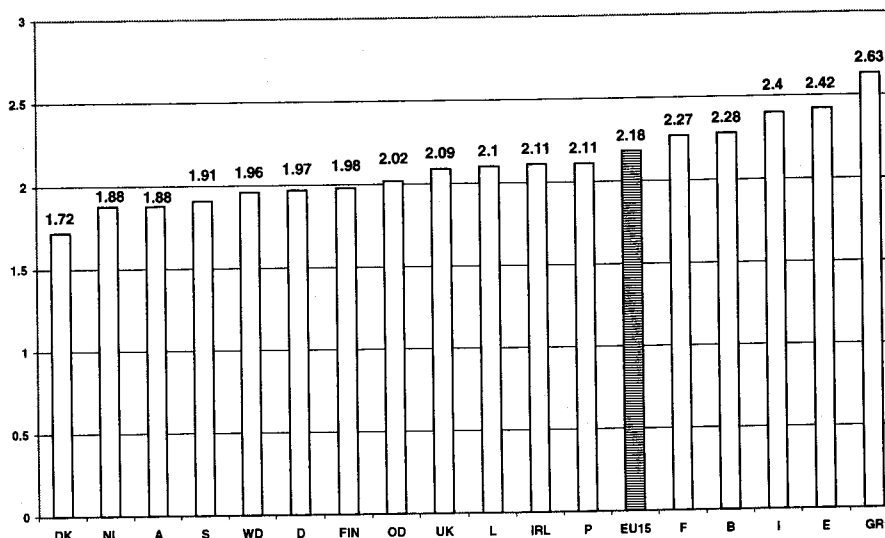
A l'inverse, le Danemark, les Pays-Bas et la Finlande affichent le moins de raisons de se plaindre de cette pollution. Il convient de remarquer que le Portugal se dissocie amplement des opinions exprimées dans les autres Etats du sud de l'Europe.



4.2.3 Les dommages causés au paysage¹⁸

Cinq pays dépassent la moyenne européenne : la France, la Belgique, l'Italie, l'Espagne et la Grèce. Ce dernier franchit également le seuil du point central.

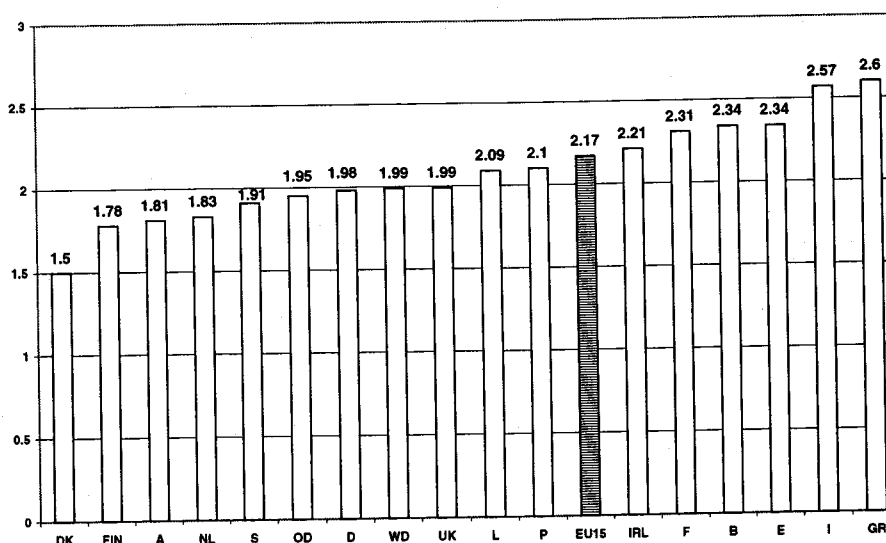
A l'opposé, le Danemark, les Pays-Bas et l'Autriche déclarent avoir le moins de raisons de se plaindre des dommages causés au paysage dans leur environnement immédiat.



4.2.4 Les déchets et les ordures

Seules l'Italie et la Grèce dépassent le point central, rejointes au-delà de la moyenne par l'Irlande, la France, la Belgique et l'Espagne. Ces six Etats, dont trois du sud de l'Europe, manifestent plus de raisons de se plaindre des déchets et des ordures dans leur cadre de vie que les autres membres de l'Union européenne.

Le Danemark, suivi un pallier plus haut par la Finlande et l'Autriche, se trouve à la borne inférieure de cette échelle des plaintes.

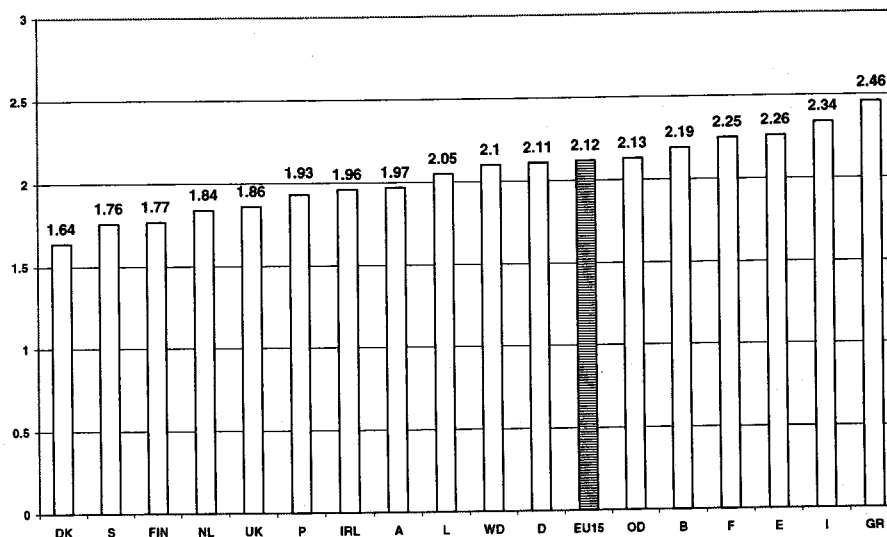


¹⁸ Un dixième des espèces connues d'arbres est menacé d'extinction (source : World Conservation Monitoring Centre, 1999).

4.2.5 Le bruit

Cinq Etats dépassent la barre de la moyenne et aucun n'atteint, stricto sensu, le point central, même si la Grèce s'en rapproche fortement. Outre, cette dernière, on retrouve dans le groupe de tête, la Belgique, la France, l'Espagne et l'Italie. Il convient de noter la présence des nouveaux Länder dans ce groupe.

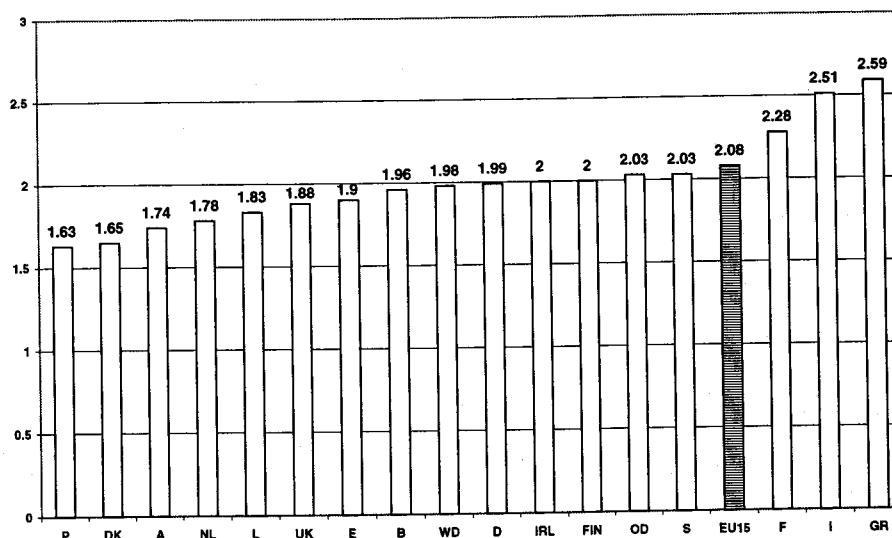
Les trois Etats scandinaves se classent en tête de ceux qui ont le moins de raisons de se plaindre du bruit dans leur quartier.



4.2.6 La qualité des eaux de baignade

Deux Etats franchissent le seuil du point central : l'Italie et la Grèce, laissant la France un palier plus bas, au-dessus de la moyenne européenne.

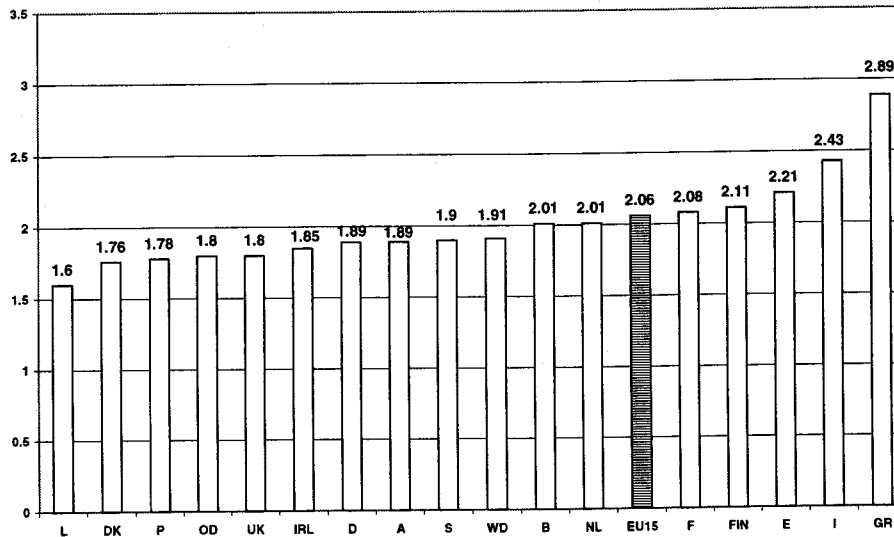
Tandis que le Portugal, le Danemark et l'Autriche (qui, avec le Luxembourg, est le seul pays à ne pas avoir d'accès direct à la mer) occupent la limite inférieure de l'échelle.



4.2.7 L'organisation de la protection civile face aux catastrophes

Cinq Etats se rangent au-delà de la moyenne européenne pour cette question : la France, la Finlande, l'Espagne, l'Italie et la Grèce.

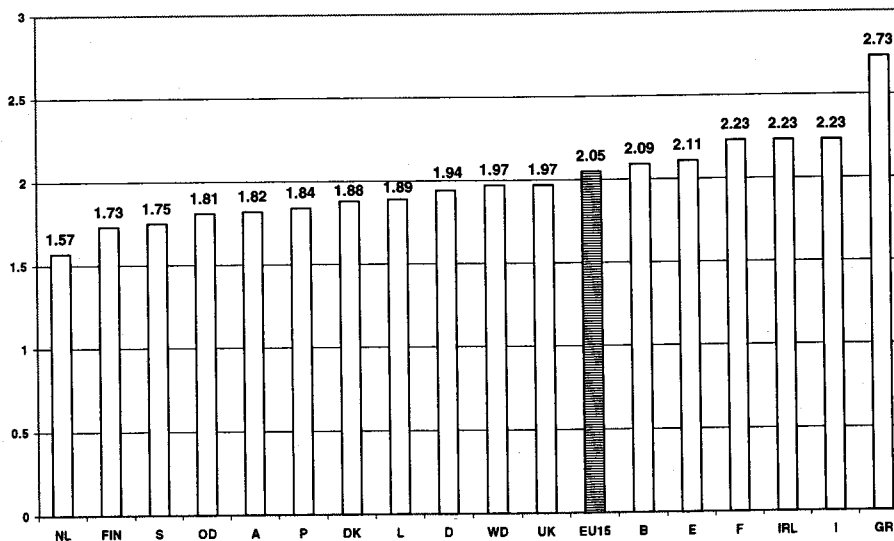
Parmi ceux qui déclarent avoir le moins de raisons de se plaindre au sujet de l'organisation de la protection civile face aux catastrophes naturelles, tels que tremblements de terre, inondations, incendies, etc., on rencontre le Luxembourg, le Danemark et le Portugal.



4.2.8 La qualité des produits alimentaires¹⁹

Six pays se démarquent des autres par le nombre de raisons qu'ils ont de se plaindre de la qualité des produits alimentaires : la Belgique, l'Espagne, la France, l'Irlande, l'Italie et la Grèce.

A l'opposé, les Pays-Bas, la Finlande et la Suède affichent proportionnellement le moins de raisons de se plaindre à cet égard.

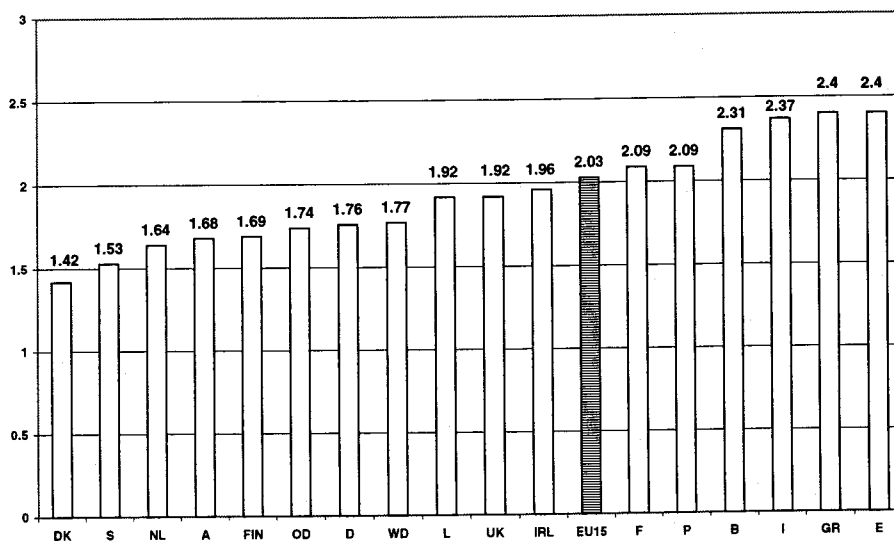


¹⁹ Remarquons que cette question a été posée avant n'éclate en Belgique la crise de la Dioxine.

4.2.9 Le manque d'espaces verts

La France, le Portugal, la Belgique, l'Italie, la Grèce et l'Espagne sont les six pays qui se retrouvent au-dessus de la moyenne européenne portant sur les raisons de se plaindre du manque d'espaces verts.

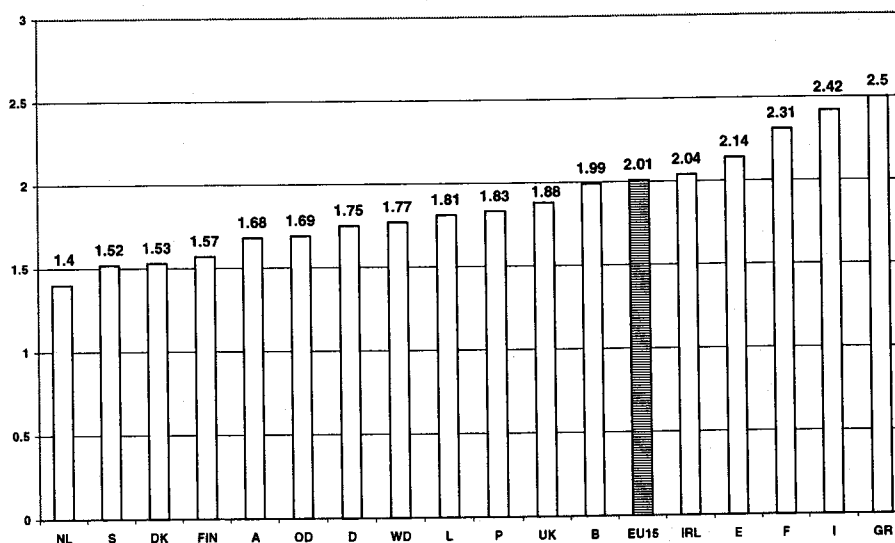
Le Danemark, la Suède et les Pays-Bas se retrouvent à l'extrémité inférieure de cette classification.



4.2.10 La qualité de l'eau du robinet

Si ce n'est la Grèce qui se retrouve à cheval sur le point central, tous les autres Etats membres affichent des scores qui lui sont inférieurs. Outre cette dernière, quatre autres Etats franchissent la barre de la moyenne : l'Espagne, l'Italie, la France et l'Irlande.

De leur côté, les pays scandinaves, précédés des Pays-Bas, se rangent à la borne inférieure.



4.2.11 Conclusions de l'analyse par pays

De l'ensemble de la population européenne, c'est l'opinion publique grecque qui exprime systématiquement le plus de raisons de se plaindre au sujet des différents aspects de son cadre de vie passés en revue. Lorsque, exceptionnellement, elle n'arrive pas en tête, elle se place deuxième (détrônée par l'Espagne).

Elle est régulièrement suivie par l'Italie, sauf pour ce qui est du manque d'espaces verts et des dommages causés au paysage pour lesquels l'Espagne entre en lice.

L'Italie est, elle-même, fréquemment suivie de la France ou de l'Espagne. Quant à l'Irlande, elle n'arrive qu'une seule fois en troisième position, lorsque la qualité des produits alimentaires est examinée.

Aucun pays n'occupe la position en miroir de la Grèce tout en bas de l'échelle des plaintes. On y retrouve, cependant, six fois (sur dix) le Danemark, deux fois les Pays-Bas, une fois le Portugal et une fois le Luxembourg. La Suède et la Finlande occupent aussi préférentiellement la partie gauche de l'échelle, de même que l'Autriche.

4.3 LES VARIABLES SOCIODÉMOGRAPHIQUES

Les femmes expriment toujours plus de raisons de se plaindre à propos de gênes potentielles relevées dans leur environnement immédiat que les hommes.

C'est quasi dans tous les cas les personnes de cinquante-cinq ans et plus qui trouvent le moins de raisons de se plaindre de la qualité de leur milieu de vie. Les jeunes les remplacent dans cette position à propos du bruit, et les rejoignent en ce qui concerne les difficultés de la circulation automobile. La position des autres tranches d'âge est variable selon les sujets.

Une tendance : plus l'on est instruit, plus l'on exprime de plaintes à propos de la qualité de son environnement immédiat.

Des pics se notent dans le groupe des personnes sans emploi en ce qui concerne la qualité de l'eau du robinet (ils sont rejoints par les indépendants), celle des eaux de baignade, les déchets et les ordures, le manque d'espaces verts, les dommages causés au paysage (ils sont rejoints ici par les cadres).

Des pointes s'observent parmi les indépendants, les cadres et les employés pour ce qui est des nuisances causées par le bruit, en ce qui concerne la pollution de l'air et la qualité des produits alimentaires. Deux crêtes encore : parmi les cadres au sujet des difficultés de la circulation automobile et de l'utilisation d'OGMs.

4.4 ANALYSE PAR DEGRÉ D'URBANISATION

Des différences substantielles apparaissent dans les opinions exprimées ici en fonction du degré d'urbanisation pour l'ensemble des éléments considérés, à l'exception de la qualité de l'eau du robinet qui recueille un score comparable partout.

Ainsi, les raisons de se plaindre augmentent systématiquement avec le degré d'urbanisation. Les résultats dépassent la barre des 2.5 dans les métropoles et les grandes villes dans deux cas : celui de la pollution de l'air et des difficultés de la circulation automobile.

4.5 ÉVOLUTION DES ATTITUDES

Bien que la formulation de la question soit restée identique, la batterie d'items a subi des changements. Ainsi, « l'eau potable » a été simplifiée en « eau du robinet », la « densité de la circulation automobile » est devenue « les difficultés de la circulation automobile » et trois nouveaux items ont été ajoutés : « la qualité des eaux de baignade », « la qualité des produits alimentaires » et « l'organisation de la protection civile face aux catastrophes naturelles ou technologiques ».

A nouveau, comme les items de la batterie de 1995 et de celle de 1999 ne sont pas parfaitement superposables, bien que les termes de la question soient identiques, nous ne comparerons par les pourcentages obtenus mais bien l'ordre des préoccupations portant sur son environnement immédiat.

Les cinq premières inquiétudes retenues en 1999 sont exactement les mêmes que celles relevées en 1995 :

- **Les difficultés (densité) de la circulation automobile ;**
- **La pollution de l'air ;**
- **Les dommages causés au paysage ;**
- **Les déchets et les ordures ;**
- **Le bruit.**

Les deux dernières, à savoir le manque d'espaces verts et la qualité de l'eau, occupaient la même position dans l'étude précédente.

5. LES PROBLÈMES ENVIRONNEMENTAUX « NATIONAUX » INQUIÈTENT FORTEMENT LES EUROPÉENS

5.1 ANALYSE À L'ÉCHELLE DE L'EUROPE

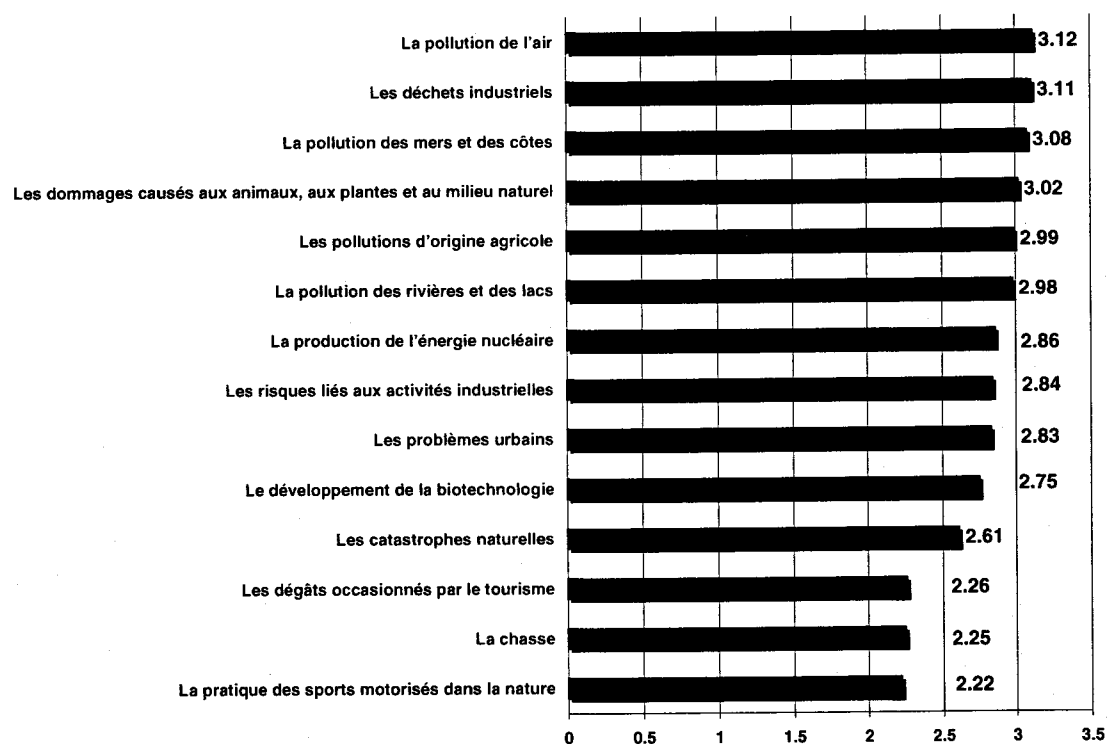
Quatorze problèmes environnementaux « nationaux » ont été examinés sous l'angle du degré d'inquiétude qu'ils génèrent dans les Quinze. Ce degré a été mesuré sur base d'une échelle à quatre positions : « Très inquiet », « Assez inquiet », « Pas très inquiet » et « Pas du tout inquiet », portant chacune un poids, allant de quatre à un. Le point central est toujours de 2,5.

Il apparaît d'emblée que les trois quarts des problèmes envisagés franchissent le seuil du point central, signant ainsi l'importance du degré d'inquiétude manifesté par les Européens au sujet de diverses questions touchant à l'environnement à l'échelle de leur pays !

Six sujets possibles d'inquiétude se placent même à la limite ou au-delà du libellé « Assez inquiet ». Ils concernent essentiellement les pollutions de l'air, de l'eau, des sols et les atteintes à la vie animale, végétale ou aux habitats de la planète.

Seuls les dégâts occasionnés par le tourisme, la chasse et la pratique des sports motorisés dans la nature se situent en deçà du point central (et se rapprochent donc du libellé « Assez peu inquiet »). Il est intéressant de noter qu'aucun de ces problèmes ne se rapproche de l'expression « Pas du tout inquiet ».

« Maintenant, pour (NOTRE PAYS), êtes-vous inquiet, assez inquiet, peu inquiet ou pas du tout inquiet au sujet des questions suivantes ? » (Q.6, moyennes EU15)



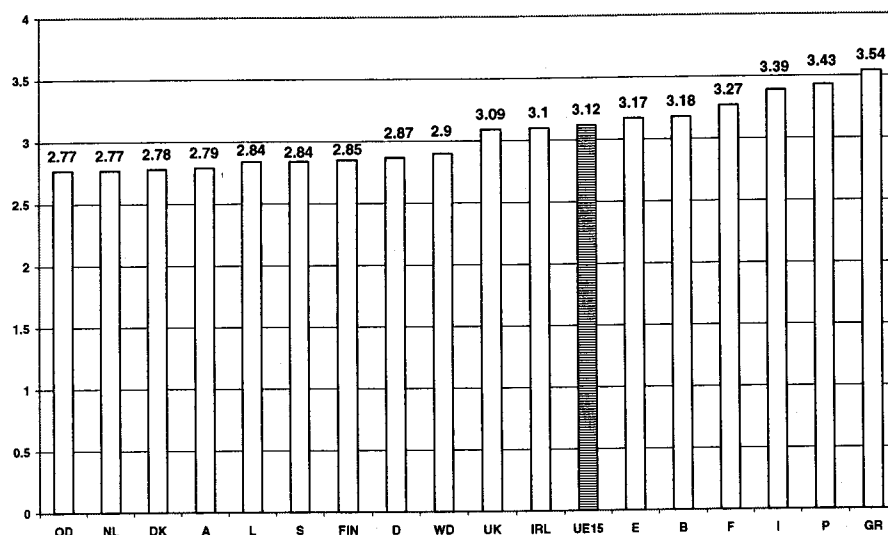
Examinons, à présent, individuellement les scores recueillis dans la population européenne par chacun de ces sujets d'inquiétude, selon leur degré d'importance.

5.2 ANALYSE PAR PAYS

5.2.1 La pollution de l'air

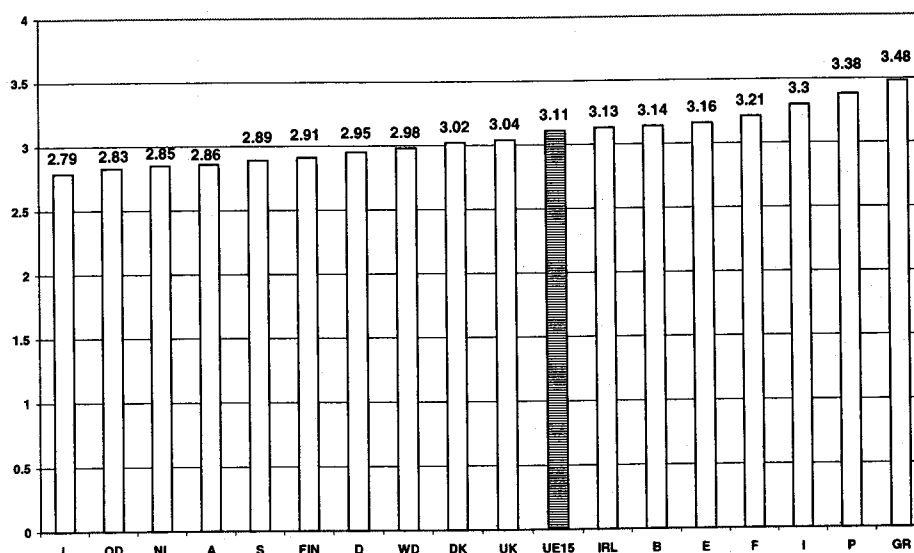
L'Espagne, la Belgique, la France, l'Italie, le Portugal et la Grèce occupent la partie droite de l'échelle, celle qui regroupe les Etats membres ayant exprimé les plus hauts degrés d'inquiétude par rapport à la question de la pollution de l'air dans leur pays.

A l'inverse, les Pays-Bas, le Danemark et l'Autriche (avec les nouveaux Länder en tête) se retrouvent à la borne inférieure.



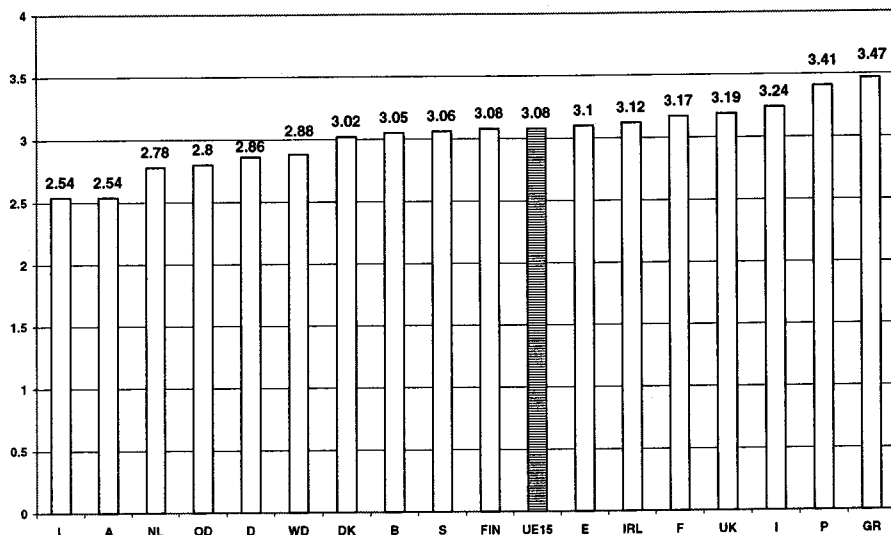
5.2.2 Les déchets industriels

Sept pays se classent, par ordre croissant, au-dessus de la moyenne : l'Irlande, la Belgique, l'Espagne, la France, l'Italie, le Portugal et la Grèce. Tandis que le Luxembourg, les Pays-Bas et l'Autriche (ainsi que les nouveaux Länder) affichent les scores les plus bas pour cette question. Ce constat ne doit pas pour autant nous faire perdre de vue que leurs scores d'inquiétude sont élevés.



5.2.3 La pollution des mers et des côtes

Les quatre pays du sud de l'Europe, le Royaume-Uni et l'Irlande, ainsi que la France forment le groupe d'Etats les plus inquiets à propos de la pollution des mers et des côtes.



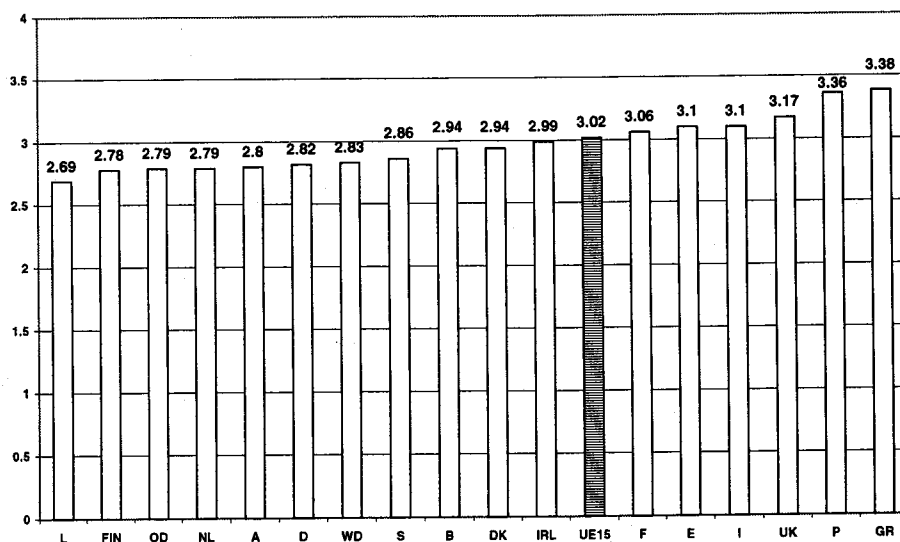
Le Luxembourg et l'Autriche, pour des raisons évidentes, se placent à l'autre extrémité de l'échelle. Cependant, comme ces deux Etats n'ont pas de côtes, on aurait pu s'attendre à y voir un degré d'inquiétude nul, ce qui est loin d'être le cas. On pourrait tenter d'interpréter cette réponse comme la crainte que la pollution des mers et des côtes d'autres pays ne constitue une menace pour leur.

Outre ces deux pays, on retrouve dans la partie gauche de l'échelle les Pays-Bas et l'Allemagne.

5.2.4 Les dommages causés aux animaux, aux plantes et au milieu naturel

Ce sont, à nouveau, les quatre pays du sud de l'Europe, ainsi que la France et le Royaume-Uni qui se démarquent de par leur degré d'inquiétude à propos des atteintes portées à la vie animale, végétale et aux habitats.

Le Luxembourg, la Finlande et les Pays-Bas (ainsi que les nouveaux Länder), bien que dépassant le point central, forment le groupe d'Etats le moins inquiet à ce sujet.

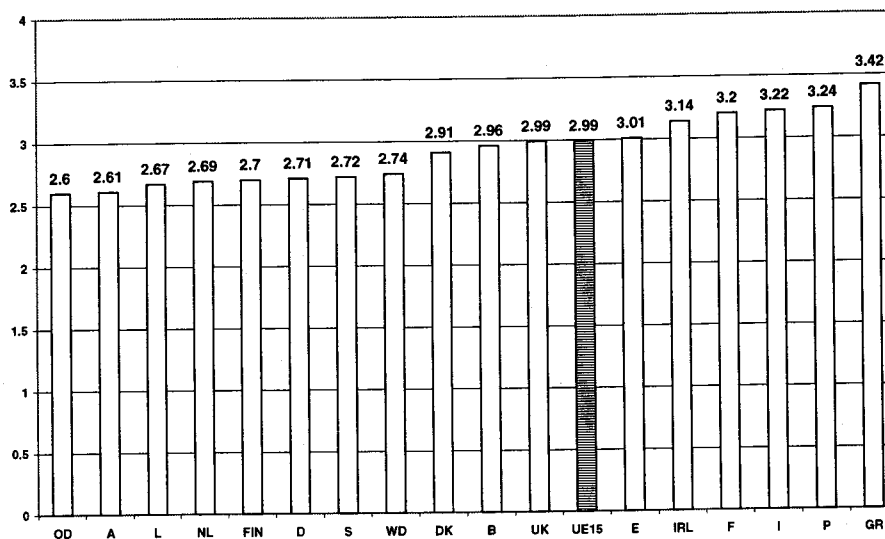


5.2.5 Les pollutions d'origine agricole

On entend par pollution d'origine agricole, l'utilisation dans la production agricole d'insecticides, pesticides, désherbants, etc.

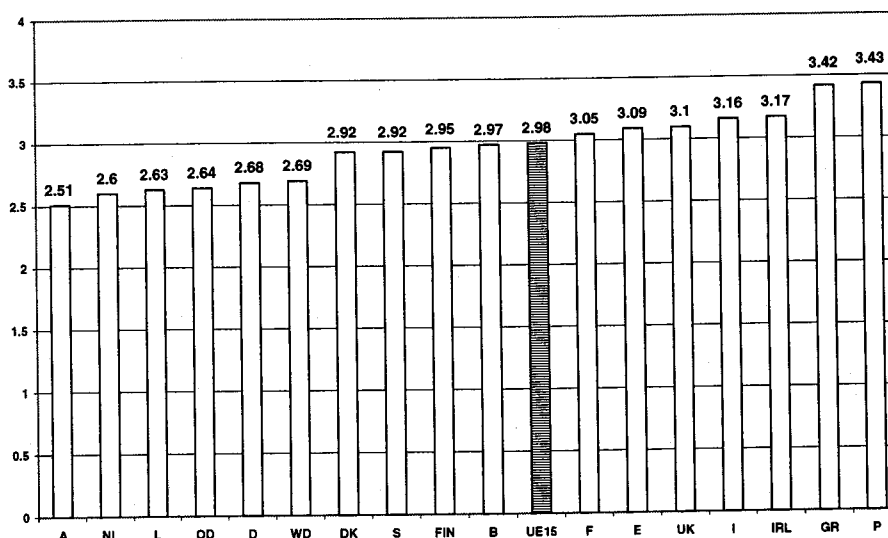
Ce sont, une fois de plus, les Etats membres du sud de l'Europe, ainsi que l'Irlande et la France qui manifestent les degrés d'inquiétudes les plus élevés à cet égard.

Des Quinze, ce sont l'Autriche, le Luxembourg et les Pays-Bas (ainsi que les nouveaux Länder) qui enregistrent les taux les plus faibles d'inquiétude à cet égard.



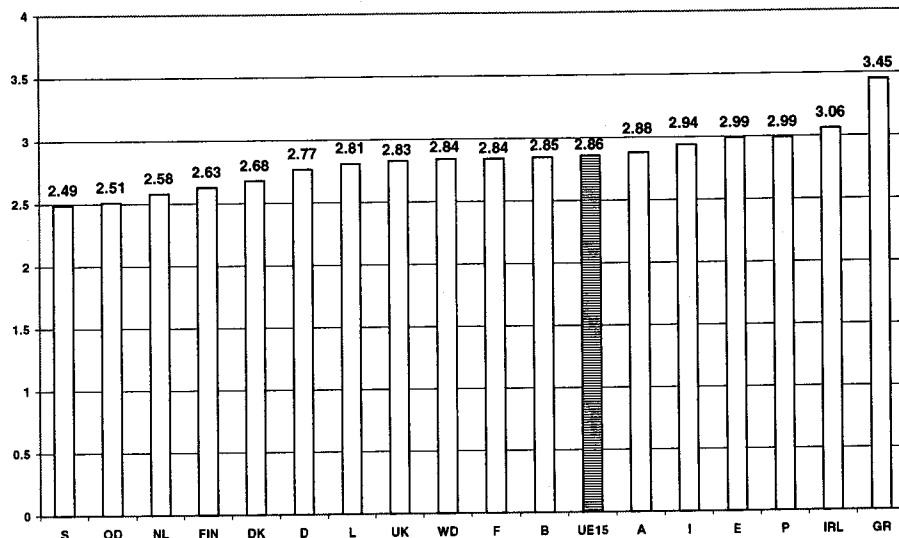
5.2.6 La pollution des rivières et des lacs

Le sud de l'Europe, ainsi que le Royaume-Uni et l'Irlande, mais aussi la France se distinguent comme ressentant le degré d'inquiétude le plus élevé au sujet de la pollution des rivières et des lacs, tandis que l'Autriche, les Pays-Bas et le Luxembourg forment le trio le moins inquiet à ce propos. Rappelons, cependant, que les degrés d'inquiétude sont supérieurs pour l'ensemble des Quinze au point central.



5.2.7 La production de l'énergie nucléaire

La Grèce se démarque, à nouveau, de par l'intensité de l'inquiétude que manifeste son opinion publique. Elle se range substantiellement au-dessus de l'ensemble des autres Etats membres.

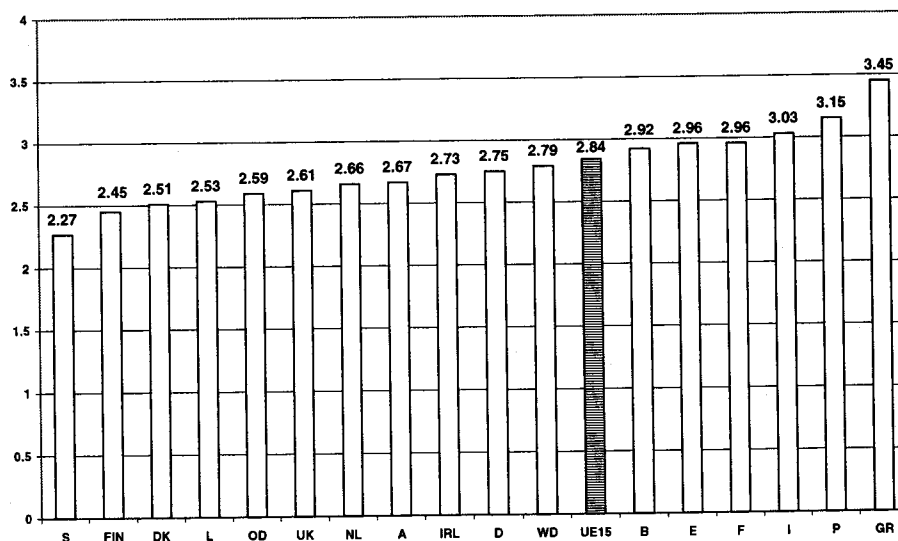


Se retrouvent également au-dessus de la moyenne : l'Autriche, l'Italie, l'Espagne, le Portugal et l'Irlande.

Les pays scandinaves, ainsi que les Pays-Bas (et les nouveaux Länder) révèlent un degré d'inquiétude faible relativement aux autres pays (bien que supérieur au point central).

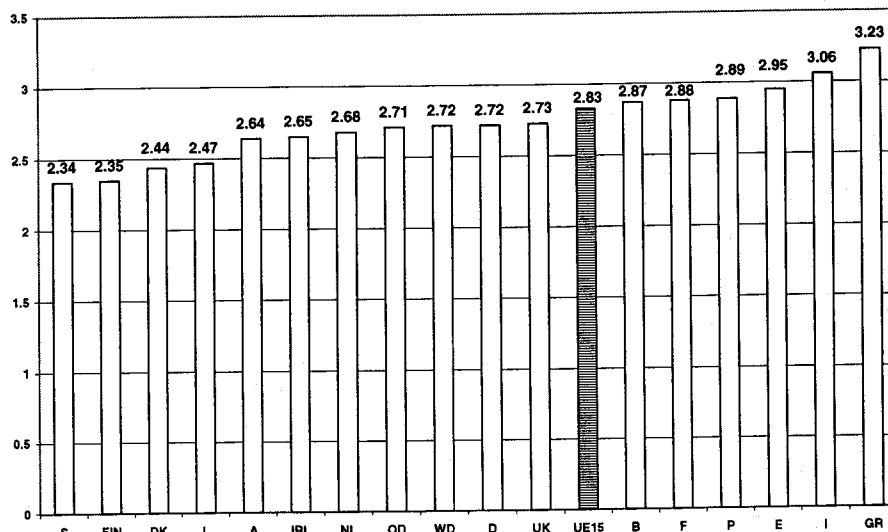
5.2.8 Les risques liés aux activités industrielles

Six pays se positionnent au-dessus de la moyenne européenne : les quatre Etats du sud de l'Europe, ainsi que la Belgique et la France, tandis que la pointe nord de l'Europe exprime les degrés d'inquiétude les plus faibles des Quinze.



5.2.9 Les problèmes urbains

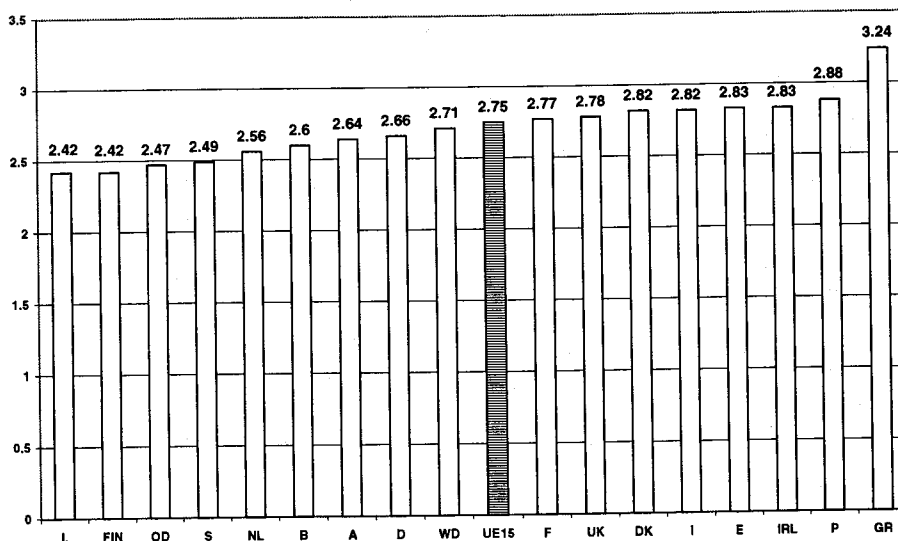
Ce sont les six mêmes pays qui arrivent en tête lorsqu'il s'agit de déclarer leur degré d'inquiétude au sujet des problèmes urbains tels que circulation, bruit et pollution, et les mêmes trois pays qui occupent la position la plus basse à cet égard.



5.2.10 Le développement de la biotechnologie

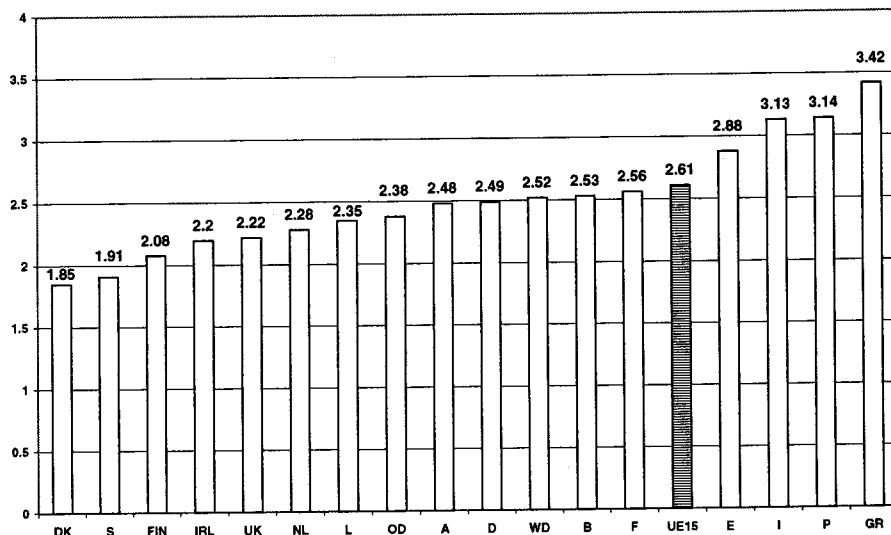
Huit Etats membres franchissent le seuil de la moyenne : les quatre Etats du sud de l'Europe, ainsi que le Royaume-Uni et l'Irlande, la France et le Danemark.

La borne inférieure est occupée, quant à elle, par le Luxembourg, la Finlande et la Suède (ainsi que par les nouveaux Länder).



5.2.11 Les catastrophes naturelles

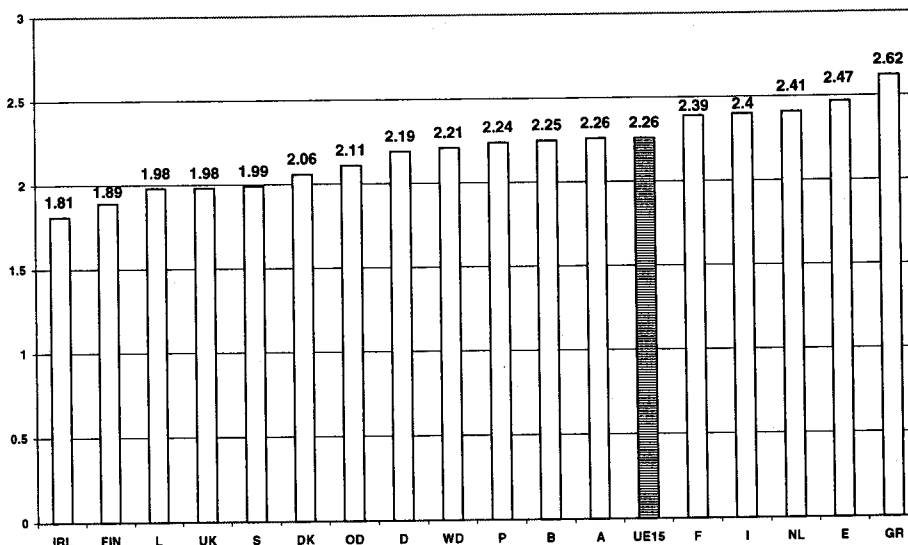
Seuls les quatre pays du sud de l'Europe dépassent la moyenne européenne et expriment ainsi leur degré d'inquiétude élevé à ce sujet, tandis que la pointe nord de l'Europe se caractérise par son degré d'inquiétude relativement faible.



5.2.12 Les dégâts occasionnés par le tourisme

Cinq Etats membres occupent l'extrémité droite de l'échelle : la France, l'Italie, les Pays-Bas, l'Espagne et la Grèce.

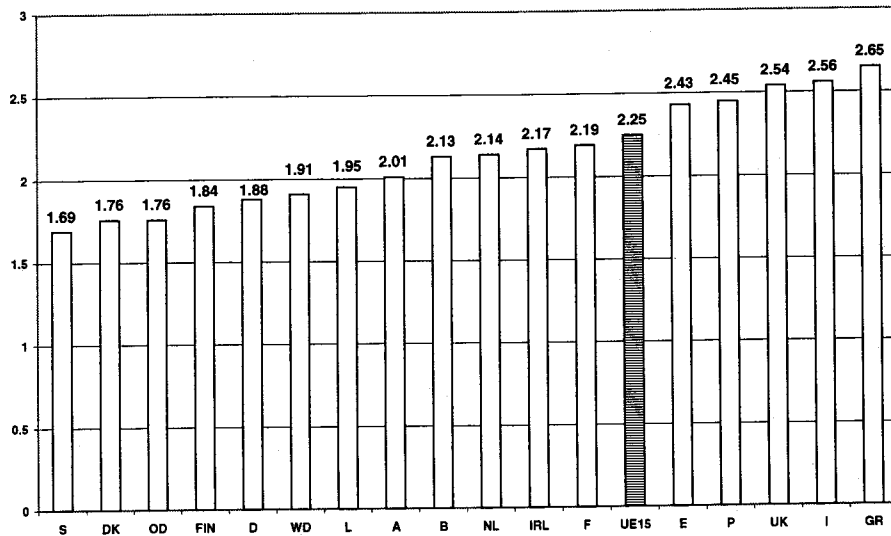
L'Irlande, la Finlande et le Luxembourg sont les moins inquiets à ce propos (leur position se rapproche du libellé « Peu inquiet »).



5.2.13 La chasse

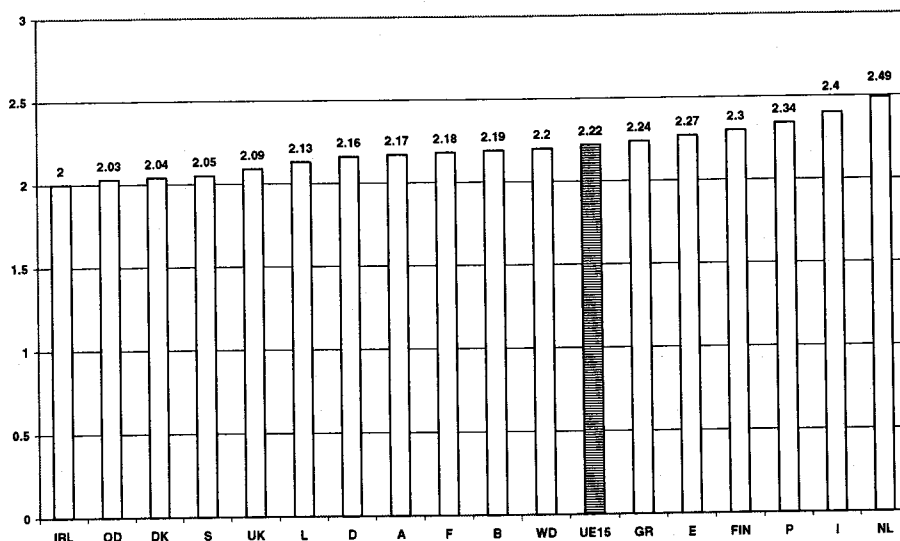
C'est au sud de l'Europe ainsi qu'au Royaume-Uni que s'expriment les degrés d'inquiétude les plus élevés au sujet de la pratique de la chasse.

A l'inverse, c'est dans le nord de l'Europe, ainsi qu'en Allemagne, que cette inquiétude est la moins prégnante.



5.2.14 La pratique des sports motorisés dans la nature

L'ensemble des Etats membres du sud de l'Europe, ainsi que la Finlande et les Pays-Bas (qui arrive, exceptionnellement, en tête) témoignent de l'inquiétude la plus élevée en Europe. A l'inverse, l'Irlande, le Danemark et la Suède (ainsi que les nouveaux Länder) dévoilent le degré d'inquiétude le plus faible des Quinze.



5.2.15 Conclusions de l'analyse par pays

Dans douze des quatorze cas envisagés, la Grèce se distingue comme étant le pays où le degré d'inquiétude est le plus élevé des quinze Etats membres. Elle est fréquemment suivie du Portugal, sauf lorsque ce dernier lui prend la première place au sujet de la pollution des rivières et des lacs, ou lorsque ce dernier est remplacé par l'Irlande, à propos de la production de l'énergie nucléaire, ou par l'Italie, en ce qui concerne les problèmes urbains, la chasse et la pratique des sports motorisés dans la nature, ou encore par l'Espagne, en ce qui concerne les dégâts occasionnés par le tourisme.

A nouveau, le tableau est moins homogène lorsque l'on se focalise sur l'autre extrémité de l'échelle :

Le Luxembourg occupe la borne inférieure au sujet de l'inquiétude qu'y ressentent ses habitants à propos des déchets industriels, de la pollution des mers et des côtes, des dommages causés aux animaux, plantes et au milieu naturel et au développement de la biotechnologie ;

La Suède prend cette place au sujet de la production de l'énergie nucléaire, des risques liés aux activités industrielles, des problèmes urbains et de la chasse ;

Les nouveaux Länder (que nous élèverons au rang de « pays » pour les besoins de l'analyse), au sujet de la pollution de l'air et des pollutions d'origine agricole ;

L'Autriche, au sujet de la pollution des rivières et des lacs ;

Le Danemark, à propos des catastrophes naturelles ;

L'Irlande, à propos des dégâts occasionnés par le tourisme et de la pratique des sports motorisés dans la nature.

5.3 LES VARIABLES SOCIO-DÉMOGRAPHIQUES

Quel que soit le type de problème environnemental envisagé, **ce sont, à nouveau, les femmes qui se disent les plus inquiètes.**

Les plus jeunes de nos concitoyens affichent le degré d'inquiétude le moins élevé en ce qui concerne la pollution des rivières et des lacs, celle des mers et des côtes (rejoints dans cette attitude par les plus âgés), les pollutions d'origine agricole, le développement de la biotechnologie, la production de l'énergie nucléaire (opinion à laquelle se rallie la tranche des 25-39 ans et celles des 55+), la pratique des sports motorisés dans la nature et les problèmes urbains.

Outre les cas identifiés ci-dessus, les plus âgés présentent le degré d'inquiétude le moins élevé pour ce qui est des dommages causés aux animaux aux plantes et aux milieux naturels, de la pollution de l'air, des déchets industriels, de la chasse, des dégâts occasionnés par le tourisme et des risques liés aux activités industrielles.

Quant aux catastrophes naturelles, elles alarment le moins le groupe des 25-39 ans.

5.4 ANALYSE PAR DEGRÉ D'URBANISATION

L'inquiétude liée à la pollution des rivières et des lacs, ainsi qu'à la production de l'énergie nucléaire et aux catastrophes naturelles diminue avec le degré d'urbanisation.

Elle augmente, par contre, pour ce qui est des dégâts occasionnés par le tourisme et les problèmes urbains (!).

Elle est la plus élevée :

- dans les métropoles et les grandes villes, au sujet de la pollution de l'air.
- dans les villes moyennes ou petites, au sujet de la pollution des mers et des côtes, des déchets industriels, de la chasse et des risques associés aux activités industrielles.
- dans les zones rurales, au sujet des pollutions d'origines agricoles (le score relevé à ce propos dans les villes petites ou moyennes est comparable) et du développement de la biotechnologie (proche du score enregistré dans les grandes villes ou les métropoles).

5.5 ÉVOLUTION DES ATTITUDES

La formulation de cette question a sensiblement évolué entre 1995 et 1999. L'expression « problèmes » a été remplacé par « questions ». « Dans son ensemble » se référant à « notre pays » a été supprimé.

Les quatorze items de la batterie de 1995 ont été conservés, non sans subir de sérieuses altérations :

- « Les pollutions d'origine agricoles (insecticides, désherbants, lisiers,...) » est devenu « Les pollutions d'origine agricoles (insecticides, désherbants, etc.) » ;
- « Les risques possibles pour l'environnement du développement des biotechnologies » s'est simplifié en « le développement de la biotechnologie » ;
- « Les risques liés à l'utilisation du nucléaire » est devenu « la production de l'énergie nucléaire » ;
- « la pratique de sports motorisés dans la nature comme le hors-bord, le motocross, le trial, les véhicules tout terrain, le scooter des mers ou des neiges,... » s'est également simplifié en « la pratique de sports motorisés dans la nature comme le hors-bord, le motocross, les véhicules tout terrain, etc. » ;
- « La croissance des villes » s'est transformé en « les problèmes urbains (circulation en ville, bruit pollution) » ;
- Enfin, « les catastrophes naturelles telles que inondations, glissements de terrain, tremblements de terre, incendies » est devenu « les catastrophes naturelles telles que les inondations, les tempêtes, les tremblements de terre, etc. ».

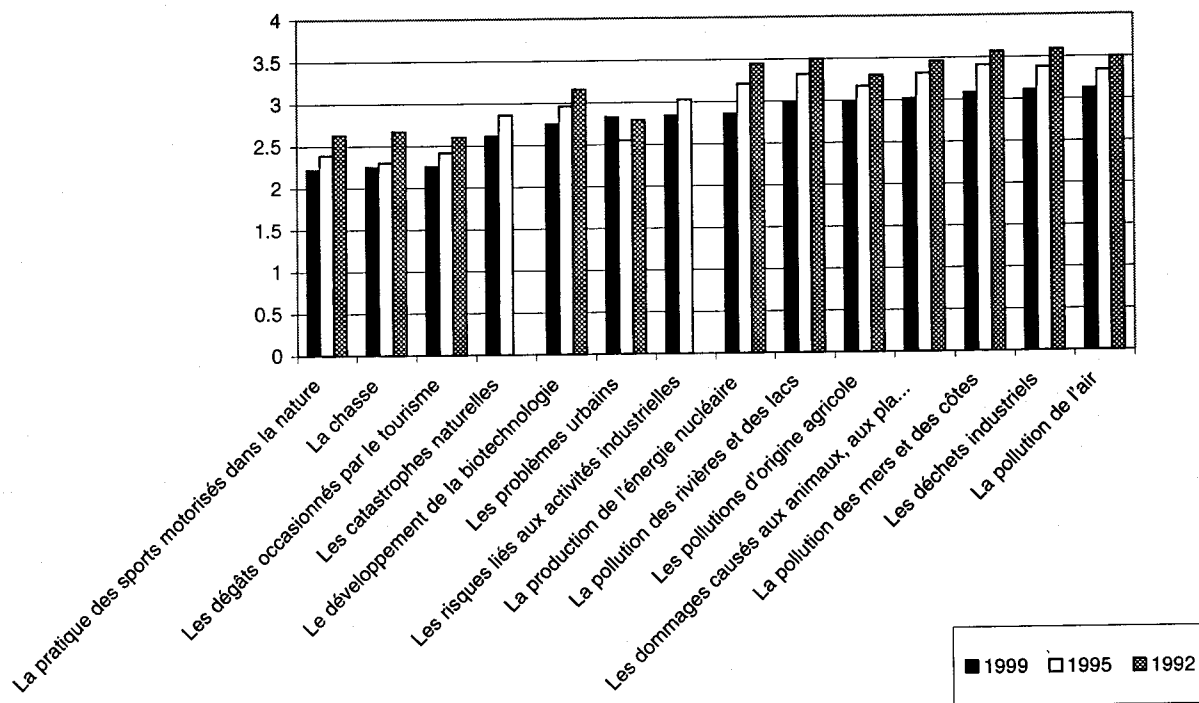
En général, on constate donc une évolution vers une simplification des items qui se veulent aussi moins inducteurs.

A nouveau, en raisons des modifications substantielles opérées entre 1995 et 1999, nous ne comparerons pas les pourcentages obtenus pour les différentes préoccupations, mais bien leur ordre.

- **La pollution de l'air**, de la cinquième place qu'elle occupait en 1995, atteint maintenant le sommet des préoccupations des Européens.
- **Les déchets industriels**, de la quatrième place passe à la deuxième.
- **La pollution des mers et des côtes** a perdu, en quatre ans, deux échelons et descend de la première à la troisième position.
- **Les dommages causés aux animaux, aux plantes et au milieu naturel** descend de la troisième à la quatrième place.
- **La pollution des rivières et des lacs** passe de la deuxième à la sixième place.
- **Les pollutions d'origine agricoles** arrivent maintenant en cinquième position, et font un bond de trois échelons.

- **La chasse et la pratique des sports motorisés dans la nature** occupent le bas de l'échelle, mais dans l'ordre inverse de ce qu'il était en 1995, le premier précédant de peu le second.

Le graphique ci-dessous reprend les moyennes obtenues pour cette question en 1992²⁰, 1995 et 1999, mais il convient d'insister sur le fait que ces chiffres ne sont pas parfaitement comparables en raison des modifications apportées à cette question dans la présente étude.



Comme on le constate, seuls les problèmes urbains semblent s'être amplifiés au cours des sept années qui séparent les trois études réalisées au cours de cette dernière décennie.

A cette exception près (et lorsque l'item a été testé), on remarque que les niveaux vont, au fil du temps, en décroissant.

²⁰ A titre de rappel, en 1992, l'Union européenne n'englobait pas encore l'Autriche, la Finlande et la Suède. Les moyennes présentées pour cette année représentent donc uniquement les douze Etats membres de l'époque.

CHAPITRE III

LA SANTÉ DES EUROPÉENS : UN AVENIR COMPROMIS

1. ANALYSE À L'ÉCHELLE DE L'EUROPE

Les personnes interviewées ont été invitées à se prononcer sur la menace que représentera éventuellement dans le futur, pour leur santé, un ensemble d'éléments, de produits ou de matériaux.

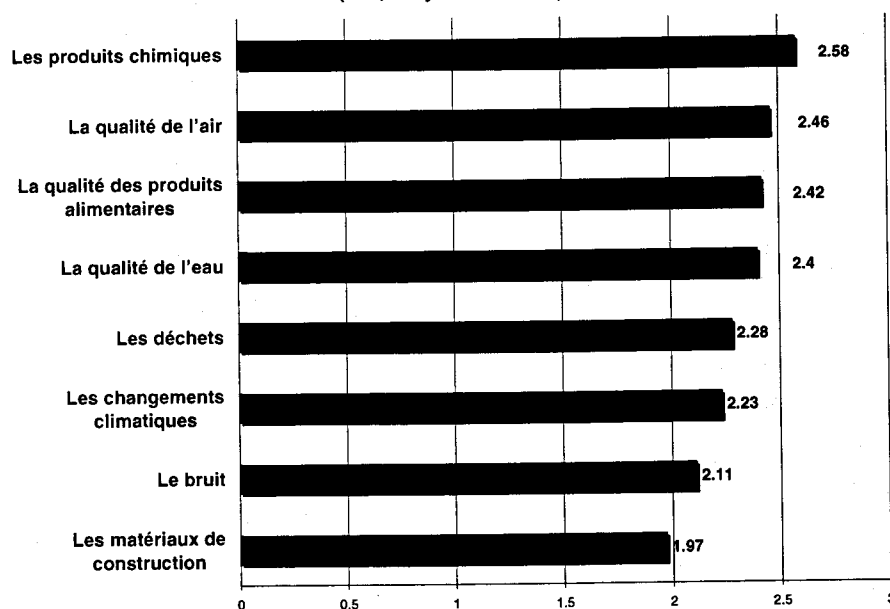
Pour chacun d'eux, la personne était appelée à dire dans quelle mesure elle le considérait comme pouvant porter, dans l'avenir, atteinte à sa santé. Trois niveaux étaient proposés, « Pas du tout », « Un peu » et « Beaucoup », auxquels ont été associés des poids, allant de un à trois. Le point central dans le cas présent est de 2.

On constate d'emblée que l'ensemble des champs testés recueille des scores élevés, tous proches ou supérieurs au point central. La première conclusion : aucune de ces catégories n'est jugée totalement inoffensive par nos concitoyens européens, qui ne se voient pas vivre, dans le troisième millénaire, dans un environnement sain.

Le classement, dégressif, des éléments, produits ou matériaux susceptibles de porter, dans l'avenir, atteinte à la santé de ces derniers est le suivant :

- Que les produits chimiques arrivent en première place ne surprend pas, mais que la qualité de l'air se taille la deuxième place ne peut être que le signe d'une reconnaissance par les Européens de l'amplitude du problème constitué par la pollution atmosphérique.
- Le regard critique qu'ils posent sur les conditions de production et d'élevage (sous-entendu dans le score obtenu par l'item « la qualité des produits alimentaires ») est frappant.
- Viennent ensuite la qualité de l'eau, les déchets, les changements climatiques, le bruit et les matériaux de construction.

« Dans quelle mesure croyez-vous que les éléments suivants pourraient porter atteinte à votre santé dans l'avenir ? »
(Q.7, moyennes EU15)



2. ANALYSE PAR PAYS

Examinons à présent chacun de ces champs individuellement. Nous constatons que, pour six des huit items testés, ce sont les Finlandais qui se distinguent comme les moins pessimistes. Les exceptions concernent les matériaux de construction où la Finlande est détrônée par la Belgique et les changements climatiques, pour lesquels la France prend la relève.

A l'inverse, les quatre Etats membres du sud de l'Europe se retrouvent cinq fois sur huit dans le top quatre, toujours au-dessus de la moyenne européenne, de ceux qui portent le regard le plus pessimiste sur l'impact qu'auront sur notre santé les différents éléments, produits ou matériaux envisagés. Ils sont rejoints par les Pays-Bas en ce qui concerne les déchets, et l'Allemagne pour ce qui est des matériaux de construction et des changements climatiques.

3. LES VARIABLES SOCIODÉMOGRAPHIQUES

Quel que soit le type de menace potentielle envisagée, les femmes les trouvent plus dangereux que les hommes.

Dans sept cas sur huit, ce sont les personnes de cinquante-cinq ans et plus qui ressentent le plus faiblement le danger que pourraient représenter les différents éléments considérés. La seule exception porte sur le bruit, moins perçu comme une nuisance par les plus jeunes.

Hormis un cas, celui de l'influence néfaste des produits chimiques, c'est dans le groupe des personnes ayant interrompu leurs études entre seize et dix-neuf ans que le degré de nocivité attribué à divers éléments est le plus faible.

Les personnes au foyer sont celles qui perçoivent ces produits comme les plus potentiellement malsains, rejointes par les indépendants pour ce qui est de la qualité de l'air et de l'eau, et des produits chimiques et des indépendants et des employés pour ce qui est de celle des produits alimentaires.

Pour la qualité de l'air, les scores les plus faibles sont enregistrés dans les catégories de revenus « ++ » et « -- » ; pour la qualité de l'eau, dans les tranches « ++ » et « - » ; pour les déchets, la qualité des produits alimentaires et les produits chimiques, dans la tranche inférieure ; pour les matériaux de construction et les changements climatiques, dans la tranche supérieure ; pour le bruit, les scores grimpent parallèlement au revenu.

4. ANALYSE PAR DEGRÉ D'URBANISATION

Les habitants des métropoles ou des grandes villes se sentent plus menacés par l'évolution de la qualité de l'air ou du bruit que ceux habitants des zones moins urbanisées.

Ce sentiment croît parallèlement au degré d'urbanisation pour ce qui est du danger que présenteront dans le futur les matériaux de construction.

Il est le plus élevé :

- dans les villes petites ou moyennes, à une seule reprise, pour ce qui est des déchets ;
- dans les zones rurales pour la qualité de l'eau ou celle des produits alimentaires.

Il est le moins élevé dans les villes petites ou moyennes pour ce qui est de la qualité des produits alimentaires et des changements climatiques.

5. EVOLUTION DES ATTITUDES

Comme il s'agit d'une nouvelle question, une analyse évolutive n'a pas de raison d'être.

CHAPITRE IV

UN EUROPÉEN SUR TROIS NE SE SENT PAS MOINS BIEN PROTÉGÉ DANS LES AUTRES PAYS DE L'UNION EUROPÉENNE QUE LE SIEN FACE AUX CATASTROPHES NATURELLES OU TECHNOLOGIQUES

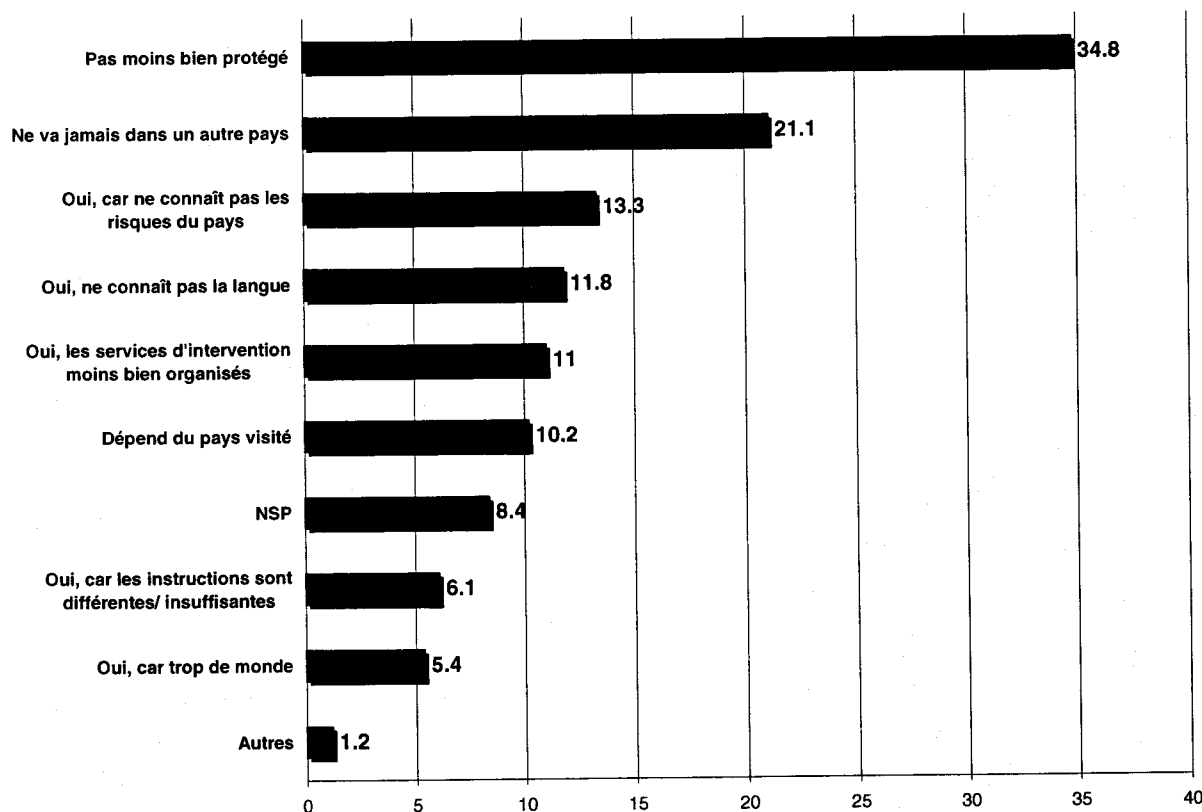
1. ANALYSE À L'ÉCHELLE DE L'EUROPE

Environ un tiers de la population européenne se sent tout aussi bien protégé dans les autres pays de l'Union que dans le leur face aux catastrophes naturelles ou technologiques.

13 % estiment que le fait de ne pas connaître les risques propres au pays justifie ce sentiment de manque de protection, 12 % l'imputent à la non connaissance de la langue parlée sur place, 11 % pensent que les services d'intervention sont moins bien organisés que dans leur pays, 10 % répondent, de façon nuancée, que ce sentiment varie d'un Etat membre de l'Union à un autre, 6 % l'attribuent au fait que les instructions et signes sont différents de ceux qu'ils trouvent dans leur pays ou simplement insuffisants et 5 % estiment que le surpeuplement des lieux de vacances rendrait les interventions inefficaces.

En outre, 8 % des citoyens européens s'abstiennent de répondre et 21 % déclarent ne jamais quitter leur pays.

« Quand vous êtes dans un autre pays de l'Union européenne, vous sentez-vous moins protégé face aux catastrophes naturelles ou technologiques qu'en (NOTRE PAYS) ? (SI OUI) Pour quelles raisons ? » (Q.8, en %, chiffres EU15)



2. ANALYSE PAR PAYS

A la borne supérieure des pays dont les habitants ne se sentent pas moins bien protégés dans un autre pays de l'Union européenne que le leur, on trouve la Belgique (55 %), le Luxembourg (52 %) et le Danemark (50 %). A la borne inférieure, on distingue l'Espagne (26 %), la Finlande (26 %) et le Portugal (28 %).

Les proportions les plus fortes de personnes qui affirment ne jamais quitter leur pays sont observées au Portugal (51 %) et en Grèce (49 %), à l'inverse, les proportions les plus faibles de telles personnes se remarquent au Luxembourg et en Suède (3 % chacun).

Se sentir moins en sécurité parce que l'on ne connaît pas les risques propres au pays visité est invoqué proportionnellement plus par les Finlandais (32 %), les Suédois (27 %), les Allemands (23 %) et les Danois (20 %).

Etre préoccupé par ce que l'on qu'on n'en connaît pas la langue est un argument avancé par plus de Suédois (26 %), d'Allemands (20 %) et de Finlandais (19 %).

3. LES VARIABLES SOCIODÉMOGRAPHIQUES

Les hommes, les personnes âgées de vingt-cinq à cinquante-quatre ans, les cadres et les indépendants déclarent significativement plus que les autres catégories sociodémographiques ne pas se sentir moins bien protégé dans un autre pays de l'Union européenne que le leur face aux catastrophes naturelles ou technologiques.

Ce sentiment de malaise croît de manière inversement proportionnelle au revenu et au niveau d'instruction.

Le sentiment de ne pas être bien protégé se résume dans 13 % des cas à l'ignorance des risques propres au pays, il est plus marqué parmi les cadres, dans les tranches supérieures de revenu, et croît avec le niveau d'instruction.

Le fait de ne pas connaître la langue explique ce sentiment dans 12 % des cas. Cette raison est surtout invoquée par les femmes, les plus âgés, les personnes ayant un niveau d'instruction faible ou moyen, les personnes sans emploi et les employés, ainsi que dans la tranche de revenus moyenne inférieure.

L'impression que les services d'intervention sont moins bien organisés que dans son propre pays justifie ce sentiment de malaise dans 11 % des cas, surtout parmi les hommes, les personnes de 25 à 54 ans, ceux ayant un niveau d'instruction moyen ou supérieur et les cadres.

4. ANALYSE PAR DEGRÉ D'URBANISATION

Quelle que soit l'alternative proposée, c'est dans les zones rurales que l'on observe les proportions les plus faibles de réponses. Une exception, notoire : 30 % des personnes habitant dans ces zones déclarent ne jamais se rendre dans d'autres pays de l'Union européenne que le leur, contre 19 % dans les petites ou moyennes agglomérations et 16 % dans les agglomérations importantes.

5. EVOLUTION DES ATTITUDES

Il s'agit, à nouveau, d'une nouvelle question, par définition non accompagnée d'une analyse évolutive.

CHAPITRE V LES EUROPÉENS ET L'INFORMATION

1. LES EUROPÉENS NE SE SENTENT JAMAIS TRÈS BIEN INFORMÉS SUR DES THÈMES RELATIFS À L'ENVIRONNEMENT

1.1 ANALYSE À L'ÉCHELLE DE L'EUROPE

Les personnes interviewées ont été invitées à déclarer dans quelle mesure elles se sentent informées au sujet de différents thèmes relatifs à l'environnement.

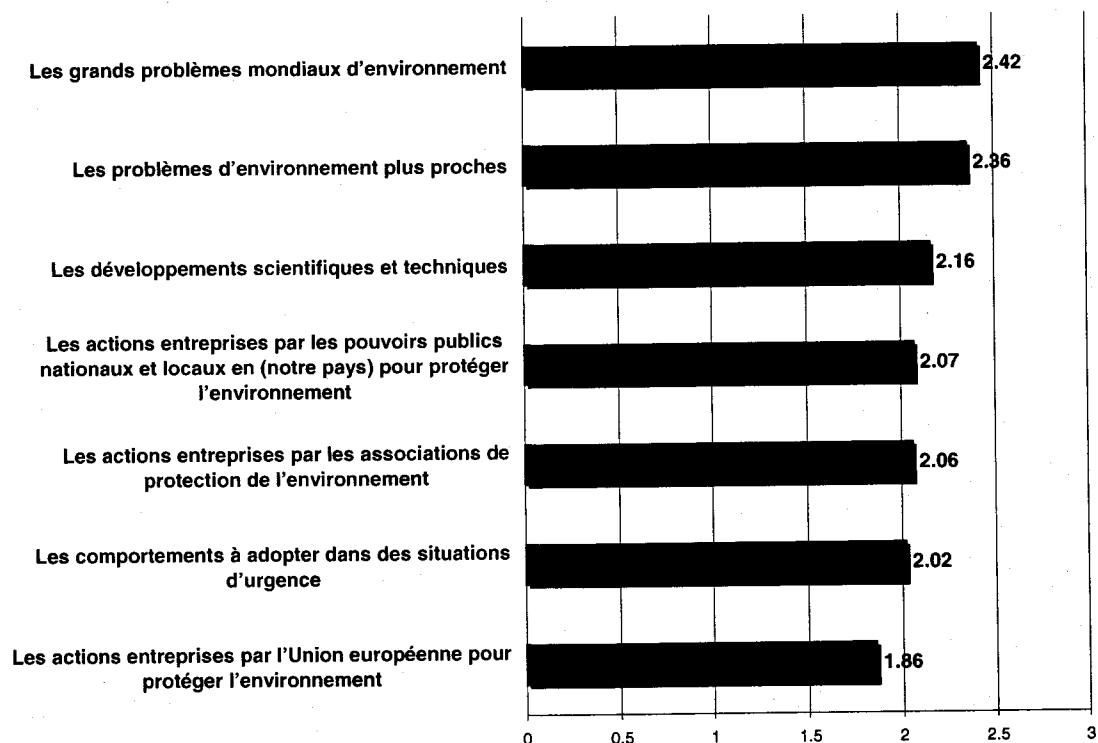
Pour chacun d'eux, la personne était appelée à choisir entre quatre niveaux : « Très bien informé », « Assez bien informé » et « Assez mal informé » et « Très mal informé », auxquels ont été associés des poids, allant de quatre à un. Le point central dans le cas présent est de 2,5.

Les matières qui recueillent les meilleurs scores d'information sont les grands problèmes mondiaux d'environnement et les problèmes d'environnement plus proches. Mais, même eux ne se situent qu'à moyen terme entre « Assez mal informé » et « Assez bien informé ».

Les développements scientifiques et techniques arrivent en troisième position, suivis par les actions entreprises tant par les pouvoirs publics nationaux et locaux, que par les associations de protection de l'environnement en cette matière.

Les comportements à adopter dans des situations d'urgence enregistrent un score équivalent à la réponse « Assez mal informé », de même que les actions entreprises par l'Union européenne pour protéger l'environnement, thème qui arrive en dernière position.

« Je vais maintenant vous citer une liste de thèmes relatifs à l'environnement. Pour chaque thème, pouvez-vous me dire si vous vous sentez très bien, assez bien, assez mal ou très mal informé ? » (Q.9, moyennes EU15)



1.2 ANALYSE PAR PAYS

Pour la quasi totalité des problèmes envisagés, la Grèce affiche le score d'information le plus faible, généralement suivie de l'Espagne ou du Portugal. Deux exceptions à cette règle : la première, qui concerne les comportements à adopter dans les situations d'urgence, pour laquelle l'Irlande enregistre la

plus faible moyenne, la seconde, qui porte sur les actions entreprises par l'Union européenne, pour laquelle la Suède se place en avant-dernière position.

A l'inverse, le Danemark se retrouve pour six des sept thèmes couverts dans le top trois des Etats les mieux informés, fréquemment aux côtés de la Finlande et des Pays-Bas. Il n'est renvoyé à la sixième place par le Luxembourg qu'en ce qui concerne les comportements à adopter dans les situations d'urgence. Ce dernier se place également en troisième position lorsque est mesuré le niveau d'information sur les actions entreprises par les pouvoirs publics nationaux et locaux au Luxembourg pour protéger l'environnement. Place occupée par l'Autriche lorsque sont mesurées les actions entreprises par l'Union européenne en ce domaine.

Remarquons également que les nouveaux Länder se placent à la borne supérieure, à égalité avec les Pays-Bas, pour ce qui est de leur degré d'information à propos des développements scientifiques et techniques (voitures « propres », techniques de dépollution, biotechnologie, etc.).

1.3 LES VARIABLES SOCIODÉMOGRAPHIQUES

Quel que soit le type de problème environnemental considéré, les hommes affichent un meilleur niveau d'information que les femmes, de même que les cadres et les plus instruits. Ce degré d'information croît de manière proportionnelle au revenu et au niveau d'instruction.

Il est généralement le plus mauvais parmi les plus âgés des Européens.

1.4 ANALYSE PAR DEGRÉ D'URBANISATION

Dans six cas sur sept, c'est dans les zones rurales que s'enregistrent les niveaux d'information les plus faibles. L'exception concerne les procédures d'urgence pour lesquels les citoyens affichent des scores d'information plus faibles que les villageois.

Les habitants des petites ou moyennes villes manifestent des degrés d'information plus élevés que les autres en ce qui concerne ce qu'il convient de faire dans des situations d'urgence, les actions entreprises par les pouvoirs publics nationaux et locaux de leur pays pour protéger l'environnement, celles entreprises par l'Union européenne et celles mises en œuvre par les associations de consommateurs.

En conclusion, les habitants des zones peu ou moyennement urbanisées se disent mieux informés que leurs concitoyens au sujet des opérations destinées à protéger l'environnement conduites tant par les pouvoirs publics locaux, nationaux ou européens, que par les associations de protection de l'environnement.

1.5 EVOLUTION DES ATTITUDES

Il s'agit, à nouveau, d'une nouvelle question, par définition non accompagnée d'une analyse évolutive.

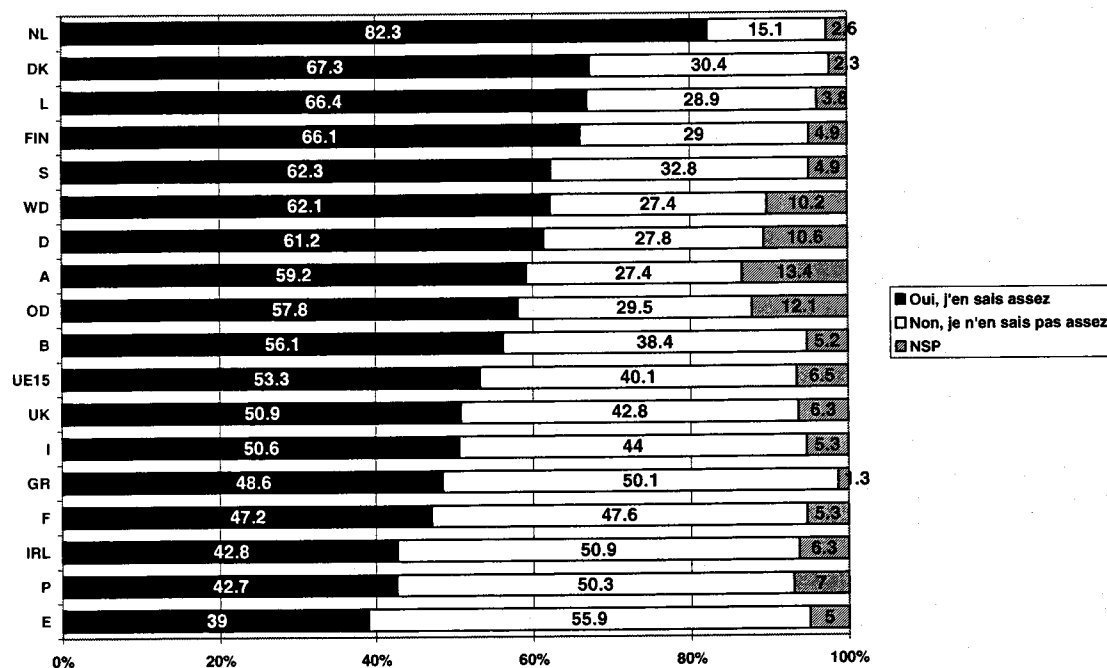
2. UN EUROPÉEN SUR DEUX SAIT CE QU'IL DOIT FAIRE POUR CONTRIBUER À PROTÉGER L'ENVIRONNEMENT

2.1 ANALYSE À L'ÉCHELLE DE L'EUROPE

Cinquante-trois pour cent des Européens déclarent en savoir assez pour protéger l'environnement dans leurs actions quotidiennes, contre quarante pour cent qui avouent ne pas disposer de cette connaissance et six pour cent qui s'abstiennent de répondre.

Les résultats à cette question varient substantiellement d'un pays à l'autre. Ainsi, l'écart entre le plus et le moins au fait des Etats est de plus de quarante points. Deux fois moins de citoyens en Espagne qu'aux Pays-Bas disent en savoir assez à ce propos (39% contre 82%).

« En savez-vous assez sur ce que vous devez faire dans votre vie quotidienne pour contribuer à protéger l'environnement ? » (Q.10, chiffres EU15 et par pays)



2.2 ANALYSE PAR PAYS

Outre l'Espagne, se placent également en dessous de la moyenne européenne le Portugal, l'Irlande, la France, la Grèce, l'Italie et le Royaume-Uni.

L'écart entre le mieux informé des Quinze, les Pays-Bas, et celui qui le suit immédiatement, le Danemark, est important (15 points) et singularise encore plus sa position.

Dépassent le seuil des 60 % : l'Allemagne, la Suède, la Finlande, le Luxembourg et le Danemark.

De manière générale, ce sont les pays qui se déclarent les mieux informés sur les problèmes environnementaux en général qui déclarent savoir comment contribuer dans leur vie quotidienne à la protection de l'environnement.

2.3 ANALYSE PAR VARIABLES SOCIODÉMOGRAPHIQUES

Ceux qui disent en savoir assez se comptent principalement parmi les hommes, les cadres, les plus instruits des Européens. Cette connaissance déclarée augmente également proportionnellement au revenu et au niveau d'instruction.

2.4 ANALYSE PAR DEGRÉ D'URBANISATION

C'est dans les villes de petite ou moyenne taille que l'on enregistre la plus forte proportion d'habitants qui estiment en savoir assez pour contribuer à protéger l'environnement dans leur vie quotidienne. A l'inverse, c'est dans les zones rurales que se note le score le plus faible.

2.5 EVOLUTION DES ATTITUDES

Il s'agit d'une nouvelle question, non suivie d'une analyse évolutive.

3. LES CANAUX DE COMMUNICATION

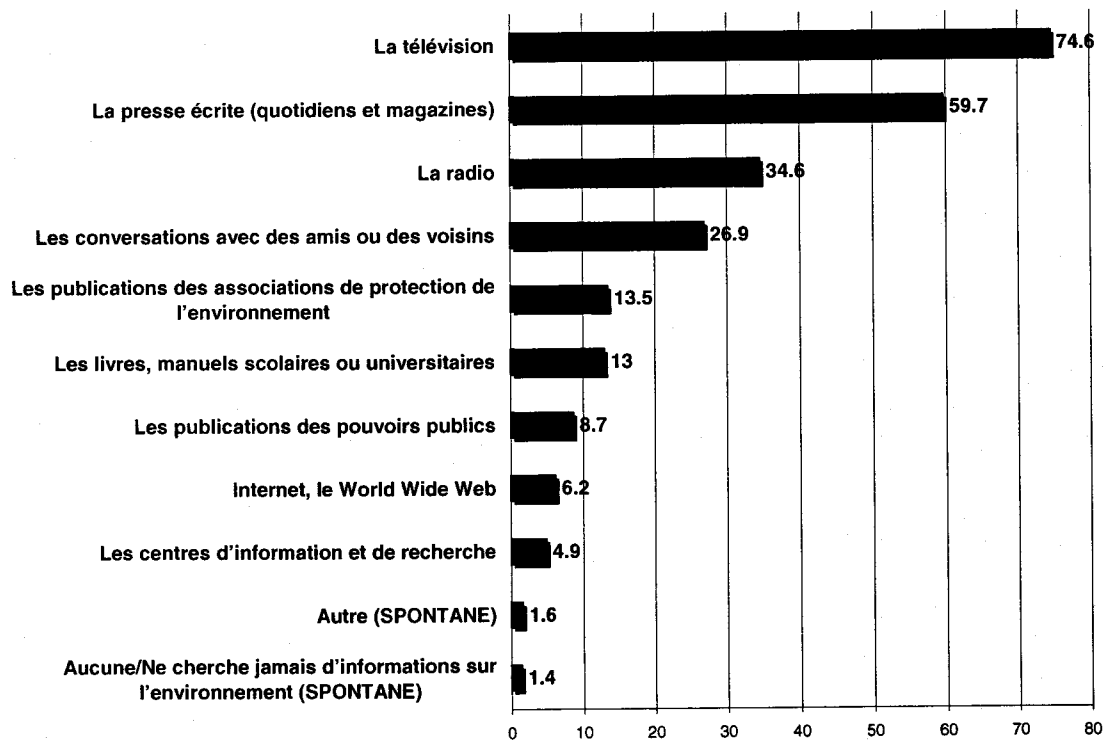
3.1 ANALYSE À L'ÉCHELLE DE L'EUROPE

Les mass media se révèlent être les canaux de communication primordiaux dans l'obtention d'informations portant sur l'environnement. Le bouche-à-oreille n'est, cependant, pas à négliger non plus, puisque les « conversations avec des amis ou des voisins » arrivent en quatrième position, juste après la télévision, la presse écrite et la radio.

Viennent ensuite les publications des associations de consommateurs, presque à égalité avec les livres, les manuels scolaires ou universitaires.

Les publications des pouvoirs publics ne recueillent que 9 % de suffrages. L'Internet, bien entendu, tributaire, au même titre que la télévision ou la radio, du taux de pénétration de la technologie associée, se révèle être une source d'information qui, bien que minoritaire, enregistre plus de scores que les centres d'information et de recherche.

« Quand vous désirez obtenir des informations sur l'environnement, lesquelles des sources suivantes utilisez-vous ? »
(Q.11, en %, chiffres EU15)



3.2 ANALYSE PAR PAYS

La télévision, la radio et la presse écrite forment, dans tous les pays, sauf un, l'Italie, le trio de tête. En Autriche, en Suède et en Finlande, cependant, l'ordre des deux premiers canaux est inversé.

Les conversations avec des amis ou des membres de la famille arrivent en quatrième position dans tous les pays sauf en Italie, où elles occupent la troisième place. Dans cet Etat, l'ordre se lit : télévision, presse, conversations, radio.

3.3 ANALYSE PAR VARIABLES SOCIODÉMOGRAPHIQUES

La structure sociodémographique des personnes ayant désigné la presse écrite et la radio comme sources d'information sur l'environnement est fort semblable : on y trouve surtout des hommes, des cadres, des personnes ayant un niveau de revenus et d'instruction élevés. La désignation de ces sources augmente proportionnellement à ces deux dernières variables.

La télévision est moins utilisée comme source d'information par les plus jeunes, les tranches supérieure et inférieure de revenus, les moins et les plus instruits. Elle est plus utilisée, par contre, par les employés et les personnes ayant un niveau d'instruction moyen.

On discute plus de questions liées à l'environnement avec des amis ou des voisins parmi les jeunes gens et les plus jeunes des adultes, parmi les cadres et les employés et dans les deux tranches supérieures de revenus. La propension à discuter de ces questions augmente avec le niveau d'instruction.

Les publications des associations de protection de l'environnement sont signalées par les personnes de quarante à cinquante-quatre ans, par les plus instruits, les cadres et les plus aisés.

Quant aux livres, manuels scolaires ou universitaires, ils sont plus employés comme source d'information par les plus jeunes, les plus instruits, les cadres et les plus aisés de nos concitoyens.

3.4 ANALYSE PAR DEGRÉ D'URBANISATION

C'est toujours dans les zones rurales que s'enregistrent les proportions les plus faibles attribuées aux différents canaux de communication envisagés. Elles sont rejointes par les petites ou moyennes agglomérations en ce qui concerne la télévision et les conversations avec des amis ou des voisins.

A l'inverse, c'est quasi toujours dans les métropoles que l'on remarque les proportions les plus élevées de suffrages attribués aux divers canaux de communication. Elles sont rejointes à trois reprises par les villes de taille modeste, au sujet des publications d'organisations de protection de l'environnement, des livres ou manuels scolaires ou universitaires et de l'Internet, et dépassées une seule fois par ces dernières au sujet des publications des pouvoirs publics.

3.5 EVOLUTION DES ATTITUDES

Comme il s'agit d'une nouvelle question, une analyse évolutive n'a pas de raison d'être.

4. UN EUROPÉEN SUR DEUX FAIT CONFIANCE AUX ORGANISATIONS DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

4.1 ANALYSE À L'ÉCHELLE DE L'EUROPE

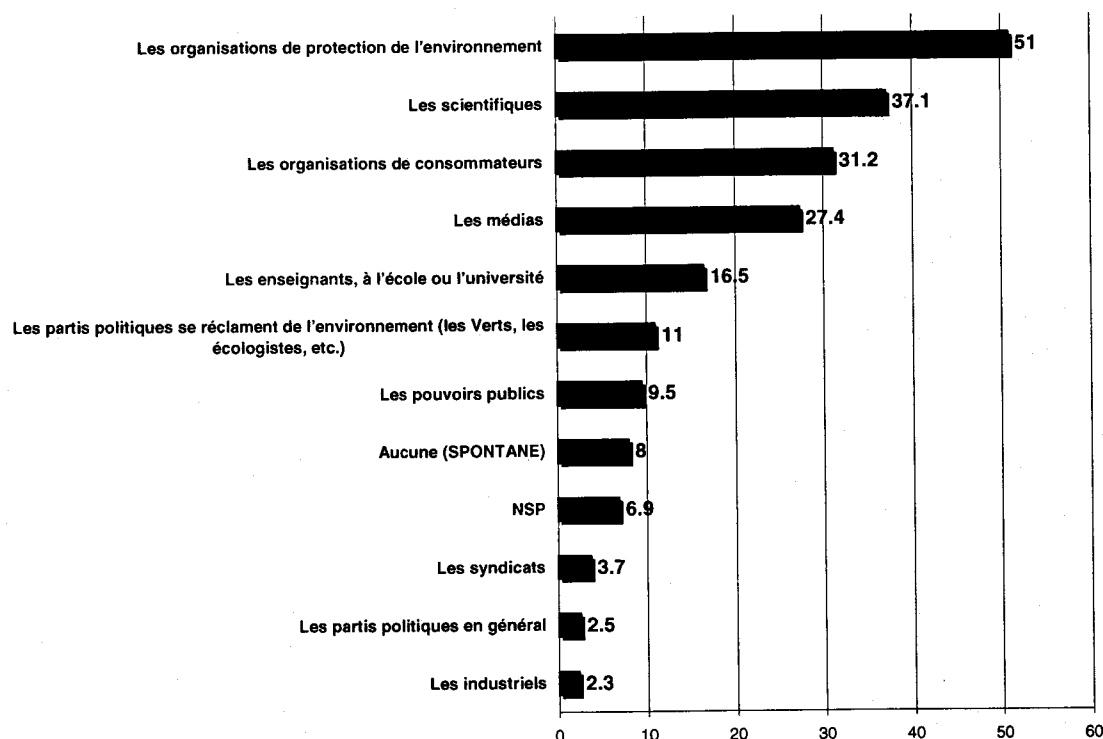
Loin devant les autres sources d'information, ce sont aux organisations de protection de l'environnement que la plus grande proportion d'Européens témoigne sa confiance.

Plus d'un tiers de l'opinion publique donne son crédit aux scientifiques, un peu moins d'un tiers aux organisations de consommateurs et un peu plus du quart aux médias.

Les enseignants recueillent 17 % des suffrages, tandis que les partis politiques qui se réclament de l'environnement engendrent un plus vaste sentiment de confiance que les partis politiques en général (on trouve neuf points d'écart entre ces derniers).

Les syndicats, les partis politiques en général et les industriels sont relégués à la borne inférieure de cette échelle.

« Parmi les sources d'informations suivantes, quelles sont celles auxquelles vous faites confiance sur les questions d'environnement ? » (Q.12, en %, chiffres EU15)



4.2 ANALYSE PAR PAYS

Les organisations de protection de l'environnement arrivent en première position dans tous les Etats membres, sauf au Danemark, où elles sont supplantées par les organisations de consommateurs, en Finlande et en Suède, où elles sont dépassées par les scientifiques.

Ces derniers se positionnent ainsi, à ces deux exceptions près, toujours en deuxième ou troisième position dans l'échelle des votes de confiance.

Les médias occupent une deuxième place en Belgique, en Espagne et au Portugal, et une troisième place en Grèce, en Irlande, en Italie, en Autriche et en Finlande.

Récoltant entre 19 % et 35 % de suffrages, en quatrième position, on distingue :

- Les organisations de consommateurs : en Belgique, en Espagne, en Italie, au Portugal et en Finlande ;
- Les pouvoirs publics : au Danemark ;
- Les médias : en Allemagne, en France, au Luxembourg et aux Pays-Bas ;
- Les enseignants : en Grèce, en Irlande, en Autriche, en Suède, et au Royaume-Uni.

4.3 ANALYSE PAR VARIABLES SOCIO-DÉMOGRAPHIQUES

La propension à témoigner sa confiance aux organisations de protection de l'environnement croît avec le niveau d'instruction et de revenu. Ces dernières récoltent les scores les plus élevés parmi les cadres et dans toutes les catégories d'âge, sauf dans la plus élevée.

Celle qui consiste à faire confiance aux scientifiques augmente de la même manière avec le degré d'instruction et le niveau de revenus, de manière inversement proportionnelle à l'âge. Elle est la plus marquée parmi les cadres et les hommes.

Les organisations de consommateurs sont désignées par des proportions plus importantes de cadres, de personnes appartenant à la tranche supérieure de revenus, et de celles âgées de quarante à cinquante-quatre ans.

Les médias sont choisis, en plus fortes proportions, par les femmes, les plus âgés, les personnes au foyer et celles disposant de revenus moyens supérieurs et inférieurs.

4.4 ANALYSE PAR DEGRÉ D'URBANISATION

Plus le degré d'urbanisation est élevé, plus importante est la proportion d'individus qui témoignent leur confiance aux organisations de consommateurs, aux organisations de protection de l'environnement, aux partis politiques qui se réclament de l'environnement et aux scientifiques.

Les autres sources d'information récoltent des suffrages comparables quel que soit le degré d'urbanisation.

4.5 EVOLUTION DES ATTITUDES

La version de 1999 a subi des modifications substantielles par rapport à celle de 1995. Alors que la question de l'étude précédente était posée en deux temps, destinés à identifier la source d'information en laquelle les Européens faisaient le plus confiance, puis les autres, celle de 1999 est posée en un seul temps et vise à mettre en évidence les sources d'information auxquelles les citoyens accordent leur confiance.

1999

« Parmi les sources d'informations suivantes, quelles sont celles auxquelles vous faites confiance sur les questions d'environnement ? »

1995

« A présent, je voudrais vous demander quelles sources d'information, à votre avis, disent la vérité en ce qui concerne l'état de l'environnement.

- a) Veuillez choisir, dans cette liste, la source en laquelle vous avez le plus confiance.
- b) Veuillez également indiquer quelles autres sources, selon vous, donnent la vérité à propos de l'état de l'environnement. »

Outre ces changements radicaux dans la formulation des questions, on relève des modifications dans la batterie d'items présentés.

Les organisations professionnelles de tourisme ne font plus partie de la batterie d'items, les partis politiques ont été scindés en deux items distincts, « les partis politiques en général » et « les partis politiques qui se réclament de l'environnement », « l'industrie » est devenue « les industriels », la réponse « personne » est devenu « aucune », permise uniquement en spontané. Les autres items n'ont pas été remaniés.

A nouveau, pour les mêmes raisons que dans les sections précédentes, nous nous bornerons à mettre en rapport l'ordre obtenu par les différents items en 1995 et 1999.

- Les trois premiers items occupent la même position dans les deux études. Les organisations de protection de l'environnement, les scientifiques et les organisations de consommateurs arrivent donc en tête des sources d'information les plus fiables.
- Les médias passent de quatrième en cinquième position et prennent la place de l'item « personne », qui arrive dans sa nouvelle forme (c'est-à-dire « aucune (source) ») en huitième place.
- Les enseignants montent également d'un échelon (de numéro 6 à numéro 5), les pouvoirs publics perdent une place, supplantés par les partis politiques qui se réclament de l'environnement.
- Les syndicats, les partis politiques (en général) et les industriels conservent leur place en fin de peloton.

5. SIX EUROPÉENS SUR DIX NE FONT AUCUN EFFORT POUR S'INFORMER SUR L'ENVIRONNEMENT

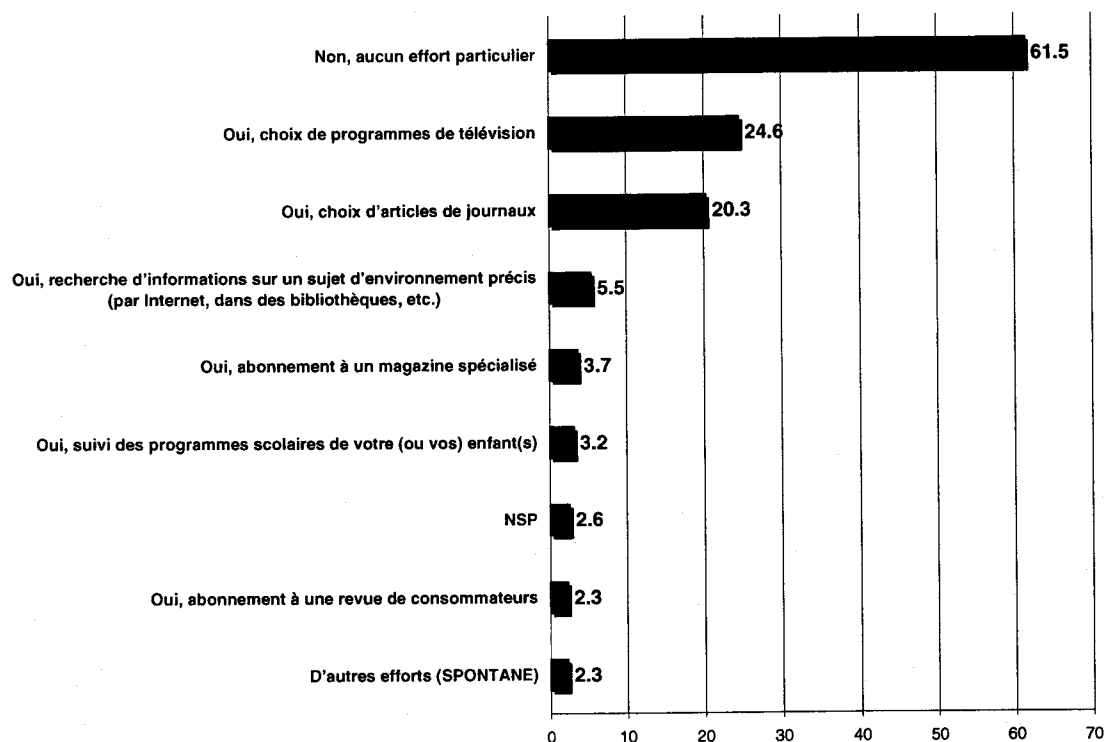
5.1 ANALYSE À L'ÉCHELLE DE L'EUROPE

Quand il s'agit, non plus de recevoir les informations diffusées par les mass media ou dans les cercles sociaux de la personne, mais bien de faire des efforts particuliers pour s'informer sur des questions ayant trait à l'environnement, les Européens avouent leur manque d'initiative : 62 % déclarent, en effet, n'en faire aucun.

Un quart des citoyens choisit ses programmes de télévision, et un cinquième ses articles de journaux en fonction de l'intérêt qu'ils manifestent pour l'environnement.

Les autres options ne recueillent que des scores faibles ou marginaux.

« Faites-vous des efforts particuliers pour vous informer sur l'environnement ? (SI OUI) Lesquels ? »
(Q.13, en %, chiffres EU15)



5.2 ANALYSE PAR PAYS

On trouve en tête des pays dont les citoyens déclarent ne faire aucun effort particulier pour s'informer sur des questions relatives à l'environnement, l'Irlande (75 %), l'Espagne (74 %), le Royaume-Uni (73 %), le Portugal (72 %) et la Grèce (72 %).

Le score le plus bas est noté aux Pays-Bas (26 % !).

Le **choix de programme de télévision** est une réponse plus prisée par les Néerlandais (46 %) et les Allemands (36 %).

C'est également vrai en ce qui concerne le **choix d'articles de journaux** (Pays-Bas : 40 %, Allemagne : 30 %).

La recherche d'information sur un sujet précis et l'abonnement à un magazine spécialisé recueillent leur meilleur score, à nouveau, aux Pays-Bas (15 %, contre une moyenne européenne de 6 % dans le premier cas et de 4 % dans le second).

5.3 ANALYSE PAR VARIABLES SOCIO-DÉMOGRAPHIQUES

Ceux qui déclarent ne pas faire d'efforts sont plus représentés par les plus âgés, les moins instruits, les personnes au foyer et les pensionnés. Cette tendance augmente de manière inversement proportionnelle aux revenus.

Par contre, ceux qui cherchent activement des informations sur l'environnement par le biais de programmes spécifiques de télévision et d'articles de journaux sont plus représentés par les personnes de quarante à cinquante-quatre ans et par les cadres. La disposition à s'informer de cette manière augmente avec le niveau d'instruction et de revenus.

5.4 ANALYSE PAR DEGRÉ D'URBANISATION

Plus le degré d'urbanisation est faible, plus l'on a tendance à affirmer ne faire aucun effort pour s'informer sur l'environnement.

Les proportions croissent parallèlement au degré d'urbanisation pour ce qui est du choix d'articles de journaux et de programmes de télévision.

5.5 EVOLUTION DES ATTITUDES

Il s'agit, à nouveau, d'une nouvelle question, non adjointe d'une analyse évolutive.

CHAPITRE VI

L'ACTION DES POUVOIRS PUBLICS

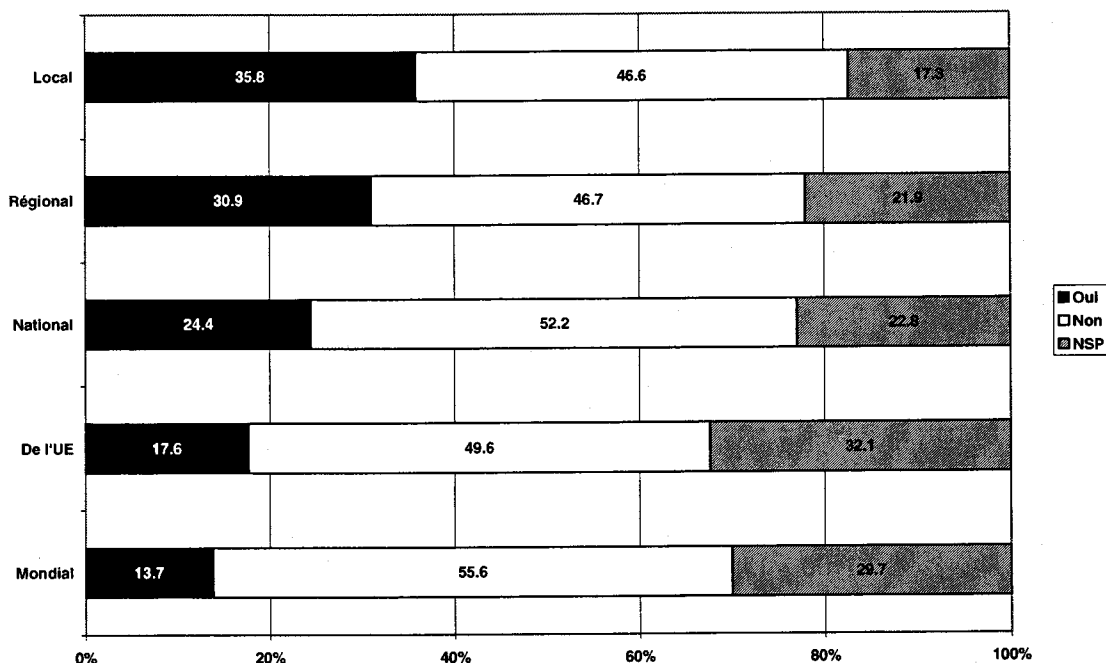
Entre l'étude de 1995 et celle décrite dans le présent rapport, un événement majeur s'est produit à l'échelle des pouvoirs publics puisque 152 nations ont accepté la Charte Internationale du Changement climatique¹ à Kyoto le 11 décembre 1997 aux termes de laquelle l'Union européenne devra réduire, de 2008 à 2012, l'émission des gaz contribuant à l'effet de serre de 8 % par rapport aux niveaux de 1990, les Etats-Unis de 7 % et le Japon de 9 %. Il n'est pas exclu que cet événement, largement répercuté par les médias ait pu avoir une influence sur les résultats présentés ici.

1. LEUR EFFICACITÉ

1.1 ANALYSE À L'ÉCHELLE DE L'EUROPE

Une évidence, quel que soit le niveau considéré, la proportion d'Européens qui répond par la négative à la question de savoir si l'action des pouvoirs publics est efficace pour protéger l'environnement est toujours supérieure à celle des citoyens qui pensent que cette action est efficace. Plus particulièrement, entre 47 % et 56 % des citoyens déclarent que les actions menées aux niveaux local, régional, national, de l'Union européenne ou mondial ne sont pas efficaces et entre 17 % et 32 % répondent qu'ils n'en savent rien.

« Selon vous, les pouvoirs publics agissent-ils efficacement pour protéger l'environnement au niveau ... ? »
(Q.14.a, chiffres EU15)



A ce propos, il faut relever le fait que le taux de « NSP » est le plus faible pour ce qui est de l'action des pouvoirs publics au niveau local, qu'il augmente de quelques points aux niveaux régional ou national, puis fait un bond considérable pour ce qui est des niveaux de l'Union européenne ou mondial.

¹ Cette Charte n'a, cependant, pas été favorablement accueillie par tous les protagonistes car les buts qu'elle fixe sont, dans le cas de nombreux pays industrialisés, inférieurs à ce que les gouvernements nationaux ou européen avaient en vue. Ainsi, le gouvernement allemand avait décidé de parvenir, entre 1997 et 2005 à une réduction des émissions de dioxyde de carbone de 25 % et l'Union européenne de 15 %.

En outre, elle prévoit l'octroi de crédits d'émission à des pays investissant dans certains projets écologiques dans d'autres pays, latitude considérée par certains comme une arme à double tranchant.

De plus, la Chine, second émetteur de dioxyde de carbone au monde, a refusé de réduire ses émissions avant d'avoir atteint un niveau d'industrialisation suffisant, c'est-à-dire probablement pas avant une cinquantaine d'années.

On peut donc poser l'hypothèse que plus l'on s'éloigne donc de l'environnement de la personne, moins sa connaissance des actions entreprises par les pouvoirs publics est grande.

Ce sont aussi les niveaux local et régional qui enregistrent le plus faible taux de réponses négatives, tandis que le niveau mondial reçoit la plus forte proportion de telles réponses.

L'action des pouvoirs publics au niveau de l'Union européenne recueille un taux de réponses négatives moins important que l'action des pouvoirs publics au niveau national.

Qu'en est-il de ces proportions lorsque l'on recalcule les pourcentages uniquement sur base des réponses « effectives », c'est à dire à l'exclusion des réponses « Ne sait pas » ?

L'opinion des Européens est plus tranchée : plus le niveau de responsabilité est éloigné du local, moins on croit en leur efficacité.

1.2 ANALYSE PAR PAYS

C'est au Danemark et en Autriche que les actions des pouvoirs publics tant au niveau local que régional sont les plus favorablement accueillies, tandis que c'est en Grèce et en Italie qu'elles recueillent les scores les plus critiques.

C'est, à nouveau, au Danemark, mais également en Finlande, que les actions des pouvoirs publics au niveau national sont les plus appréciées, tandis que c'est en Grèce et au Portugal, qu'elles le sont le moins.

Les actions des pouvoirs publics au niveau de l'Union européenne sont proportionnellement plus jugées comme efficaces en Irlande, au Luxembourg, en Finlande et au Royaume-Uni, à l'inverse, c'est en Grèce, au Danemark, en Suède et en France qu'elles sont les plus dénigrées.

Enfin, c'est au Royaume-Uni et au Luxembourg, que les actions des pouvoirs publics au niveau mondial sont les mieux perçues, tandis que c'est en Grèce, au Danemark, en France, en Suède et en Finlande qu'elles sont proportionnellement plus jugées inefficaces.

1.3 ANALYSE PAR VARIABLES SOCIODÉMOGRAPHIQUES

Quel que soit le niveau d'action considéré, ceux qui estiment que les pouvoirs publics n'agissent pas efficacement se rallient principalement parmi les hommes, les Européens de 25 à 54 ans, les indépendants et/ou les cadres. Cette impression augmente de manière proportionnelle au niveau d'instruction. Elle est systématiquement la plus faible parmi les personnes disposant des revenus les plus faibles.

1.4 ANALYSE PAR DEGRÉ D'URBANISATION

Quel que soit le niveau d'action considéré, c'est toujours dans les zones faiblement ou moyennement urbanisées que les proportions de citoyens qui pensent que les pouvoirs publics travaillent efficacement à la protection de l'environnement sont les plus élevées².

1.5 EVOLUTION DES ATTITUDES

La version de 1999 comprend deux sous-questions, tandis que celle de 1995 ne comportait qu'une seule question. Seule la première partie de la question de l'étude la plus récente est comparable dans une certaine mesure à celle de l'étude d'il y a quatre ans.

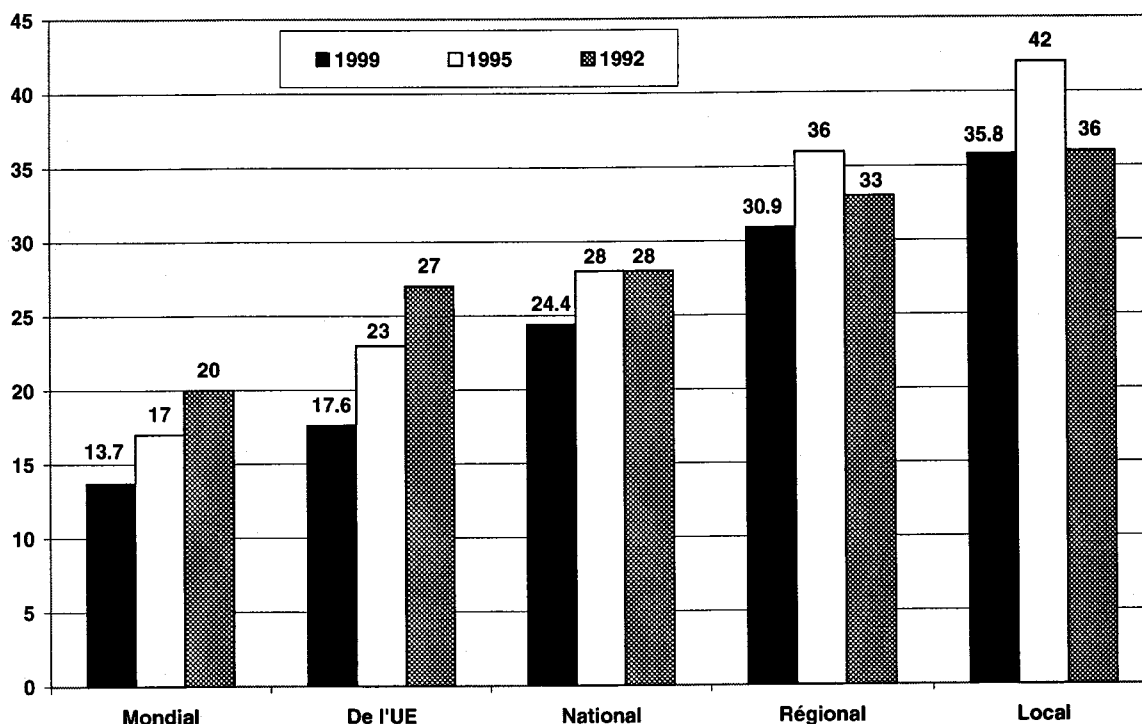
² On ne prend en compte que les réponses « Oui, efficacement » et « Non, pas efficacement », à l'exclusion des réponses « NSP ».

Les cinq niveaux d'action sont les mêmes, mais la formulation de la question a été raccourcie. Elle se lisait : « *Les pouvoirs publics à différents niveaux peuvent agir pour protéger l'environnement. Selon vous, les pouvoirs publics agissent-ils efficacement ou pas... au niveau local, au niveau régional, au niveau national, au niveau de l'Union européenne, au niveau mondial ?* ».

La structure de la question de 1999 étant parfaitement superposable à celle de 1995, nous comparerons ici les pourcentages attribués lors des deux études.

L'ordre des différents niveaux est identique, mais les actions entreprises à chaque niveau perdent systématiquement de leur crédit auprès de l'opinion publique. Ainsi, le niveau local perd 6 points (de 42 % à 36 %), le niveau régional 5 points (de 36 % à 31 %), le niveau national 4 points (de 28 % à 24 %), le niveau de l'Union européenne 5 points (de 23 % à 18 %) et le niveau mondial 3 points (de 17 % à 14 %).

Le graphique ci-dessous présente les résultats des trois dernières études. Il est important de relever le fait que seules les deux dernières sont véritablement comparables, la formulation de la question datant de 1992 étant trop éloignée de celle des questions ultérieures.

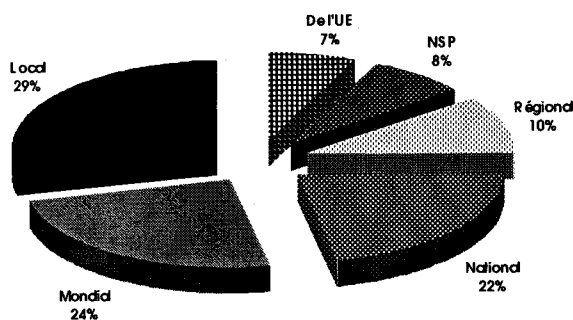


2. LES EUROPÉENS APPELLENT À UNE INTERVENTION ACCRUE DES POUVOIRS PUBLICS

2.1 ANALYSE À L'ÉCHELLE DE L'EUROPE

29 % des Européens estiment que les pouvoirs publics devraient s'engager de manière prioritaire au niveau local, 24 % au niveau mondial, 22 % au niveau national. Les niveaux régional et de l'Union européenne sont les laissés pour compte de ce suffrage puisqu'ils ne récoltent respectivement que 10 % et 7 %.

« Et à votre avis, auquel de ces niveaux les pouvoirs publics devraient-ils s'impliquer le plus pour protéger l'environnement ? » (Q.14.b, chiffres EU15)



L'importance accordée à un engagement accru des pouvoirs publics à l'échelle de la planète corrobore l'hypothèse selon laquelle les Européens perçoivent les problèmes environnementaux comme globaux.

2.2 ANALYSE PAR PAYS

L'analyse par Etat membre révèle que :

- le **niveau local** recueille plus de vingt pour cent des votes dans l'ensemble des Etats membres,
- le **niveau régional** collecte entre 4 % (en Suède) et 12 % (en Grèce, Autriche et Allemagne),
- le **niveau national**, entre 16 % (au Luxembourg et en Autriche) et 32 % (aux Pays-Bas),
- le **niveau de l'Union européenne**, entre 5 % (au Royaume-Uni) et 15 % (aux Pays-Bas),
- le **niveau mondial**, entre 11 % (en Irlande) et 37 % (au Danemark).

On constate que tant le niveau régional que le niveau de l'Union européenne ne sont pas fondamentalement perçus par les citoyens des différents Etats membres comme des protagonistes de taille dans cette compétition. Leur engagement semble moins pertinent que celui des autres niveaux.

2.3 ANALYSE PAR VARIABLES SOCIODÉMOGRAPHIQUES

Parmi les personnes qui pensent que le premier niveau auquel les pouvoirs publics devraient prêter une attention accrue est le niveau local, on observe plus de femmes, de personnes âgées de cinquante-cinq ans et plus, de pensionnés, de personnes au foyer et d'indépendants, et de la tranche de revenus la plus basse.

Au sein de celles qui croient que c'est le niveau régional qui devrait devenir un domaine d'action prioritaire, on note plus de femmes et de personnes sans emploi.

Dans le groupe des personnes qui estiment que le niveau national mériterait cette attention, on enregistre plus d'hommes et de pensionnés.

Dans celui des personnes qui désignent le niveau de l'Union européenne, on répertorie plus d'hommes, de personnes de 40 à 54 ans et de citoyens disposant des revenus les plus élevés.

Dans le groupe des personnes qui identifient le niveau mondial comme un niveau prioritaire, on trouve plus de jeunes de 15 à 24 ans et d'adultes de 25 à 39 ans, de personnes ayant un niveau d'instruction élevé, de cadres et d'employés. Cette tendance est une fonction du revenu.

2.4 ANALYSE PAR DEGRÉ D'URBANISATION

Plus le degré d'urbanisation est faible, plus les citoyens estiment que c'est au niveau local que les pouvoirs publics devraient intensifier leurs efforts.

C'est dans les zones rurales que l'on trouve proportionnellement le moins de personnes qui considèrent que c'est au niveau mondial que les pouvoirs publics devraient s'engager davantage pour protéger l'environnement.

2.5 EVOLUTION DES ATTITUDES

Comme il s'agit d'une nouvelle question, une analyse évolutive n'a pas de raison d'être.

CHAPITRE VII

LES EUROPÉENS ET LEUR CONTRIBUTION FINANCIÈRE À LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

1. LES EUROPÉENS SONT PRÊTS À SACRIFIER UNE PART DE LEUR BUDGET POUR L'ENVIRONNEMENT

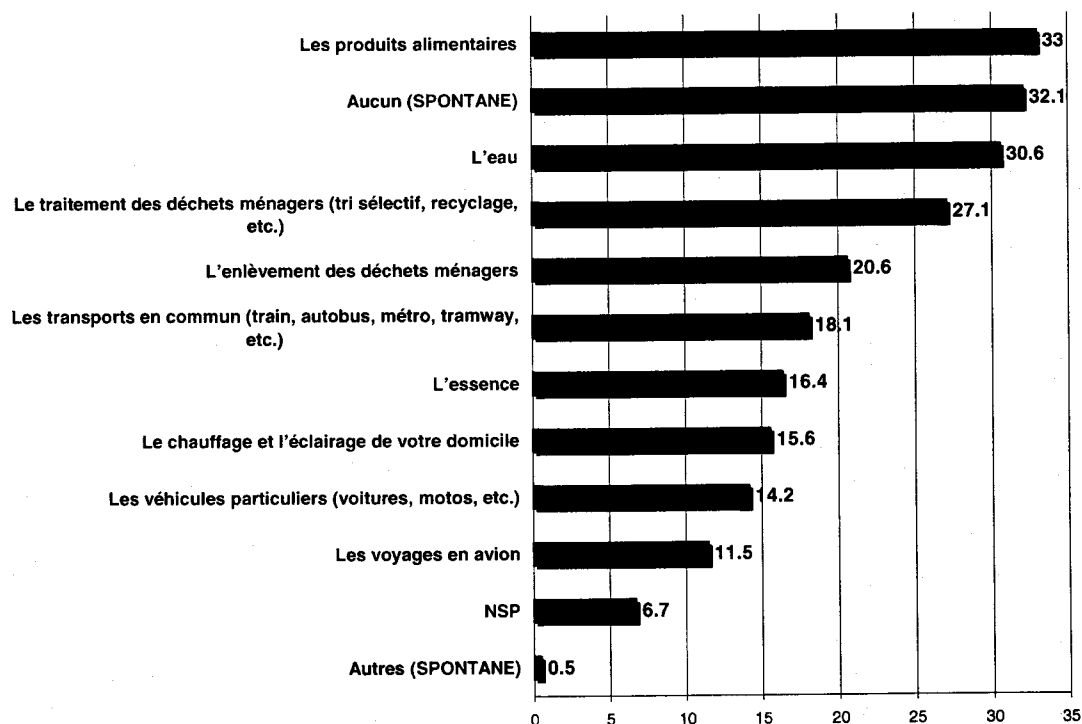
1.1 ANALYSE À L'ÉCHELLE DE L'EUROPE

La question comportait deux niveaux. Alors que le premier était destiné à identifier les produits ou services pour lesquels les Européens se déclaraient prêts à payer plus que ce qu'ils paient actuellement pour qu'ils nuisent moins à l'environnement, le deuxième niveau visait à mesurer, pour chaque produit ou service cité, la limite de cette participation financière.

Ainsi, les Européens se disent prêts à payer plus cher pour acheter des produits plus respectueux pour l'environnement.

Réallouer le budget de son ménage pour contribuer à ce que les produits en vente nuisent moins à l'environnement est un principe qui n'est pas étranger à une majorité de citoyens de l'Union européenne. Un tiers, néanmoins, se refuse à cette idée.

« Parmi les produits et services suivants, pour lesquels seriez-vous prêt à payer un peu plus cher qu'actuellement pour qu'ils nuisent moins à l'environnement ? » (Q.15.a, en %, chiffres EU15)



Les autres identifient les produits ou actions pour lesquels ils se disent prêts à payer plus que ce qu'ils paient actuellement : les produits alimentaires (33 %), l'eau (31 %), l'enlèvement et le traitement des déchets ménagers (respectivement 27 % et 21 %), les transports en commun (18 %), le carburant, l'éclairage et le chauffage de son domicile (16 % chacun), les véhicules particuliers (14 %) et les voyages en avion (12 %).

Au sein des personnes ayant identifié un ou plusieurs produits ou services pour lesquels ils seraient prêts à payer plus cher pour qu'ils soient plus respectueux de l'environnement, la majorité accepterait de payer 10 % ou moins³. Cette majorité est surtout représentée par les personnes de 55+ ans, sauf pour les transports en commun et les voyages en avion ; les pensionnés ou les travailleurs manuels. Elle est le moins représentée par les plus instruits et ceux disposant des revenus les plus élevés.

1.2 ANALYSE PAR PAYS ET PAR VARIABLES SOCIODÉMOGRAPHIQUES

Examinons au cas par cas les opinions exprimées pour chaque produit ou service et retenons d'emblée que la prédisposition à payer plus augmente de manière proportionnelle au revenu.

Les produits alimentaires

Ce sont le Danemark et la Grèce qui se placent en bas de l'échelle, avec respectivement 56 % et 62 %, tandis que l'autre borne est prise par le Portugal (79 %) et l'Irlande (82 %).

On relève dans ce groupe plus de femmes, de personnes de 40-54 ans, de celles ayant un niveau d'instruction supérieur et de cadres.

Les « Réfractaires »

La Belgique (47 %) et le Portugal (43 %) se montrent clairement plus « réfractaires » que les autres, suivis (précédés, devrait-on dire) dans cette attitude par les nouveaux Länder (53 %).

Se refusent à accepter de payer plus cher pour avoir des produits et services moins nuisibles pour l'environnement des proportions plus importantes de personnes de 55+, de pensionnés et de personnes sans emploi. Notons que cette attitude augmente de manière inversement proportionnelle au revenu et au niveau d'instruction.

L'eau

Le Danemark (59 %) et la Grèce (64 %) occupent la borne inférieure, tandis que la France (81 %) et le Portugal, ainsi que les nouveaux Länder (85 % chacun) se positionnent à l'autre extrême.

On trouve dans ce groupe plus de femmes, de jeunes de 15-24 ans et de personnes de 40-54 ans, de personnes ayant un niveau d'instruction supérieur, de cadres et de personnes au foyer.

Le traitement des déchets ménagers

A la borne inférieure, on retrouve le Danemark qui précède, cette fois-ci, l'Italie (avec 60 % et 67 %), à la borne supérieure, la France et l'Autriche avec (82 %).

Ce groupe est plus représenté par les hommes et les cadres. Cette volonté augmente avec le niveau d'instruction et diminue avec l'âge.

L'enlèvement des déchets

En bas de l'échelle, nous avons toujours le Danemark (61 %), rejoints cette fois par la Finlande (71 %), en haut, l'Irlande et l'Autriche, à égalité avec 84 %.

La prédisposition à payer plus diminue avec l'âge. Elle est la plus importante parmi ceux ayant un niveau d'instruction supérieur et parmi les cadres.

³ Les catégories « 10 % » et « Moins de 10 % » sont combinées dans l'analyse qui suit, car elles réunissent une majorité de votes. En effet, bien que la seconde réponse ne pouvait être donnée que spontanément par les personnes interviewées et ne faisait pas partie des stimuli qui leurs étaient présentés de manière explicite, elle a rassemblé une forte proportion de suffrages. En comparaison, les catégories supérieures (« 20 % », « 30 % » et « +30% (Spontané) ») n'en ont recueilli que fort peu.

Les transports en commun

Le Danemark (62 %) et le Luxembourg (65 %) s'établissent en bas de l'échelle, tandis que le Portugal (84 %) et l'Autriche (90 %) font l'inverse.

Sont plus nombreux à être disposés à payer plus cher pour disposer de transports en communs plus respectueux de l'environnement les jeunes de 15 à 24 ans, les plus instruits et les cadres.

L'essence

Le Danemark (50 %) et la Grèce (67 %) marquent la limite inférieure, le Portugal (79 %) et l'Irlande (83 %), la limite supérieure.

Les caractéristiques sociodémographiques sont semblables à celles relevées pour le traitement des déchets ménagers.

L'éclairage et le chauffage de son domicile

Les trois pays scandinaves se placent à la borne inférieure, (Danemark, 63 %, Suède et Finlande, 69 %), tandis que l'Allemagne (83 %) et l'Autriche (89 %) se situent à l'opposé.

On trouve sous cette rubrique plus de jeunes de 15 à 24 ans, de personnes ayant un niveau d'instruction supérieur et de cadres.

Les véhicules particuliers

Les deux mêmes Etats occupent l'extrémité supérieure avec 82 %, tandis que l'on retrouve le Danemark et la Finlande à l'autre bout de l'échelle, avec 57 % et 62 %.

Les caractéristiques sociodémographiques sont semblables à celles relevées pour le traitement des déchets ménagers.

Les voyages en avion

Les Pays-Bas (46 %) et les trois pays du nord de l'Europe (Finlande, 52 %, Danemark, 53 %, et Suède, 66 %) se situent à la borne inférieure, tandis que l'on distingue le Portugal (82 %) et la France (87 %) à la borne supérieure.

Seraient plus enclins à payer plus cher pour disposer de voyages en avion plus respectueux de l'environnement les Européens de 25 à 54 ans, les plus instruits et les cadres.

1.3 ANALYSE PAR DEGRÉ D'URBANISATION

Les opinions sont comparables quel que soit le degré d'urbanisation pour la moitié des produits ou services présentés. Concentrons notre attention là où se marquent les différences : dans la moitié des cas, les proportions les plus élevées sont enregistrées dans les villes de taille petite ou moyenne. C'est ainsi le cas du traitement des déchets ménagers, de l'essence, des transports en commun, pour lesquels, en parallèle, les pourcentages les plus faibles sont notés dans les grandes villes, et des véhicules particuliers ainsi que du chauffage et de l'éclairage du domicile de la personne pour lesquels les plus faibles pourcentages sont observés tant dans les grandes villes que dans les zones rurales.

Dans deux tiers des cas, c'est dans les métropoles que plus de gens se disent prêts à payer au maximum 10 % de plus que ce qu'ils paient actuellement pour disposer de produits ou services plus respectueux de l'environnement.

Les exceptions :

- L'essence, pour laquelle les résultats sont comparables à travers les diverses catégories ;
- Les véhicules particuliers, pour lesquels la proportion la plus faible est notée dans les métropoles et les grandes villes et la plus forte dans les zones rurales ;
- Les voyage en avion, pour lesquels la proportion la plus importante est recueillie dans les zones les moins urbanisées.

2. LES EUROPÉENS SE DISENT ÉCONOMES

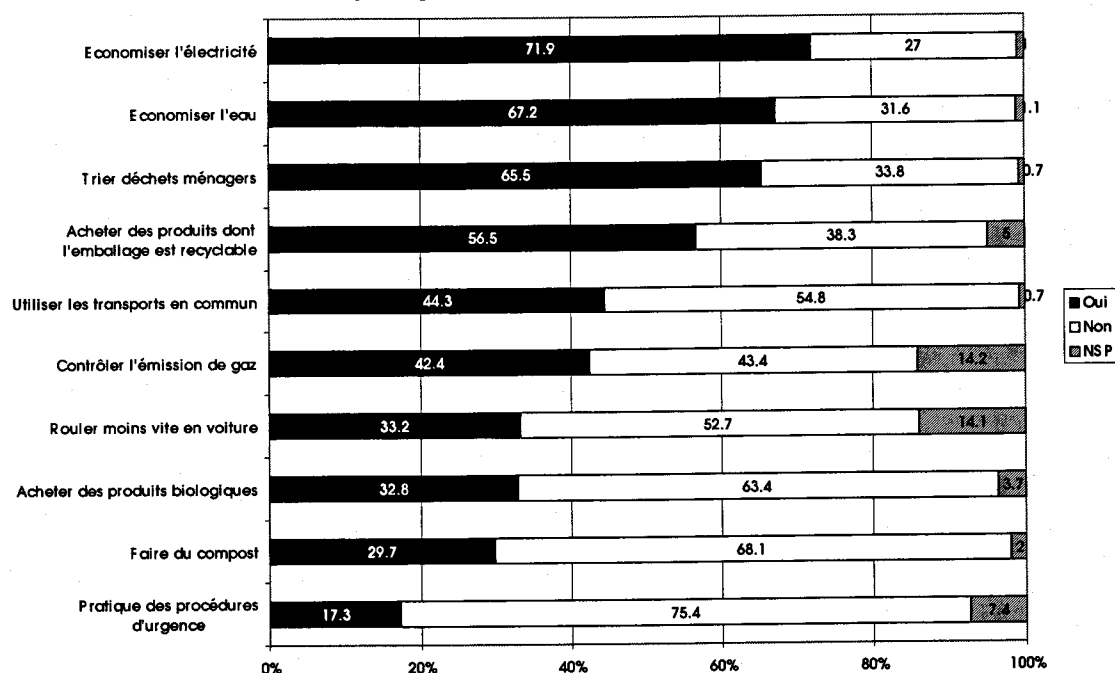
2.1 ANALYSE À L'ÉCHELLE DE L'EUROPE

Economiser l'eau (67 %) et l'électricité (72 %) ou encore participer à l'effort de recyclage aussi, qu'il s'agisse de trier les déchets ménagers (66 %) ou d'acheter des produits dont l'emballage est recyclable (57 %) font partie des actions régulièrement mises en œuvre par les citoyens européens.

Les transports occupent également une place importante dans ces actions qu'il s'agisse d'utiliser les transports en commun (44 %) ou de contrôler l'émission de gaz carbonique de son véhicule (42 %).

Les autres actions telles que rouler moins vite en voiture, acheter des produits biologiques, faire du compost et pratiquer les procédures d'urgence obtiennent un succès moindre (respectivement 33 %, 32 %, 30 %, 17 %).

« Faites-vous, de façon régulière, les actions suivantes ? » (Q.16, chiffres EU15)



2.2 ANALYSE PAR PAYS

Pour chaque action envisagée, que nous reprenons dans le même ordre que ci-dessus, le top trois (exceptionnellement élargi à quatre ou réduit à deux) des Etats membres dont les citoyens déclarent mettre en œuvre ces actions est le suivant :

ACTIONS	TOP TROIS
Economiser l'eau	Danemark, Allemagne, Pays-Bas
Economiser l'électricité	Pays-Bas, Allemagne, Portugal
Trier les déchets ménagers	Allemagne, Autriche, Belgique, les Pays-Bas
Acheter des produits dont l'emballage est recyclable	Suède, Pays-Bas, Luxembourg
Utiliser les transports en commun	Grèce, Espagne, Portugal, Luxembourg
Contrôler l'émission de gaz de son véhicule	Allemagne, Luxembourg, Autriche
Rouler moins vite en voiture	Luxembourg, France
Acheter des produits biologiques	Danemark, Autriche, Suède
Faire du compost	Allemagne et Autriche
Pratiquer les procédures d'urgence	Danemark, Autriche, Luxembourg

L'Allemagne apparaît cinq fois dans le trio de tête, de même que l'Autriche et le Luxembourg, les Pays-Bas, quatre fois, le Danemark trois. Les citoyens des Pays-Bas, de même que les citoyens allemands, se distinguent dans les actions qui entraînent des économies ou le recyclage.

2.3 ANALYSE PAR VARIABLES SOCIO-DÉMOGRAPHIQUES

Economiser l'eau et Economiser l'électricité

Ces actions sont mises en œuvre par plus de femmes, de pensionnés et de personnes au foyer, ainsi que par les moins instruits et les plus instruits de nos concitoyens. La propension à réaliser ces économies augmente avec l'âge, et de manière inversement proportionnelle au revenu.

Trier les déchets ménagers, Acheter des produits dont l'emballage est recyclable, Acheter des produits biologiques

Ces gestes sont plus l'œuvre de femmes, de personnes de 40 ans ou plus, de cadres et d'employés. Ils augmentent proportionnellement au niveau d'instruction et de revenus.

Utiliser les transports en commun

On dénombre sous cette rubrique plus de femmes, de jeunes de quinze à vingt-quatre ans, de personnes sans emploi et de personnes au foyer, d'Européens ayant un niveau d'instruction faible. Le fait d'utiliser les transports en commun augmente de manière inversement proportionnelle au revenu.

Contrôler l'émission de gaz de son véhicule, Rouler moins vite en voiture et Pratiquer les procédures d'urgence

Ces actions sont principalement mises en œuvre par les hommes, les personnes de 40-54 ans, les cadres. Elles croissent de manière proportionnelle au niveau d'instruction et de revenus.

Faire du compost

Ce travail est plus le fait de cadres et de pensionnés, de personnes ayant un niveau d'éducation moyen ou supérieur. La tendance à l'effectuer augmente avec l'âge et avec le niveau de revenus.

2.4 ANALYSE PAR DEGRÉ D'URBANISATION

Plus le degré d'urbanisation est grand, plus les proportions de suffrages sont importantes pour ce qui est :

- du tri des déchets ménagers ;
- de l'utilisation des transports en commun ;
- et du contrôle du niveau d'émission de gaz des véhicules.

A l'inverse, plus il est faible, plus on affirme faire du compost avec ses déchets végétaux ou ménagers, et rouler moins vite en voiture.

Proportionnellement plus d'habitants de villes petites ou moyennes disent acheter des produits biologiques (à la borne inférieure, on trouve les habitants des zones rurales) et pratiquer les procédures d'urgence (les mêmes pourcentages sont obtenus dans les deux autres types d'agglomération). Proportionnellement moins d'habitant des zones rurales déclarent acheter des produits dont l'emballage est recyclable.

2.5 EVOLUTION DES ATTITUDES

Il s'agit, encore une fois, d'une nouvelle question, qui ne peut, par définition, faire l'objet d'une analyse évolutive.

CHAPITRE VIII

LES SOLUTIONS AUX PROBLÈMES ENVIRONNEMENTAUX

1. LES SOLUTIONS AUX PROBLÈMES ENVIRONNEMENTAUX LIÉS À LA POLLUTION

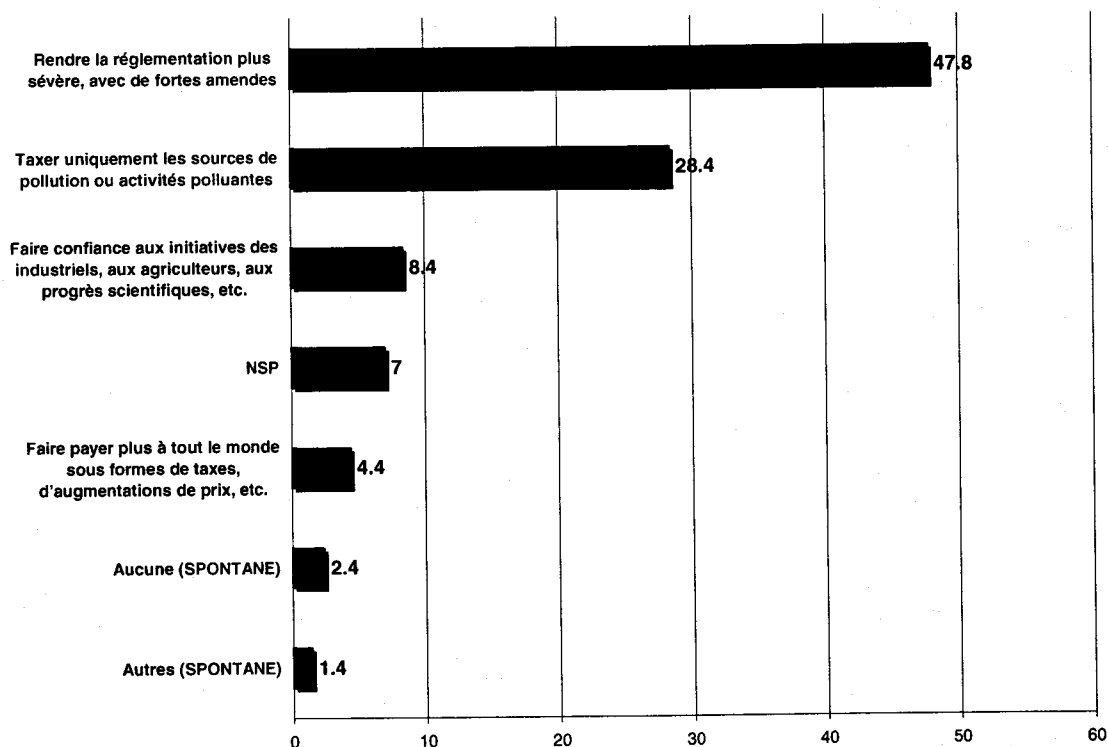
1.1 ANALYSE À L'ÉCHELLE DE L'EUROPE

L'application stricte de lois plus sévères que celles en usage actuellement est la solution préférée par 48 % des Européens, quand il leur est demandé de choisir parmi un ensemble de quatre propositions destinées à contrer les problèmes d'environnement dus à la pollution.

28 % optent pour le fait de taxer uniquement les sources de pollution ou les activités polluantes, tandis que 8 % estiment qu'il convient de faire confiance aux initiatives des industriels, des agriculteurs, aux progrès scientifiques, etc., et 4 % qu'il faudrait une participation de chacun à cet effort, financée par des taxes, une augmentation des prix, etc.

La solution la plus fréquemment citée à l'échelle de l'Union européenne, c'est-à-dire l'application stricte de lois plus sévères que celles en usage actuellement, l'est également à l'échelle des Etats membres, sauf en France, où elle se fait détrôner par le principe du « pollueur-payeur ».

« A votre avis, laquelle de ces démarches permettrait de résoudre le plus efficacement les problèmes d'environnement liés à la pollution ? » (Q.17, en %, chiffres EU15)



1.2 ANALYSE PAR PAYS

Les proportions les plus importantes de votes pour la première option sont récoltées en Irlande, au Royaume-Uni et au Danemark, les plus faibles en France, en Finlande, aux Pays-Bas et en Belgique. Tandis que la deuxième option recueille les votes les plus conséquents en France, en Belgique et aux Pays-Bas (ainsi, incidemment, que dans les nouveaux Länder).

La question visait premièrement à identifier la solution préférée par les Européens, puis était reposée dans les mêmes termes afin d'isoler celle qui la suivait. Cette approche permet d'agrèger les réponses aux deux volets pour obtenir un résultat global. L'analyse de ce dernier révèle que les résultats ne s'écartent pas des conclusions exprimées ci-dessus. Les deux méthodes représentent bien les deux clefs identifiées par les Européens pour enrayer les problèmes d'environnement attribués à la pollution.

1.3 ANALYSE PAR VARIABLES SOCIO-DÉMOGRAPHIQUES

Alors que peu de caractéristiques sociodémographiques nuancent le portrait de ceux qui répondent qu'une réglementation plus sévère serait la meilleure solution pour résoudre les problèmes d'environnement liés à la pollution (en effet, à peine peut-on affirmer que la tranche d'âge 25-39 ans est plus représentée, ainsi que les personnes au foyer, les indépendants et les employés), elles apportent un relief plus prononcé à la deuxième réponse en importance, la taxation des sources de pollution et activités polluantes.

Les hommes se prononcent plus en sa faveur que les femmes, de même que les personnes ayant un niveau d'instruction moyen ou supérieur, les cadres et les personnes appartenant aux deux tranches supérieures de revenus. L'âge intervient peu, si ce n'est dans la mesure où les plus âgés choisissent proportionnellement moins que les autres cette réponse.

1.4 ANALYSE PAR DEGRÉ D'URBANISATION

Les habitants des zones rurales identifient moins que les autres l'application d'une réglementation plus sévère, adjointe de fortes amendes, comme la solution la plus efficace aux problèmes de pollution de l'environnement.

Par contre, ils soutiennent plus que les autres (mais toujours dans de faibles proportions), la solution qui consiste à faire confiance aux initiatives des industriels, des agriculteurs (!), des progrès scientifiques, etc.

1.5 EVOLUTION DES ATTITUDES

Comme il s'agit, une fois de plus, d'une nouvelle question, aucune analyse évolutive ne peut être réalisée.

2. LES SOLUTIONS AUX PROBLÈMES D'ENVIRONNEMENT LIÉS À LA CIRCULATION DANS LES VILLES

2.1 ANALYSE À L'ÉCHELLE DE L'EUROPE

Les répondants étaient invités à choisir parmi une liste de huit manières de résoudre le plus efficacement les problèmes d'environnement celle qu'ils préféreraient, puis la deuxième, et la troisième.

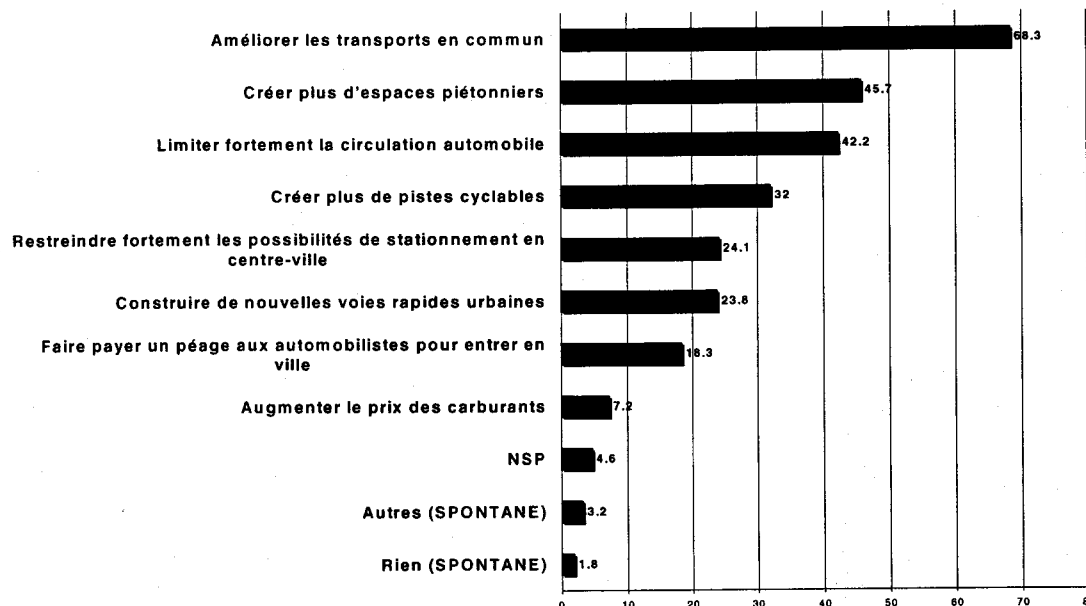
Les résultats de l'analyse du premier volet de cette question révèlent que l'amélioration des transports en commun est plébiscitée par 68 % des répondants, la création d'espaces piétonniers plus nombreux, par 46 %, et la limitation significative de la circulation automobile, par 42 %.

Les autres solutions recueillent des scores moins favorables, bien que la création de pistes cyclables soit également vue d'un bon œil par 32 % des citoyens.

Les solutions fondées sur une participation financière accrue du citoyen, c'est-à-dire le paiement par les automobilistes d'une sorte de droit d'entrée en ville, ainsi que l'augmentation du prix des carburants, sont celles qui rencontrent le moins sa faveur.

Cette question a pris et est destinée à prendre une ampleur considérable lorsque l'on sait que la population urbaine a quintuplé en l'espace d'un siècle. En effet, alors qu'elle ne représentait qu'environ dix pour cent de la population mondiale en 1900, elle en représentera, à l'aube du troisième millénaire, près de 50 %, soit 3.2 milliards d'habitants⁴.

« Et, à votre avis, laquelle de ces démarches permettrait de résoudre le plus efficacement les problèmes d'environnement liés à la circulation automobile dans les villes ? » (Q.18, en %, chiffres EU15)



2.2 ANALYSE PAR PAYS

A l'échelle des Etats membres, ce sont des conclusions similaires qui s'imposent : l'amélioration des transports en commun est un must aux yeux des Européens pour résoudre les problèmes de pollution liés à la circulation automobile.

⁴ Chiffres cités par le Dr Klaus Toepfer, Directeur du programme Environnement des Nations Unies.

Ce n'est qu'en Grèce que cette solution est détrônée par la méthode plus radicale de la limitation significative de la circulation automobile. Au Portugal et en Finlande, cette dernière option se rapproche également sensiblement de la première.

L'agrégation des résultats aux divers volets de cette question nous conforte dans ce que nous avons appris par ailleurs : l'amélioration des transports en commun est désignée comme une démarche essentielle pour limiter la pollution générée par les voitures.

La création d'espaces réservés aux piétons et aux cyclistes, en d'autres termes de lieux interdits à la circulation, est perçue comme pouvant avoir un effet positif sur la réduction de la pollution produite par l'utilisation de carburants, de même que la limitation substantielle de la circulation automobile.

2.3 ANALYSE PAR VARIABLES SOCIODÉMOGRAPHIQUES

Nous allons nous attacher à décrire les caractéristiques sociodémographiques des groupes ayant plébiscité l'amélioration des transports en commun, la création d'espaces piétonniers plus nombreux et la limitation drastique de la circulation automobile.

Le choix de la première option augmente parallèlement au niveau d'instruction et de revenu. C'est parmi les cadres qu'elle présente un pic marqué. Elle est préférée par proportionnellement moins de personnes de cinquante-cinq ans ou plus.

La création de piétonniers est une option clairement préférée par les femmes, les jeunes de 15-24 ans, les personnes ayant un niveau d'instruction moyen, les employés et les personnes au foyer.

La réduction importante de la circulation automobile est adoptée par plus de femmes, de jeunes de 15-24 ans et de personnes de 55+ ans et par les indépendants. Le choix de cette option diminue proportionnellement au revenu.

2.4 ANALYSE PAR DEGRÉ D'URBANISATION

Plus le degré d'urbanisation est grand, plus l'on soutient l'idée de faire payer un péage aux automobilistes qui désirent entrer en ville, et celle d'augmenter le prix des carburants, et plus on demande une amélioration des transports en commun.

A l'inverse, plus il est faible, plus on désire une forte limitation de la circulation automobile et la construction de nouvelles voies rapides urbaines.

C'est dans les villes de petite ou moyenne taille que l'on trouve la proportion la plus forte de citoyens qui voient dans la création de pistes cyclables la solution la plus efficace aux problèmes environnementaux liés à la circulation dans les villes.

2.5 EVOLUTION DES ATTITUDES

Comme la question traitée sous ce chapitre est nouvelle, elle ne peut être accompagnée d'une analyse évolutive.

ANNEXES

QUESTIONNAIRE BILINGUE

- Q.2. a) Voici une liste de choses que certaines personnes disent craindre. Voulez-vous me dire laquelle vous préoccupe le plus ? (MONTRER CARTE - UNE SEULE REPONSE)
 b) Et ensuite ? (MONTRER CARTE - UNE SEULE REPONSE)
 c) Et ensuite ? (MONTRER CARTE - UNE SEULE REPONSE)
 d) Et ensuite ? (MONTRER CARTE - UNE SEULE REPONSE)
 e) Et ensuite ? (MONTRER CARTE - UNE SEULE REPONSE)

LIRE	a) 1ère	b) 2ème	c) 3ème	d) 4ème	e) 5ème
1. La violence	6 1	7 1	8 1	9 1	10 1
2. La pauvreté/l'exclusion sociale	2	2	2	2	2
3. Le chômage	3	3	3	3	3
4. Le sous-développement du Tiers Monde	4	4	4	4	4
5. Les problèmes économiques mondiaux	5	5	5	5	5
6. La dégradation de l'environnement	6	6	6	6	6
7. Le non-respect des droits de l'homme	7	7	7	7	7
8. Les problèmes de santé (SIDA, cancer, épidémies, etc.)	8	8	8	8	8
9. Les modifications génétiques	9	9	9	9	9
10. Une diminution de la qualité de l'éducation et de la formation	10	10	10	10	10
11. La drogue	11	11	11	11	11
12. Autre (SPONTANE)	12	12	12	12	12
NSP	13	13	13	13	13

EB51.1- NOUVEAU

- Q.3. Certaines personnes se préoccupent de la protection de l'environnement et de la lutte contre la pollution. A votre avis, est-ce... ? (MONTRER CARTE - LIRE - UNE SEULE REPONSE)
- | | | |
|---|----|---|
| ...un problème immédiat et urgent..... | 11 | 1 |
| ...davantage un problème pour l'avenir..... | | 2 |
| ...pas réellement un problème..... | | 3 |
| NSP..... | | 4 |

EB43.1bis - Q.15 - TREND MODIFIE (Intro)

- Q.4. a) Actuellement, êtes-vous très inquiet, assez inquiet, peu inquiet ou pas du tout inquiet au sujet des questions suivantes ? (MONTRER CARTE AVEC ECHELLE)

LIRE	TRES INQUIET	ASSEZ INQUIET	PEU INQUIET	PAS DU TOUT INQUIET	NSP
1. La disparition dans le monde de plantes, d'espèces animales ou de milieux naturels	12 1	2	3	4	5
2. L'épuisement des ressources naturelles mondiales	13 1	2	3	4	5
3. La disparition des forêts tropicales	14 1	2	3	4	5
4. Le réchauffement de la planète (effet de serre)	15 1	2	3	4	5
5. La pollution de l'air, de l'eau, des sols (N)	16 1	2	3	4	5
6. La destruction de la couche d'ozone	17 1	2	3	4	5
7. Les problèmes urbains (circulation en ville, bruit, pollution) (N)	18 1	2	3	4	5
8. Les centrales nucléaires et le traitement des déchets radioactifs (N)	19 1	2	3	4	5
9. L'utilisation d'organismes génétiquement modifiés, comme le maïs génétiquement modifié, dans d'autres produits alimentaires (N)	20 1	2	3	4	5

EB43.1bis - Q.16 - TREND MODIFIE

- Q.2. a) Here is a list of things that some people say they are afraid of. Please tell me which one worries you the most? (SHOW CARD - ONE ANSWER ONLY)
 b) And next most ? (SHOW CARD - ONE ANSWER ONLY)
 c) And next ? (SHOW CARD - ONE ANSWER ONLY)
 d) And next ? (SHOW CARD - ONE ANSWER ONLY)
 e) And next ? (SHOW CARD - ONE ANSWER ONLY)

READ OUT	a) 1st	b) 2nd	c) 3rd	d) 4th	e) 5th
1. Violence	6 1	7 1	8 1	9 1	10 1
2. Poverty, social exclusion	2	2	2	2	2
3. Unemployment	3	3	3	3	3
4. Underdevelopment in the Third World	4	4	4	4	4
5. Global economic problems	5	5	5	5	5
6. Damage to the environment	6	6	6	6	6
7. Non respect of human rights	7	7	7	7	7
8. Health problems (AIDS, cancer, epidemics, etc.)	8	8	8	8	8
9. Things being genetically modified	9	9	9	9	9
10. Lower standards of education and training	10	10	10	10	10
11. Drugs	11	11	11	11	11
12. Other (SPONTANEOUS)	12	12	12	12	12
DK	13	13	13	13	13

EB51.1 - NEW

- Q. Some people are concerned about environmental protection and the fight against pollution. In your opinion, is it... ?
 (SHOW CARD - READ OUT - ONE ANSWER ONLY)
- ...an immediate and urgent problem..... 11 1
 - ...more a problem for the future..... 2
 - ...not really a problem..... 3
 - DK..... 4

EB43.1bis - Q.15 - TREND MODIFIED (Intro)

- Q. a) At present, are you very worried, somewhat worried, not very worried or not at all worried about the following? (SHOW CARD WITH SCALE)

READ OUT	VERY WORRIED	SOMEWHAT WORRIED	NOT VERY WORRIED	NOT AT ALL WORRIED	DK
1. The disappearance of certain types of plants, animals and habitats throughout the world	12 1	2	3	4	5
2. Using up natural resources throughout the world	13 1	2	3	4	5
3. The disappearance of tropical forests	14 1	2	3	4	5
4. Global warming (greenhouse effect)	15 1	2	3	4	5
5. Pollution of the air, water, ground (N)	16 1	2	3	4	5
6. The destruction of the ozone layer	17 1	2	3	4	5
7. Urban problems (traffic in towns, noise, pollution) (N)	18 1	2	3	4	5
8. Nuclear power stations and radioactive waste processing (N)	19 1	2	3	4	5
9. The use of genetically modified organisms, like genetically modified corn, in other food products (N)	20 1	2	3	4	5

EB43.1bis - Q.16 - TREND MODIFIED

Q.4. b) Et pour chacune de ces questions, diriez-vous que vous êtes plus inquiet ou moins inquiet qu'il y a 5 ans ?

LIRE	PLUS INQUIET	MOINS INQUIET	NI L'UN NI L'AUTRE (SPONTANE)	NSP
1. La disparition dans le monde de plantes, d'espèces animales ou de milieux naturels	21 1	2	3	4
2. L'épuisement des ressources naturelles mondiales	22 1	2	3	4
3. La disparition des forêts tropicales	23 1	2	3	4
4. Le réchauffement de la planète (effet de serre)	24 1	2	3	4
5. La pollution de l'air, de l'eau, des sols	25 1	2	3	4
6. La destruction de la couche d'ozone	26 1	2	3	4
7. Les problèmes urbains (circulation en ville, bruit, pollution)	27 1	2	3	4
8. Les centrales nucléaires et le traitement des déchets radioactifs	28 1	2	3	4
9. L'utilisation d'organismes génétiquement modifiés, comme le maïs génétiquement modifié, dans d'autres produits alimentaires	29 1	2	3	4

EB51.1 - NOUVEAU

Q.5. Là où vous habitez, avez-vous beaucoup de raisons, assez de raisons, peu de raisons ou aucune raison de vous plaindre... ? (MONTRER CARTE AVEC ECHELLE)

LIRE	BEAUCOUP DE RAISONS	ASSEZ DE RAISONS	PEU DE RAISONS	AUCUNE RAISON	NSP
1. de la qualité de l'eau du robinet (M)	30 1	2	3	4	5
2. de la qualité des eaux de baignade (N)	31 1	2	3	4	5
3. du bruit	32 1	2	3	4	5
4. de la pollution de l'air	33 1	2	3	4	5
5. des déchets et des ordures	34 1	2	3	4	5
6. du manque d'espaces verts	35 1	2	3	4	5
7. des dommages causés au paysage	36 1	2	3	4	5
8. des difficultés de la circulation automobile (M)	37 1	2	3	4	5
9. de la qualité des produits alimentaires (N)	38 1	2	3	4	5
10. de l'organisation de la protection civile face aux catastrophes naturelles ou technologiques (inondations, tremblements de terre, incendies, etc.) (N)	39 1	2	3	4	5

EB43.1bis - Q.17 - TREND MODIFIE

Q.4. b) And, for each of these, would you say that you are more worried or less worried than 5 years ago?

READ OUT	MORE WORRIED	LESS WORRIED	NEITHER MORE NOR LESS WORRIED (SPONTANEOUS)	DK
1. The disappearance of certain types of plants, animals and habitats throughout the world	21 1	2	3	4
Using up natural resources throughout the world	22 1	2	3	4
3. The disappearance of tropical forests	23 1	2	3	4
Global warming (greenhouse effect)	24 1	2	3	4
5. Pollution of the air, water, ground	25 1	2	3	4
The destruction of the ozone layer	26 1	2	3	4
7. Urban problems (traffic in towns, noise, pollution)	27 1	2	3	4
Nuclear power stations and radioactive waste processing	28 1	2	3	4
9. The use of genetically modified organisms, like genetically modified corn, in other food products	29 1	2	3	4

EB51.1 - NEW

Q. Where you live, do you have very much reason, quite a lot of reason, not very much reason or no reason at all to complain about... ? (SHOW CARD WITH SCALE)

READ OUT	VERY MUCH REASON	QUITE A LOT OF REASON	NOT VERY MUCH REASON	NO REASON AT ALL	DK
1. the quality of tap water (M)	30 1	2	3	4	5
2. the quality of water for swimming (N)	31 1	2	3	4	5
3. noise	32 1	2	3	4	5
4. air pollution	33 1	2	3	4	5
5. waste disposal	34 1	2	3	4	5
6. lack of green spaces	35 1	2	3	4	5
7. damage done to the landscape	36 1	2	3	4	5
8. traffic problems (M)	37 1	2	3	4	5
9. the quality of food products (N)	38 1	2	3	4	5
10. the organisation of civil defence in the face of natural or technological disasters (floods, earthquakes, fires, etc.) (N)	39 1	2	3	4	5

EB43.1bis - Q.17 - TREND MODIFIED

Q.6. Maintenant, pour (NOTRE PAYS), êtes-vous très inquiet, assez inquiet, peu inquiet ou pas du tout inquiet au sujet des questions suivantes ? (MONTRER CARTE AVEC ECHELLE)

LIRE	TRES INQUIET	ASSEZ INQUIET	PEU INQUIET	PAS DU TOUT INQUIET	NSP
1. La pollution des rivières et des lacs	40 1	2	3	4	5
2. La pollution des mers et des côtes	41 1	2	3	4	5
3. Les dommages causés aux animaux, aux plantes et au milieu naturel	42 1	2	3	4	5
4. La pollution de l'air	43 1	2	3	4	5
5. Les pollutions d'origine agricole (insecticides, désherbants, etc.) (M)	44 1	2	3	4	5
6. Les déchets industriels	45 1	2	3	4	5
7. Le développement de la biotechnologie (M)	46 1	2	3	4	5
8. La chasse	47 1	2	3	4	5
9. La production de l'énergie nucléaire (M)	48 1	2	3	4	5
10. La pratique des sports motorisés dans la nature, comme le hors-bord, le moto-cross, les véhicules tout terrain, etc.(M)	49 1	2	3	4	5
11. Les dégâts occasionnés par le tourisme	50 1	2	3	4	5
12. Les problèmes urbains (circulation en ville, bruit, pollution) (M)	51 1	2	3	4	5
13. Les risques liés aux activités industrielles	52 1	2	3	4	5
14. Les catastrophes naturelles telles que les inondations, les tempêtes, les tremblements de terre, etc. (M)	53 1	2	3	4	5

EB43.1bis - Q.18 - TREND MODIFIE (Intro + items)

Q.7. Dans quelle mesure croyez-vous que les éléments suivants pourraient porter atteinte à votre santé dans l'avenir ? (MONTRER CARTE AVEC ECHELLE)

LIRE	PAS DU TOUT	UN PEU	BEAUCOUP	NSP
1. La qualité de l'air	54 1	2	3	4
2. La qualité de l'eau	55 1	2	3	4
3. Le bruit	56 1	2	3	4
4. Les déchets	57 1	2	3	4
5. La qualité des produits alimentaires	58 1	2	3	4
6. Les produits chimiques	59 1	2	3	4
7. Les matériaux de construction	60 1	2	3	4
8. Les changements climatiques	61 1	2	3	4

EB51.1 - NOUVEAU

Q.6. Now, thinking about (OUR COUNTRY), are you very worried, somewhat worried, not very worried or not at all worried about the following? (SHOW CARD WITH SCALE)

READ OUT	VERY WORRIED	SOMEWHAT WORRIED	NOT VERY WORRIED	NOT AT ALL WORRIED	DK
1. Pollution in rivers and lakes	40 1	2	3	4	5
2. Pollution of the sea and coasts	41 1	2	3	4	5
3. Damage to animals, plants and habitats	42 1	2	3	4	5
4. Air pollution	43 1	2	3	4	5
5. Pollution derived from farming (insecticides, weed killers, etc.) (M)	44 1	2	3	4	5
6. Industrial waste	45 1	2	3	4	5
7. The development of biotechnology (M)	46 1	2	3	4	5
8. Hunting and shooting	47 1	2	3	4	5
9. The production of nuclear power (M)	48 1	2	3	4	5
10. Motor sports in natural environment, such as motor boats, motorbike scrambling, off-road vehicles, etc. (M)	49 1	2	3	4	5
11. The damage caused by tourism	50 1	2	3	4	5
12. Urban problems (traffic, noise, pollution) (M)	51 1	2	3	4	5
13. The risks related to industrial activities	52 1	2	3	4	5
14. Natural disasters such as floods, storms, earthquakes, etc. (M)	53 1	2	3	4	5

EB43.1bis - Q.18 - TREND MODIFIED (Intro + items)

Q.7. To what extent do you believe that the following could affect your health in the future? (SHOW CARD WITH SCALE)

READ OUT	NOT AT ALL	A LITTLE	A LOT	DK
1. Air quality	54 1	2	3	4
2. Water quality	55 1	2	3	4
3. Noise	56 1	2	3	4
4. Waste	57 1	2	3	4
5. Quality of food products	58 1	2	3	4
6. Chemicals	59 1	2	3	4
7. Building materials	60 1	2	3	4
8. Climate changes	61 1	2	3	4

EB51.1 - NEW

Q.8. Quand vous êtes dans un autre pays de l'Union européenne, vous sentez-vous moins bien protégé face aux catastrophes naturelles ou technologiques qu'en (NOTRE PAYS) ? (SI OUI) Pour quelles raisons ? (MONTRER CARTE - LIRE - PLUSIEURS REPONSES POSSIBLES)

- Non, je ne me sens pas moins bien protégé..... 62 1,
- Oui, parce que je ne connais pas la langue..... 2,
- Oui, parce que j'ai l'impression que les services d'intervention sont moins bien organisés qu'en (NOTRE PAYS)..... 3,
- Oui, parce qu'il y a trop de monde sur les lieux de vacances pour permettre une intervention efficace..... 4,
- Oui, parce que les instructions et la signalisation sont différentes ou insuffisantes par rapport à celles qu'on utilise en (NOTRE PAYS)..... 5,
- Oui, parce que je ne connais pas les risques propres au pays visité..... 6,
- Autres raisons (SPONTANE)..... 7,
- Cela dépend du pays (SPONTANE)..... 8,
- Ne va jamais/n'est jamais allé dans un autre pays de l'Union européenne (SPONTANE)..... 9,
- NSP..... 10,

EB51.1 - NOUVEAU

Q.9. Je vais maintenant vous citer une liste de thèmes relatifs à l'environnement. Pour chaque thème, pouvez-vous me dire si vous vous sentez très bien, assez bien, assez mal ou très mal informé ? (MONTRER CARTE AVEC ECHELLE - UNE SEULE REPONSE)

LIRE	TRES BIEN INFORME	ASSEZ BIEN INFORME	ASSEZ MAL INFORME	TRES MAL INFORME	NSP
1. Les grands problèmes mondiaux d'environnement, comme les trous dans la couche d'ozone, le réchauffement de la planète, la disparition des forêts, etc.	63 1	2	3	4	5
2. Les problèmes d'environnement plus proches, comme la qualité de l'eau, le traitement des déchets, la pollution chimique, etc.	64 1	2	3	4	5
3. Les comportements à adopter dans des situations d'urgence (catastrophe naturelle ou technologique, etc.)	65 1	2	3	4	5
4. Les développements scientifiques et techniques, comme les "voitures propres", les techniques de dépollution, la biotechnologie, etc.	66 1	2	3	4	5
5. Les actions entreprises par les pouvoirs publics nationaux et locaux en (NOTRE PAYS) pour protéger l'environnement	67 1	2	3	4	5
6. Les actions entreprises par l'Union européenne pour protéger l'environnement	68 1	2	3	4	5
7. Les actions entreprises par les associations de protection de l'environnement	69 1	2	3	4	5

EB51.1 - NOUVEAU

Q.10. En savez-vous assez sur ce que vous devez faire dans votre vie quotidienne pour contribuer à protéger l'environnement?

Oui, j'en sais assez..... 70 1

Non, je n'en sais pas assez..... 2

NSP..... 3

EB51.1 - NOUVEAU

Q.8. When you are in another European Union country, do you feel less well protected against natural or technological disasters than in (OUR COUNTRY)? (IF YES) For which reasons? (SHOW CARD - READ OUT - SEVERAL ANSWERS POSSIBLE)

- No, I do not feel less well protected..... 62 1,
- Yes, because I do not know the language..... 2,
- Yes, because I have the impression that emergency services are less well organised than in (OUR COUNTRY)..... 3,
- Yes, because there are too many people in holiday resorts for an effective response to be possible..... 4,
- Yes, because instructions and signs are different or lacking compared to those used in (OUR COUNTRY)..... 5,
- Yes, because I do not know the specific risks related to the country visited..... 6,
- Other reasons (SPONTANEOUS)..... 7,
- It depends on the country (SPONTANEOUS)..... 8,
- Never go / never been to another European Union country (SPONTANEOUS)..... 9,
- DK..... 10,

EB51.1 - NEW

Q.9. Now, I will read out a list of topics relating to the environment. For each one, please tell me if you feel very well, fairly well, fairly badly or very badly informed? (SHOW CARD WITH SCALE - ONE ANSWER ONLY)

READ OUT	VERY WELL INFORMED	FAIRLY WELL INFORMED	FAIRLY BADLY INFORMED	VERY BADLY INFORMED	DK
1. Major global environmental problems, like holes in the ozone layer, global warming, the disappearance of forests, etc.	63 1	2	3	4	5
2. More immediate environmental problems, like water quality, waste processing, chemical pollution, etc.	64 1	2	3	4	5
3. What to do in case of an emergency (natural or technological disaster, etc.)	65 1	2	3	4	5
4. Scientific and technical developments, such as "green" cars, techniques for cleaning up pollution, biotechnology, etc.	66 1	2	3	4	5
5. Steps taken by national and local government in (OUR COUNTRY) to protect the environment	67 1	2	3	4	5
6. Steps taken by the European Union to protect the environment	68 1	2	3	4	5
7. Steps taken by environmental protection organisations	69 1	2	3	4	5

EB51.1 - NEW

Q.10. Do you know enough about what you have to do in your daily life to contribute to protecting the environment?
 Yes, I know enough..... 70 1
 No, I don't know enough..... 2
 DK..... 3

EB51.1 - NEW

Q.11. Quand vous désirez obtenir des informations sur l'environnement, lesquelles des sources suivantes utilisez-vous ? (MONTRER CARTE - LIRE - PLUSIEURS REPONSES POSSIBLES)

La presse écrite (quotidiens et magazines).....	71	1,
La radio.....		2,
La télévision.....		3,
Les publications des pouvoirs publics.....		4,
Les publications des associations de protection de l'environnement.....		5,
Les livres, manuels scolaires ou universitaires.....		6,
Internet, le World Wide Web.....		7,
Les centres d'information et de recherche.....		8,
Les conversations avec des amis ou des voisins.....		9,
Autre (SPONTANE).....		10,
Aucune/Ne cherche jamais d'informations sur l'environnement (SPONTANE).....		11,
NSP.....		12,

EB51.1 - NOUVEAU

Q.12. Parmi les sources d'informations suivantes, quelles sont celles auxquelles vous faites confiance sur les questions d'environnement ? (MONTRER CARTE - LIRE - PLUSIEURS REPONSES POSSIBLES)

Les organisations de consommateurs.....	72	1,
Les organisations de protection de l'environnement.....		2,
Les partis politiques se réclamant de l'environnement (les Verts, les écologistes, etc.)		3,
Les partis politiques en général.....		4,
Les syndicats.....		5,
Les pouvoirs publics.....		6,
Les industriels.....		7,
Les enseignants, à l'école ou l'université.....		8,
Les scientifiques.....		9,
Les médias.....		10,
Aucune (SPONTANE).....		11,
NSP.....		12,

EB43.1bis - Q.26 - TREND MODIFIE (Intro + items)

Q.13. Faites-vous des efforts particuliers pour vous informer sur l'environnement ? (SI OUI) Lesquels ? (MONTRER CARTE - LIRE - PLUSIEURS REPONSES POSSIBLES)

Non, aucun effort particulier.....	73	1,
Oui, abonnement à un magazine spécialisé.....		2,
Oui, abonnement à une revue de consommateurs.....		3,
Oui, choix d'articles de journaux.....		4,
Oui, choix de programmes de télévision.....		5,
Oui, suivi des programmes scolaires de votre (ou vos) enfant(s).....		6,
Oui, recherche d'informations sur un sujet d'environnement précis (par Internet, dans des bibliothèques, etc.).....		7,
D'autres efforts (SPONTANE).....		8,
NSP.....		9,

EB51.1 - NOUVEAU

Q.11. When you are looking for information on the environment, which of the following sources do you use? (SHOW CARD - READ OUT - SEVERAL ANSWERS POSSIBLE)

- | | | |
|---|----|-----|
| Newspapers and magazines..... | 71 | 1, |
| The radio..... | | 2, |
| Television..... | | 3, |
| National or local government publications..... | | 4, |
| Publications from environmental protection organisations..... | | 5, |
| Books, textbooks..... | | 6, |
| The Internet, the World Wide Web..... | | 7, |
| Research and information centres..... | | 8, |
| Conversations with friends or neighbours..... | | 9, |
| Other (SPONTANEOUS)..... | | 10, |
| None/I never look for information on the environment (SPONTANEOUS)..... | | 11, |
| DK..... | | 12, |

EB51.1 - NEW

Q.12. Amongst the following sources of information, which would you trust when it comes to environmental issues? (SHOW CARD - READ OUT - SEVERAL ANSWERS POSSIBLE)

- | | | |
|--|----|-----|
| Consumer associations..... | 72 | 1, |
| Environmental protection organisations..... | | 2, |
| Political parties claiming to be for the environment (Greens, Ecologists, etc.)..... | | 3, |
| Political parties in general..... | | 4, |
| Trade unions..... | | 5, |
| National or local government..... | | 6, |
| Industry..... | | 7, |
| Teachers, at school or university..... | | 8, |
| Scientists..... | | 9, |
| The media..... | | 10, |
| None (SPONTANEOUS)..... | | 11, |
| DK..... | | 12, |

EB43.1bis - Q.26 - TREND MODIFIED (Intro + items)

Q.13. Do you make particular efforts to get information about the environment? (IF YES) Which? (SHOW CARD - READ OUT - SEVERAL ANSWERS POSSIBLE)

- | | | |
|---|----|----|
| None, no particular efforts..... | 73 | 1, |
| Yes, subscription to a specialised magazine..... | | 2, |
| Yes, subscription to a consumer magazine..... | | 3, |
| Yes, reading specific newspaper articles..... | | 4, |
| Yes, watching specific television programmes..... | | 5, |
| Yes, following your child(ren)'s school courses..... | | 6, |
| Yes, searching for information on a specific environmental topic (from the Internet, in libraries, etc.)..... | | 7, |
| Other efforts (SPONTANEOUS)..... | | 8, |
| DK..... | | 9, |

EB51.1 - NEW

- Q.14. a) Selon vous, les pouvoirs publics agissent-ils efficacement pour protéger l'environnement au niveau...?
 Q.14. b.1) Et, à votre avis, auquel de ces niveaux les pouvoirs publics devraient-ils s'impliquer le plus pour protéger l'environnement ? (MONTRER CARTE - UNE SEULE REPONSE)
 Q.14. b.2) Et ensuite ? (MONTRER MEME CARTE - UNE SEULE REPONSE)

LIRE	a)			b)	
	OUI, EFFICACEMENT	NON, PAS EFFICACEMENT	NSP	1. 1er NIVEAU	2. 2ème NIVEAU
1. local	76 1	2	3	74 1	75 1
2. régional	77 1	2	3	2	2
3. national	78 1	2	3	3	3
4. de l'Union européenne	79 1	2	3	4	4
5. mondial	80 1	2	3	5	5

Q.14.a) EB43.1bis - Q.24 - TREND MODIFIE
 Q.14.b) EB51.1 - NOUVEAU

- Q.15. a) Parmi les produits et services suivants, pour lesquels seriez-vous prêt à payer un peu plus cher qu'actuellement pour qu'ils nuisent moins à l'environnement ? (MONTRER CARTE - LIRE - PLUSIEURS REPONSES POSSIBLES)
 b) (POUR CHACUN DES PRODUITS OU SERVICES CITES)
 Seriez-vous prêt à le payer 10% de plus, 20% de plus ou 30% de plus ? (MONTRER CARTE AVEC ECHELLE - UNE SEULE REPONSE)

LIRE	a) PRET A PAYER UN PEU PLUS	b) PRET A PAYER					
		MOINS DE 10% (SPONTANE)	10%	20%	30%	PLUS DE 30% (SPONTANE)	NSP
1. L'eau	81 1,	82 1	2	3	4	5	6
2. Les produits alimentaires	2,	83 1	2	3	4	5	6
3. L'enlèvement des déchets ménagers	3,	84 1	2	3	4	5	6
4. Le traitement des déchets ménagers (tri sélectif, recyclage, etc.)	4,	85 1	2	3	4	5	6
5. L'essence	5,	86 1	2	3	4	5	6
6. Les véhicules particuliers (voitures, motos, etc.)	6,	87 1	2	3	4	5	6
7. Le chauffage et l'éclairage de votre domicile	7,	88 1	2	3	4	5	6
8. Les transports en commun (train, autobus, métro, tramway, etc.)	8,	89 1	2	3	4	5	6
9. Les voyages en avion	9,	90 1	2	3	4	5	6
10. Autres (SPONTANE)	10,						
11. Aucun (SPONTANE)	11,						
12. NSP	12,						

EB51.1 - NOUVEAU

- Q.14. a) In your opinion, do public bodies act effectively or not to protect the environment...?
 Q.14. b.1) And, in your opinion, at which of these levels should the authorities get most involved in protecting the environment? (SHOW CARD - ONE ANSWER ONLY)
 Q.14. b.2) And next most? (SHOW SAME CARD - ONE ANSWER ONLY)

READ OUT	a)			b)	
	YES, EFFECTIVELY	NO, NOT EFFECTIVELY	DK	1. 1st MOST	2. 2nd MOST
1. At a local level	76 1	2	3	74 1	75 1
2. At a regional level	77 1	2	3	2	2
3. At a national level	78 1	2	3	3	3
4. At a European Union level (M)	79 1	2	3	4	4
5. At a worldwide level	80 1	2	3	5	5

Q.14.a) EB43.1bis - Q.24 - TREND MODIFIED
 Q.14.b) Eb51.1 - NEW

- Q.15 a) For which, if any, of the following products and services would you be prepared to pay a little more than now so that they are less harmful to the environment? (SHOW CARD - READ OUT - SEVERAL ANSWERS POSSIBLE)
 b) (FOR EACH PRODUCT OR SERVICE QUOTED)
 Would you be prepared to pay 10% more, 20% more or 30% more for it? (SHOW CARD WITH SCALE - ONE ANSWER ONLY)

READ OUT	a) PREPARED TO PAY A LITTLE MORE	b) PREPARED TO PAY					
		LESS THAN 10% (SPONTANEOUS)	10%	20%	30%	MORE THAN 30% (SPONTANEOUS)	DK
1. Water	81 1,	82 1	2	3	4	5	6
Food products	2,	83 1	2	3	4	5	6
Collecting domestic refuse	3,	84 1	2	3	4	5	6
Domestic refuse processing (sorting, recycling, etc.)	4,	85 1	2	3	4	5	6
5. Petrol	5,	86 1	2	3	4	5	6
Private vehicles (cars, motorbikes, etc.)	6,	87 1	2	3	4	5	6
7. Heating and lighting of your home	7,	88 1	2	3	4	5	6
Public transport (train, bus, underground, tram, etc.)	8,	89 1	2	3	4	5	6
Flights	9,	90 1	2	3	4	5	6
10. Others (SPONTANEOUS)	10,						
11. None (SPONTANEOUS)	11,						
12. DK	12,						

EB51.1 - NEW

2.16. Faites-vous, de façon régulière, les actions suivantes ?

LIRE	OUI	NON	NSP
1. Trier vos déchets ménagers	91 1	2	3
2. Acheter des produits biologiques	92 1	2	3
3. Acheter des produits dont l'emballage est recyclable	93 1	2	3
4. Faire du compost avec vos déchets végétaux ou ménagers	94 1	2	3
5. Utiliser les transports en commun	95 1	2	3
6. Economiser l'eau	96 1	2	3
7. Economiser l'électricité	97 1	2	3
8. Rouler moins vite en voiture	98 1	2	3
9. Contrôler le niveau d'émission de gaz de votre voiture	99 1	2	3
10. Pratiquer les procédures d'urgence (évacuation d'immeuble, contrôle des extincteurs, tests des sirènes)	100 1	2	3

EB51.1 - NOUVEAU

Q.17. a) A votre avis, laquelle de ces démarches permettrait de résoudre le plus efficacement les problèmes d'environnement liés à la pollution ? (MONTRER CARTE - UNE SEULE REPONSE)
b) Et ensuite ? (MONTRER MEME CARTE - UNE SEULE REPONSE)

LIRE	A) PLUS EFFICACEMENT	B) ENSUITE
1. Rendre la réglementation plus sévère, avec de fortes amendes	101 1	102 1
2. Taxer uniquement les sources de pollution ou activités polluantes	2	2
3. Faire payer plus à tout le monde sous forme de taxes, d'augmentations de prix, etc.	3	3
4. Faire confiance aux initiatives des industriels, aux agriculteurs, aux progrès scientifiques, etc.	4	4
5. Autres (SPONTANE)	5	5
6. Aucune (SPONTANE)	6	6
7. NSP	7	7

EB51.1 - NOUVEAU

Q.16. Do you regularly... ?

READ OUT	YES	NO	DK
1. Sort your domestic refuse	91 1	2	3
2. Buy organic products	92 1	2	3
3. Buy products with a packaging which can be recycled	93 1	2	3
4. Make compost with your garden or household refuse	94 1	2	3
5. Travel by public transport	95 1	2	3
6. Save water	96 1	2	3
7. Save electricity	97 1	2	3
8. Drive your car slower	98 1	2	3
9. Check the level of gas emission from your car	99 1	2	3
10. Practice emergency procedures (evacuating buildings, checking fire extinguishers, testing alarms)	100 1	2	3

EB51.1 - NEW

Q.17. a) In your opinion, which one of these, if any, would make it possible to most effectively solve environmental problems linked to pollution? (SHOW CARD - ONE ANSWER ONLY)
 b) And next most effectively? (SHOW SAME CARD - ONE ANSWER ONLY)

READ OUT	A) MOST EFFECTIVELY	B) NEXT MOST EFFECTIVELY
1. Making regulations stricter, with heavy fines	101 1	102 1
2. Only taxing sources of pollution	2	2
3. Making everyone pay more, in taxes, prices, etc.	3	3
4. Relying on initiatives from the industry, farmers, scientific progress, etc.	4	4
5. Others (SPONTANEOUS)	5	5
6. None (SPONTANEOUS)	6	6
7. DK	7	7

EB51.1 - NEW

- Q.18. a) Et, à votre avis, laquelle de ces démarches permettrait de résoudre le plus efficacement les problèmes d'environnement liés à la circulation automobile dans les villes ? (MONTRER CARTE - UNE SEULE REPONSE)
 b) Et ensuite ? (MONTRER MEME CARTE - UNE SEULE REPONSE)
 c) Et ensuite ? (MONTRER MEME CARTE - UNE SEULE REPONSE)

LIRE	A) PLUS EFFICACE	B) ENSUITE 2	C) ENSUITE 3
1. Restreindre fortement les possibilités de stationnement en centre-ville	103 1	104 1	105 1
2. Limiter fortement la circulation automobile	2	2	2
3. Faire payer un péage aux automobilistes pour entrer en ville	3	3	3
4. Créer plus d'espaces piétonniers	4	4	4
5. Créer plus de pistes cyclables	5	5	5
6. Améliorer les transports en commun	6	6	6
7. Construire de nouvelles voies rapides urbaines	7	7	7
8. Augmenter le prix des carburants	8	8	8
9. Autres (SPONTANE)	9	9	9
10. Rien (SPONTANE)	10	10	10
11. NSP	11	11	11

EB51.1 - NOUVEAU

- Q.19. Je vais vous lire trois opinions à propos de l'environnement. Laquelle de ces opinions est la plus proche de la vôtre ? (MONTRER CARTE - LIRE - UNE SEULE REPONSE)

Le développement actuel des activités humaines mène à des catastrophes et met en danger l'environnement.....	106 1
Il faut modifier en profondeur notre mode de vie et de développement si l'on veut arrêter la détérioration de l'environnement.....	2
Le développement actuel des activités humaines n'est pas fondamentalement en conflit avec l'environnement.....	3
NSP.....	4

EB43.1bis - Q.32 - TREND MODIFIE (Intro + texte)

- Q.18. a) And, in your opinion, which one of these, if any, would make it possible to most effectively solve environmental problems linked to traffic in towns? (SHOW CARD - ONE ANSWER ONLY)
 b) And next most ? (SHOW SAME CARD - ONE ANSWER ONLY)
 c) And next ? (SHOW SAME CARD - ONE ANSWER ONLY)

READ OUT	A) MOST EFFECTIVELY	B) NEXT MOST	C) NEXT MOST
1. Greatly reduce the number of parking spaces in town centres	103 1	104 1	105 1
Greatly reduce car traffic	2	2	2
3. Make motorists pay a toll to enter a town	3	3	3
4. Create more pedestrianised areas	4	4	4
Create more cycle lanes	5	5	5
6. Improve public transport	6	6	6
Build new express routes within towns	7	7	7
8. Increase the price of fuel	8	8	8
Others (SPONTANEOUS)	9	9	9
10. Nothing (SPONTANEOUS)	10	10	10
11. DK	11	11	11

EB51.1 - NEW

- Q.19. I will read you three opinions in connection with the environment. Which of these opinions is closest to yours? (SHOW CARD - READ OUT - ONE ANSWER ONLY)

The current development of human activity is leading to disasters and endangering the environment.....	106 1
It is necessary to fundamentally change our way of life and development if we want to halt the deterioration of the environment.....	2
The current development of human activity is not basically in conflict with the environment.....	3
DK.....	4

EB43.1bis - Q.32 - TREND MODIFIED (Intro + text)

Q.20. A votre avis, une politique de protection de l'environnement entraîne-t-elle plutôt... ? (MONTRER CARTE - LIRE - UNE SEULE REPONSE)

Une diminution de l'emploi.....	107	1
Une augmentation de l'emploi.....		2
Ni une diminution ni une augmentation (SPONTANE).....		3
NSP.....		4

EB51.1 - NOUVEAU

Q.21. Etes-vous tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout avec l'opinion suivante ? (MONTRER CARTE - LIRE - UNE SEULE REPONSE)

Une politique de protection de l'environnement doit aussi prendre en compte les effets sociaux et économiques.

Tout à fait d'accord.....	108	1
Plutôt d'accord.....		2
Plutôt pas d'accord.....		3
Pas d'accord du tout.....		4
NSP.....		5

EB51.1 - NOUVEAU

Q.20. In your opinion, does environmental protection policy tend to lead to... ? (SHOW CARD - READ OUT - ONE ANSWER ONLY)

Less jobs.....	107	1
More jobs.....		2
Neither less nor more (SPONTANEOUS).....		3
DK.....		4

EB51.1 - NEW

Q.21. Do you completely agree, tend to agree, tend to disagree or completely disagree with the following opinion? (SHOW CARD - READ OUT - ONE ANSWER ONLY)

Environmental protection policy must also take social and economic effects into account

Completely agree.....	108	1
Tend to agree.....		2
Tend to disagree.....		3
Completely disagree.....		4
DK.....		5

EB51.1 - NEW

NOM DES INSTITUTS ASSOCIES A LA RECHERCHE

EUROBAROMETRE STANDARD 51.1

SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES

Entre le 12 avril et le 18 mai 1999, INRA (EUROPE), un réseau européen d'agences d'études de marché et d'opinion publique, a réalisé la vague 51.1 de l'EUROBAROMETRE STANDARD à la demande de la COMMISSION EUROPEENNE, DGX : ANALYSE DE L'OPINION PUBLIQUE.

L'EUROBAROMETRE 51.1 couvre la population - ayant la nationalité d'un des pays membres de l'Union européenne -, de 15 ans et plus, résident dans chaque Etat membre de l'Union européenne. Le principe d'échantillonnage appliqué dans tous les Etats membres est une sélection aléatoire (probabiliste) à phases multiples. Dans chaque pays EU, divers points de chute ont été tirés avec une probabilité proportionnelle à la taille de la population (afin de couvrir la totalité du pays) et à la densité de la population.

A cette fin, ces points de chute ont été tirés systématiquement dans chacune des "unités régionales administratives", après avoir été stratifiés par unité individuelle et par type de région. Ils représentent ainsi l'ensemble du territoire des Etats membres, selon les EUROSTAT-NUTS II et selon la distribution de la population résidente nationale en termes de régions métropolitaines, urbaines et rurales. Dans chacun des points de chute sélectionnés, une adresse de départ a été tirée de manière aléatoire. D'autres adresses (chaque Nème adresse) ont ensuite été sélectionnées par des procédures de "random route" à partir de l'adresse initiale. Dans chaque ménage, le répondant a été tiré aléatoirement. Toutes les interviews ont été réalisées en face à face chez les répondants et dans la langue nationale appropriée.

PAYS	INSTITUTS	N° INTERVIEWS	DATES DE TERRAIN	POPULATION 15+ (x 000)
Belgique	INRA BELGIUM	1054	12/04 - 30/04	8,326
Danemark	GfK DANMARK	1000	17/04 - 13/05	4,338
Allemagne(Est)	INRA DEUTSCHLAND	1007	14/04 - 30/04	13,028
Allemagne(Ouest)	INRA DEUTSCHLAND	1011	14/04 - 30/04	55,782
Grèce	KEME	1012	13/04 - 11/05	8,793
Espagne	INRA ESPAÑA	1000	14/04 - 05/05	33,024
France	CSA-TMO	1005	12/04 - 30/04	46,945
Irlande	LANSDOWNE Market Research	1004	16/04 - 05/05	2,980
Italie	PRAGMA	1014	15/04 - 05/05	49,017
Luxembourg	ILReS	610	19/04 - 18/05	364
Pays-Bas	NIPO	1005	22/04 - 16/05	12,705
Autriche	SPECTRA	1002	14/04 - 05/05	6,668
Portugal	METRIS	1000	14/04 - 09/05	8,217
Finlande	MDC MARKETING RESEARCH	1026	12/04 - 16/05	4,165
Suède	GfK SVERIGE	1014	15/04 - 09/05	7,183
Grande-Bretagne	INRA UK	1070	15/04 - 14/05	46,077
Irlande du Nord	ULSTER MARKETING SURVEYS	310	16/04 - 05/05	1,273
NOMBRE TOTAL D'INTERVIEWS		16144		

Dans chaque pays, l'échantillon a été comparé à l'univers. La description de l'univers se base sur les données de population EUROSTAT. Pour tous les Etats membres EU, une procédure de pondération nationale a été réalisée (utilisant des pondérations marginales et croisées), sur base de cette description de l'univers. Dans tous les pays, au moins le sexe, l'âge, les régions NUTS II et la taille de l'agglomération ont été introduits dans la procédure d'itération. Pour la pondération internationale (i.e. les moyennes EU), INRA (EUROPE) recourt aux chiffres officiels de population, publiés par EUROSTAT dans l'Annuaire des Statistiques Régionales (données de 1997 ou 1996). Les chiffres complets de la population, introduits dans cette procédure de post-pondération, sont indiqués ci-dessus.

Les résultats des études EUROBAROMETRE sont analysés et sont présentés sous forme de tableaux, de fichiers de données et d'analyses. Pour chaque question, un tableau de résultats est fourni, accompagné de la question complète en anglais et en français. En tête de page; ces résultats sont exprimés en pourcentage calculé sur la base totale. Les résultats des enquêtes EUROBAROMETRE sont analysés par l'unité Analyses de l'Opinion Publique (EUROBAROMETRE) de la DGX de la Commission Européenne, Rue de la Loi 200, B-1049 Bruxelles. Des extraits de résultats sont publiés régulièrement sur le site Internet de la CE.: <http://www.europa.eu.int/en/comm/dg10/infcom/epo/polls.html>. Tous les fichiers de données de l'EUROBAROMETRE sont déposés au Zentralarchiv (Universität Köln, Bachemer Strasse 40, D-50869 Köln-Lindenthal, E-mail : Moschner@ibm.za.uni-koeln.de), disponibles via la banque de données CESSDA <http://www.nsd.uib.no/cessda/europe.html>. Ils sont à la disposition de tous les instituts membres du "European Consortium for Political Research" (Essex), du "Inter-University Consortium for Political and Social Research" (Michigan) et de toute personne intéressée par la recherche en sciences sociales.

Il importe de rappeler aux lecteurs que les résultats d'un sondage sont des estimations dont l'exactitude, toutes choses égales par ailleurs, dépend de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé. Pour des échantillons d'environ 1.000 interviews, le pourcentage réel oscille dans les intervalles de confiance suivants :

Pourcentages observés	10% or 90%	20% or 80%	30% or 70%	40% or 60%	50%
Limites de confiance	± 1.9%	± 2.5%	± 2.7%	± 3.0%	± 3.1%

SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES

EUROBAROMETRE 51.1
INSTITUTS ET RESPONSABLES DE RECHERCHE
INRA (EUROPE) - European Coordination Office SA/NV
Dominique VANCRAEYNES

Avenue R. Vandendriessche, 18- B -1150 BRUSSELS - BELGIUM

Tel. ++/32/2/775 01 11 - Fax. ++/32/2/772 40 79

E-mail : dominique.Vancraeynest@inra.com - christine.Kotarakos@inra.com - anne.Gislain@inra.com

Tel. ++/32/2/775 01 11 - Fax. ++/32/2/772 40 79

BELGIQUE	INRA BELGIUM 430, Avenue Louise B-1050 BRUXELLES	Mrs Eléonore SNOY inra.belgium@skynet.be	tel. fax.	++/32 2 648 80 10 ++/32 2 648 34 08
DANMARK	GfK DANMARK Sylows Allé, 1 DK-2000 FREDERIKSBERG	Mr Erik CHRISTIANSEN erik.christiansen@gfk.dk	tel. fax.	++/45 38 32 20 00 ++/45 38 32 20 01
DEUTSCHLAND	INRA DEUTSCHLAND Papenkamp, 2-6 D-23879 MÖLLN	Ms Christina OLTMANN Christina.Oltmann@inra.de	tel. fax.	++/49 4542 801 0 ++/49 4542 801 201
ELLAS	KEME Ippodamou Street, 24 GR-11635 ATHENA	Ms Fotini PANOUTSOU memrbgre@hol.gr	tel. fax.	++/30 1 701 80 82 ++/30 1 701 78 37
ESPAÑA	INRA ESPAÑA C/Alberto Aguilera, 7-5° E-28015 MADRID	Ms Carmen MOZO inra-espana@xpress.es	tel. fax.	++/34 91 594 47 93 ++/34 91 594 52 23
FRANCE	CSA-TMO 22, rue du 4 Septembre F-75002 PARIS	Mrs Isabelle CREBASSA Crebassa@tmo.fr	tel. fax.	++/33 1 44 94 40 00 ++/33 1 44 94 40 01
IRELAND	LANSDOWNE Market Research 49, St. Stephen's Green IRL-DUBLIN 2	Mr Roger JUPP roger@lmr.ie	tel. fax.	++/353 1 661 34 83 ++/353 1 661 34 79
ITALIA	PRAGMA Via Salaria, 290 I-00199 ROMA	Mrs Maria-Adelaide SANTILLI pragma.inter@iol.it	tel. fax.	++/39 06 84 48 81 ++/39 06 84 48 82 98
LUXEMBOURG	ILReS 46, rue du Cimetière L-1338 LUXEMBOURG	Mr Charles MARGUE charles.margue@ilres.com	tel. fax.	++/352 49 92 91 ++/352 49 92 95 555
NEDERLAND	NIPO Grote Bickersstraat 74 NL - 1013 KS AMSTERDAM	Mr Vincent GROEN vincent.groen@nipo.nl	tel. fax.	++/31 20 522 54 44 ++/31 20 522 53 33
AUSTRIA	SPECTRA Brucknerstrasse, 3-5/4 A-4020 LINZ	Ms Jitka NEUMANN nejj@spectra.at	tel. fax.	++/43/732/6901 ++/43/732/6901-4
PORTUGAL	METRIS Av. Eng. Arantes e Oliveira, 3-2° P-1900 LISBOA	Ms Mafalda BRASIL mbrasil.metris@mail.telepac.pt	tel. fax.	++/351 1 846 12 02 ++/351 1 846 12 03
FINLAND	MDC MARKETING RESEARCH Ltd Itätuulenkuja 10 A FIN-02100 ESPOO	Mr Juhani PEHKONEN Juhani.Pehkonen@mdc.fi Jaana.Reiju@mdc.fi	tel. fax.	++/358 9 613 500 ++/358 9 613 50 423
SWEDEN	GfK SVERIGE S:t Lars väg 46 S-221 00 LUND	Mr Rikard EKDAHL rikard.ekdahl@gfksverige.se	tel. fax.	++/46 46 18 16 00 ++/46 46 18 16 11
GREAT BRITAIN	INRA UK Monarch House, Victoria Road UK-London W3 6RZ	Mr Paul DURRANT paul.durrant@inra.co.uk	tel. fax.	++/44 181 993 22 20 ++/44 181 993 11 14